



PAS DE VICTOIRE
SANS LUTTE!
**NO STRUGGLE,
NO VICTORY!**

MAY 13-17 MAI
TORONTO ONTARIO

REPORT OF THE

CONSTITUTION COMMITTEE

RAPPORT DU

COMITÉ DES STATUTS

377 RUE BANK STREET
OTTAWA, ONTARIO
K2P 1Y3

613-236-7238
FAX: 613-563-7861
WWW.CUPW-STTP.ORG

cupw•sttp

CANADIAN UNION OF POSTAL WORKERS
SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES

RAPPORT DU COMITÉ DES STATUTS

CONSTITUTION COMMITTEE REPORT

Toni MacAfee	Jim Gallant
Maryse Habel	Jérôme Roberge
Sandra Delisle	Alain Robitaille
Cheryl MacMillan	Keith Bradford
Megan Whitfield	Rajesh Purohit
Sharon Samuels	Ryan Spence
Bev Ray	Brahm Enslin
Jessica Dempster	Matthew Aitken
Jan Simpson	Bev Collins

La consœur Bev Ray est élue présidente du Comité et le confrère Brahm Enslin est élu secrétaire du Comité des statuts, conformément au paragraphe 3.12 des statuts nationaux.

La consœur Jan Simpson, 1^{re} vice-présidente nationale, participe aux délibérations du Comité des statuts à titre de représentante du Conseil exécutif national, et la consœur Bev Collins, secrétaire-trésorière nationale, y participe conformément au paragraphe 3.19 des statuts nationaux. Ils ont le droit de parole, mais non le droit de vote.

RÉSOLUTION N° 5

Conférence régionale de l'Ontario

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 5.

Paragraphe 1.22

ATTENDU QUE les membres à la retraite ne sont pas inclus dans les activités du Syndicat après leur départ à la retraite, mais doivent garder contact et se tenir au courant des enjeux qui les touchent comme les avantages sociaux, les régimes de retraite, les soins de santé, etc.;

Toni MacAfee	Jim Gallant
Maryse Habel	Jérôme Roberge
Sandra Delisle	Alain Robitaille
Cheryl MacMillan	Keith Bradford
Megan Whitfield	Rajesh Purohit
Sharon Samuels	Ryan Spence
Bev Ray	Brahm Enslin
Jessica Dempster	Matthew Aitken
Jan Simpson	Bev Collins

In accordance with section 3.12 of the National Constitution, Sister Bev Ray was elected as Chairperson of the Committee and Brother Brahm Enslin was elected as Secretary of the Committee.

Sister Jan Simpson, 1st National Vice-President, is present as the representative of the National Executive Board and Sister Bev Collins, National Secretary-Treasurer, is present in accordance with section 3.19 of the National Constitution. They both have voice but no right to vote.

RESOLUTION NO 5

Ontario Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 5.

Section 1.22

WHEREAS retirees are not included in the activities of the Union upon retirement, but they need to keep in touch and keep informed, as issues concerning benefits, pensions, health care etc. affect them;

QU'IL SOIT RÉSOLU que, lorsqu'il tient des conférences, comme un séminaire d'éducation d'une fin de semaine, des conférences régionales et même le congrès national, le Syndicat prévoit à l'horaire la tenue d'une séance ou d'une rencontre à l'intention des membres à la retraite qui habitent dans la région, la réunion ayant lieu au même endroit que celui où se déroule l'activité en question, et les membres à la retraite sont invités à y assister par l'entremise des sections locales, des bureaux régionaux et de la représentante ou du représentant de l'ONTTRP de la région. Puisque le STTP réserve déjà des salles pour la tenue de son activité, le coût d'une telle réunion sera minime, voire inexistant.

RÉSOLUTION N° 8

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 8.

Article 3 – Nouveau

ATTENDU QUE les résolutions ne peuvent habituellement pas toutes être débattues et que certaines doivent être laissées en suspens;

ATTENDU QUE pour des régions certaines résolutions sont essentielles et doivent pouvoir être entendues;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, pour chaque région, deux résolutions soient classifiées comme « prioritaires » et que ces résolutions soient obligatoirement présentées au congrès.

RÉSOLUTION N° 11

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 11.

THEREFORE BE IT RESOLVED that when the Union has conferences such as weekend seminars, Regional Conferences and even National Convention, the Union should allow a time and a location for a session/meeting for retired members who live in the vicinity, to be held at the same venue/location. This would be made known to retirees, by the Local/Region offices and NORPW representative in the vicinity of where the event is taking place. There should be minimal or no cost to CUPW as they already have venues booked.

RESOLUTION NO 8

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 8.

Article 3 - New

WHEREAS not all resolutions can usually be debated and some must be set aside;

WHEREAS a number of resolutions are critical to some regions and must be heard;

BE IT RESOLVED THAT each region identify two resolutions as "priority" resolutions that must come to the Convention floor.

RESOLUTION NO 11

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 11.

Paragraphe 3.05

ATTENDU QUE les membres choisis pour siéger au comité national de négociation ne devraient pas être pénalisés;

ATTENDU QUE les membres choisis pour siéger au comité national de négociation peuvent devoir s'absenter de la maison durant un an ou plus;

ATTENDU QUE les membres choisis pour siéger au comité national de négociation sont souvent dans l'impossibilité d'assister aux assemblées générales de leur section locale;

ATTENDU QUE les règlements des sections locales comportent différents critères d'admissibilité pour être déléguée ou délégué au congrès national;

ATTENDU QUE le paragraphe 3.05 permet de lever l'exigence d'avoir assisté à la conférence régionale précongrès pour être admissible à titre de déléguée ou délégué au congrès;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter aux statuts nationaux des dispositions qui, dans le cas des membres nommés pour siéger à un comité national de négociation, permettent de lever l'exigence d'avoir à assister à un certain nombre d'assemblées locales pour être admissible à titre de déléguée ou délégué au congrès.

RÉSOLUTION N° 13

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 13.

Paragraphe 3.05

Article 3.05

WHEREAS members selected to serve on a National Negotiating Committee should not suffer any adverse impact;

WHEREAS members selected to serve on a National Negotiating Committee can be away from home for a year or more;

WHEREAS members selected to serve on a National Negotiating Committee often cannot attend local general membership meetings;

WHEREAS locals have various requirements in their local bylaws regarding eligibility to be a delegate to National Conventions;

WHEREAS section 3.05 allows for an exemption for the requirement to attend the pre-convention Regional Conference to be eligible to be a Convention delegate;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the language in the constitution must exempt members selected to be on a National Negotiating Committee from the requirement to attend a specific number of local meetings to be eligible to be elected as a Convention delegate.

RESOLUTION NO 13

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 13.

Section 3.05

ATTENDU QUE la participation, à titre de déléguée ou de délégué au congrès national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), est l'exercice le plus important de toutes les militantes syndicales et de tous les militants syndicaux;

ATTENDU QUE la participation au congrès national du STTP exige la présence et la participation à la conférence régionale précongrès, sauf en cas de circonstances vraiment exceptionnelles, tel que prévu au paragraphe 3.05 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter au texte du paragraphe 3.05 :

Modifier le 3^e alinéa du paragraphe 3.05 comme suit :

« Pour être admissible à titre de déléguée ou délégué au congrès national, un membre doit avoir assisté à la conférence régionale précongrès. Cette exigence peut être levée à l'égard d'un membre par la section locale et la directrice ou le directeur national uniquement s'il exerçait des fonctions syndicales, était malade, en congé de décès, ou lorsqu'un congé prévu à la convention collective coïncide avec la conférence et que ce congé empêche le membre d'être présent pour des circonstances exceptionnelles ».

RÉSOLUTION N°15

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 15.

Paragraphe 3.20

ATTENDU QUE le congrès national du STTP a notamment pour objectif principal de débattre des résolutions qui y sont présentées;

WHEREAS participating as a delegate to CUPW's National Convention is a union activist's most important function;

WHEREAS participating in CUPW's National Convention requires attendance and involvement in the Pre-Convention Regional Conference, except in truly exceptional circumstances, as provided for in section 3.05 of the National Constitution;

BE IT RESOLVED that the following be added to section 3.05;

Amend the third paragraph of section 3.05 as follows:

“Each delegate, in order to be elected to National Convention, must have attended the Pre-Convention Regional Conference. A member may be excused from this requirement by the Local and the National Director only for performing union business, sickness, bereavement leave or when a leave provided for under the collective agreement coincides with the conference and prevents the member from attending, in exceptional circumstances.”

RESOLUTION NO 15

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 15.

Section 3.20

WHEREAS one of the major purposes of the CUPW National convention is to debate resolutions;

ATTENDU QU'à chaque congrès, les membres n'ont pas le temps de se pencher sur certaines des résolutions présentées;

QU'IL SOIT RÉSOLU de limiter le nombre de conférenciers et de conférenciers invités à un seul ou une seule par jour, afin de permettre aux déléguées et délégués d'examiner le plus grand nombre possible de résolutions pendant le congrès.

RÉSOLUTION N° 16

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 16.

Paragraphe 3.20

ATTENDU QUE le temps dont le Syndicat dispose au congrès est limité, ce qui l'empêche de se pencher sur de nombreuses questions, notamment les résolutions;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le travail du congrès national porte surtout sur les résolutions, et que le Syndicat y consacre au moins 70 % du temps du congrès, exception faite de la journée des élections, exclusivement à la discussion et à la mise aux voix des résolutions.

RÉSOLUTION N° 20

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 20.

Article 4 - nouveau : Comité régional de la mesure du travail

ATTENDU QUE les sections locales ont besoin d'aide durant les réorganisations;

WHEREAS at every convention there are resolutions that don't get dealt with;

THEREFORE BE IT RESOLVED that in order to deal with as many resolutions during convention the number of guest speakers will be limited to one (1) per day.

RESOLUTION NO 16

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 16.

Section 3.20

WHEREAS time at Convention is limited, thereby preventing the Union from dealing with many issues, especially resolutions;

BE IT RESOLVED that resolutions be the primary focus of Convention, and that at least 70% of the time allotted for Convention, excluding the day of elections be exclusively devoted to debating and voting on resolutions.

RESOLUTION NO 20

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 20.

Article 4 - New: Regional Work Measurement Committee

WHEREAS Locals need assistance during restructures;

ATTENDU QUE chaque région a besoin de divers membres ayant reçu une formation sur le SMIFF, le SOSTCSP et le système de mesure des itinéraires des FFRS;

ATTENDU QUE les membres ayant reçu la formation pourraient aider les sections locales durant les réorganisations;

QU'IL SOIT RÉSOLU que chaque région ait un comité régional de la mesure du travail formé de quatre (4) membres élus et des deux (2) membres de la région élus à titre de membres du Comité national de la mesure du travail.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que ces membres reçoivent la formation appropriée dès que possible et se réunissent deux fois par mandat à l'endroit le moins coûteux et que des téléconférences aient lieu entre ces réunions.

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que ces quatre (4) membres soient élus au prochain congrès national par leur délégation régionale respective, mais par la suite ils seront élus lors des conférences régionales précongrès.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la section locale qui fait appel aux services des membres du comité ayant reçu la formation assume tous les coûts connexes.

RÉSOLUTION MIXTE N° 2 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S 21 ET 72

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n° 2 qui rejoint l'intention des résolutions n°s 21 et 72.

Comité des jeunes – Nouveau

Paragraphe 4.06 et 7.60

WHEREAS each Region needs multiple people trained in the LCRMS, MSSCWSS and the RSMC route measurement systems;

WHEREAS these trained members could be utilized by locals to assist during restructures;

THEREFORE BE IT RESOLVED that each Region shall have a Regional Work Measurement committee consisting of four (4) members elected plus the two (2) Regional members elected to the National Work Measurement committee.

BE IT FURTHER RESOLVED that these members will receive the appropriate training as soon as possible and will meet twice a mandate in a location that is most cost effective, with teleconferences taking place in between meetings.

BE IT FURTHER RESOLVED that these four (4) members will be elected at National Convention in the Regional caucuses until the next convention when they will be elected at the Regional Conference.

BE IT FINALLY RESOLVED the Local utilizing the services of these trained committee members will be responsible for all associated costs.

COMPOSITE NO. 2 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 21 AND 72

The Committee recommends adoption of composite no. 2 to cover the intent of resolution nos. 21 and 72.

Youth Committee – New

Sections 4.06 and 7.60

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'un comité des jeunes soit reconnu à l'article 4 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU que des comités régionaux des jeunes fassent des recommandations au Conseil exécutif national après s'être penchés sur les questions suivantes :

- a) l'engagement des jeunes dans le Syndicat en vue de favoriser leur pleine participation à tous les paliers du Syndicat;
- b) l'éducation des membres sur les questions d'égalité qui se posent aux jeunes travailleurs et travailleuses;
- c) la situation des jeunes travailleurs et travailleuses en milieu de travail et les façons de l'améliorer.

Le Comité des jeunes est formé de jeunes membres, en assurant la parité hommes-femmes dans chaque région. Les membres du Comité des jeunes doivent être membres en règle.

QU'IL SOIT RÉSOLU que ces membres soient élus au présent congrès national par leur délégation régionale respective, mais par la suite ils seront élus lors des conférences régionales précongrès;

QU'IL SOIT RÉSOLU que toute région qui ne compte pas de jeunes déléguées et délégués au congrès envoie aux sections locales, après le congrès, un avis et un formulaire de demande afin que les jeunes puissent soumettre une demande en vue de siéger au Comité régional des jeunes. Si plus d'un membre d'une section locale présente une demande pour siéger au Comité régional des jeunes, des élections ont lieu à une réunion générale des membres. La section locale envoie ensuite la demande et sa recommandation à la directrice ou au directeur national. Le Comité exécutif régional examine toutes les demandes et choisit la représentante ou le représentant du Comité régional des jeunes.

BE IT RESOLVED that a Youth Committee is recognized under Article 4 of the National Constitution.

BE IT RESOLVED that Regional Youth Committees shall study and make recommendations to the National Executive Board on:

- (a) the involvement of youth in the Union with the goal of full participation of young workers in all levels of the Union;
- (b) the education of the membership on equality issues facing young workers;
- (c) the situation of young workers in the workplace and ways to improve it.

This committee shall be composed of youth members ensuring gender parity from each region. Members of the Youth Committee must be MIGS.

BE IT RESOLVED that these members will be elected at National Convention in the regional caucus until the next Convention, when they will be elected at Regional Conferences.

BE IT RESOLVED that, if no youth delegates are at Convention from a region, after Convention the region will send a notice to locals with an application form for youth member(s) to be selected as members on the Regional Youth Committee. If more than one member in a local applies to be part of the Regional Youth Committee, they shall be elected by the general membership. The Local will then send the application with a recommendation from the Local to the National Director. The Regional Executive Committee will review all application forms and select the representative on the Regional Youth Committee.

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres élus au Comité régional des jeunes établissent, avec l'aide de la dirigeante ou dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation, un Comité régional des jeunes pour les membres âgés de 30 ans ou moins au moment de l'élection. Peu importe l'âge des membres, ceux-ci demeurent membres du Comité des jeunes jusqu'au congrès suivant.

QU'IL SOIT RÉSOLU que les comités régionaux des jeunes communiquent par conférence téléphonique une fois par mois pour discuter des questions touchant les jeunes travailleuses et travailleurs et mettre sur pied des campagnes pour favoriser la participation des jeunes non seulement dans le STTP, mais aussi dans les comités de jeunes travailleurs et travailleuses des fédérations du travail, de la FTQ et du CTC.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que les directrices ou directeurs nationaux, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national, soient autorisés à dépenser jusqu'à 10 000 \$ par exercice financier pour rembourser les frais de transport, d'hébergement, d'allocation quotidienne, d'inscription, de garde d'enfants et les salaires perdus des déléguées et délégués. Cette mesure a pour but d'aider les jeunes travailleuses et travailleurs du STTP à participer à la formation syndicale, aux conférences, séminaires, tribunes et activités parrainés par les organisations de jeunes travailleurs et travailleuses. La recommandation de la directrice ou du directeur national tient compte de la situation financière de la section locale et de la nécessité de rehausser le niveau de participation des jeunes travailleuses et travailleurs.

BE IT RESOLVED that the elected Regional Youth Committee members, with the assistance of the Regional Education and Organization Officer, will establish a Regional Youth Committee for members 30 years of age and younger at the time of election. Regardless of the members' age, they will remain as a member of the Youth Committee until the next Convention.

BE IT RESOLVED these Regional Youth Committees will communicate monthly by conference call to discuss young worker issues and create campaigns to encourage involvement in not only CUPW but in support of all Federations of Labour, FTQ/CLC Young Worker Committees.

BE IT FINALLY RESOLVED that subject to the approval of the National Executive Board, National Directors shall be authorized to spend up to \$10,000 per fiscal year to reimburse delegates approved by their Local, to pay travel expenses, accommodation, per diem, registration fees, lost wages and childcare. This in order to assist CUPW youth participate in trade union education, conferences, seminars, forums and events sponsored by young worker organizations. The recommendation of the National Director shall take into consideration the financial status of the Local and the need to increase the level of young workers participation.

Toute somme prévue au nouveau paragraphe 7.60 qui n'a pas été dépensée est réinvestie dans les régions pour aider à la mise sur pied d'activités à l'intention des jeunes travailleuses et travailleurs approuvées par les représentantes et représentants de la région qui siègent au Comité régional des jeunes, et ce, selon la recommandation de la directrice ou du directeur national et sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national.

Les sommes accumulées sont soumises à une limite de 40 000 \$. Les sommes inutilisées excédant 40 000 \$ sont retournées au fonds général.

RÉSOLUTION N° 22

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 22.

Nouveau paragraphe à ajouter à l'article 4 après le paragraphe 4.02

ATTENDU QUE l'apparence de conflit d'intérêts est tout aussi dommageable qu'un conflit d'intérêts réel;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national est responsable de la direction et de l'administration du Syndicat;

ATTENDU QUE le Conseil est appelé à choisir des membres suppléants du Comité de discipline en cas de conflit;

ATTENDU QUE les 15 membres du Conseil peuvent porter des accusations contre n'importe quel membre;

All monies not spent from the new section 7.60 shall be reinvested in the regions to assist in young worker activities authorized by the representatives of the region on the Regional Youth Committee upon the recommendation of the National Director, subject to the approval of the National Executive Board.

The accumulated amounts are subject to a limit of \$40,000. Unused amounts exceeding \$40,000 shall be returned to the General Fund.

RESOLUTION NO 22

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 22.

New to Article 4 after 4.02

WHEREAS the appearance of a conflict of interest is as damaging as a true conflict of interest;

WHEREAS the NEB is tasked with leadership and administration of the Union;

WHEREAS the NEB is called on to choose alternate Disciplinary Committees in time of a conflict;

WHEREAS the 15 Member NEB has the ability to charge any member;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres du Conseil exécutif national ne soient pas autorisés à représenter un membre durant une enquête sur des violations des statuts nationaux ou aux termes du paragraphe 8.21 ou sous toute autre forme durant des audiences devant un comité de discipline.

RÉSOLUTION N° 23

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 23.

Paragraphe 4.02, 6.17 and 6.18

ATTENDU QUE les membres ne sont pas toujours en mesure de voter dans leur propre section locale;

ATTENDU QUE tous les membres en règle ont le droit de participer à la vie syndicale;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres soient autorisés à voter dans une autre section locale aux termes des paragraphes 4.02, 6.17 et 6.18. Le membre doit en informer la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier des deux sections locales, avec copie conforme à la directrice ou au directeur national de la région ou des régions concernées.

RÉSOLUTION N° 27

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 27.

Paragraphe 4.02

THEREFORE BE IT RESOLVED a member of the National Executive Board is not permitted to represent any member during any investigation into violations of the National Constitution or under section 8.21 or any other form during proceedings before a Disciplinary Committee.

RESOLUTION NO 23

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 23.

Section 4.02, 6.17 and 6.18

WHEREAS members are not always able to vote in their own local;

WHEREAS participation in the Union is the right of all members in good standing;

THEREFORE BE IT RESOLVED that a member shall be permitted to vote in a local other than their own under sections 4.02, 6.17 and 6.18. The member must inform the local secretary treasurer for both Locals and copy the National Director(s) of the Region(s).

RESOLUTION NO 27

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 27.

Section 4.02

ATTENDU QUE les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux régionaux et nationaux élus peuvent uniquement exercer leur droit de vote lors des votes de grève et de ratification que s'ils assistent à la réunion de vote de leur section locale;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux régionaux et nationaux élus soient autorisés à exercer leurs droits de parole et de vote lors des votes de grève et de ratification dans la section locale de la ville où se trouve le bureau où elles ou ils travaillent.

RÉSOLUTION N° 35

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 35.

Paragraphe 4.06

ATTENDU QUE des femmes sont élues aux conférences régionales précongrès;

ATTENDU QUE nos dirigeantes et permanentes ont déjà beaucoup de travail à accomplir;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'enlever l'obligation des femmes qui occupent un poste de dirigeante ou permanente syndicale régionale ou permanente syndicale nationale à siéger au comité national des femmes (4.06).

RÉSOLUTION N° 36

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 36.

Paragraphe 4.06

WHEREAS Elected Regional Officers and Regional Union Representatives and National Officers and National Union Representatives do not get a voice for any strike or ratification vote if they do not attend their local vote meeting;

THEREFORE BE IT RESOLVED that elected Regional/National Officers and Union Representatives have a voice and vote at the local in the city where their work office is located for any strike or ratification vote .

RESOLUTION NO 35

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 35.

Section 4.06

WHEREAS female representatives are elected at Pre-Convention Regional Conferences;

WHEREAS our female officers and union representatives already have a heavy workload;

BE IT RESOLVED to remove the obligation for women who hold a national or regional officer or union representative position to sit on the National Women's Committee (section 4.06).

RESOLUTION NO 36

Central Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 36.

Section 4.06

ATTENDU QUE certains confrères insistent pour présider l'élection des membres et des membres suppléantes du Comité national des femmes;

ATTENDU QUE les confrères ne devraient pas exercer la moindre influence sur le choix des personnes que les consœurs choisissent pour les représenter au sein de ce Comité;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 4.06 soit modifié comme suit :

« La présidente de la délégation est la consœur sur place qui occupe le rang le plus élevé au sein du bureau régional. Si deux ou plusieurs consœurs occupent un poste de même rang, la date d'ancienneté détermine, si nécessaire, la présidente de la délégation.

Si le bureau régional ne compte aucune consœur, la présidence est assumée par la consœur sur place qui occupe le poste le plus élevé au sein d'un comité exécutif local, compte le plus d'ancienneté et ne brigue aucun siège au sein du Comité national des femmes. La présidente de la délégation des femmes tranche toute situation d'égalité des voix. »

L'expression « si nécessaire » renvoie à la situation où une consœur choisit de ne pas assumer la présidence.

Le terme « ancienneté » renvoie à l'ancienneté définie dans la convention collective des consœurs concernées.

« Le poste le plus le plus élevé au sein d'un comité exécutif local » renvoie à l'ordre suivant :

- Présidente de la section locale;
- 1^{re} vice-présidente;
- Secrétaire-trésorière.

WHEREAS some Brothers insist on running the election for the National Women's Committee representatives and Alternates;

WHEREAS Brothers should not have any influence on whom the Sisters would like to represent them on this Committee;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 4.06 be amended as follows:

“The Chair of the caucus shall be the highest ranking sister in the Regional Office, in attendance. If the situation occurs where sisters have the same ranking, the sister's seniority date shall determine the Chair of the caucus, if necessary.

If there are no sisters in the Regional Office, the Chair shall be the highest-ranking sister in a local executive position in attendance with the highest seniority not running for the National Women's Committee. Furthermore, the Chair of the Women's Caucus shall break any tie.”

Not to be included in the language, the intent of ‘if necessary is if one sister chooses to not Chair.

The intent of “seniority” is the seniority defined in their respective collective agreements.

The intent of “highest-ranking local executive” is in the following order:

- Local President;
- 1st Vice-President;
- Secretary-Treasurer.

RÉSOLUTION N° 38

Conférence régionale de l'Ontario

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 38.

Paragraphe 4.07

ATTENDU QUE le Comité national des droits de la personne recommande que le nom du groupe de travail des lesbiennes, des gais et des personnes transgenres devienne le groupe de travail des lesbiennes, des gais et des personnes bisexuelles, transgenres ou queer (LGBTQ);

ATTENDU QUE les paragraphes 4.07, 7.59 et 9.22 des statuts nationaux ne désignent pas la communauté LGBTQ de manière uniforme;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les mots « un pour les lesbiennes, les gais et les personnes transgenres » du paragraphe 4.07 des statuts nationaux soient remplacés par « un pour les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres ou queer (LGBTQ) »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que tous les renvois aux personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles ou transgenres dans les statuts nationaux, à l'exception des politiques D-17 et D-18, soient remplacés par les « personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres ou queer (LGBTQ) ».

RÉSOLUTION N° 42

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 42.

Paragraphe 4.08 et 4.71

RESOLUTION NO 38

Ontario Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 38.

Section 4.07

WHEREAS the National Human Rights Committee recommends that the name of the lesbians and gays and transgender peoples working group be changed to lesbian, gay, bisexual, transgender and queer (LGBTQ);

WHEREAS sections 4.07, 7.59 and 9.22 are not consistent in the identification of the LGBTQ community;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the phrase, “lesbians and gays and transgender people” in section 4.07 of the National Constitution be changed to: “lesbian, gay, bisexual, transgender and queer and/or LGBTQ”;

BE IT FURTHER RESOLVED that with the exception of Policies D-17 and D-18, all references to lesbian, gays, bisexual and transgender people be changed to “lesbian, gay, bisexual, transgender and queer and/or LGBTQ”.

RESOLUTION NO 42

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 42.

Sections 4.08 and 4.71

ATTENDU QUE les dispositions du paragraphe 4.08 des statuts nationaux n'incluent pas tous les groupes ni les termes courants utilisés pour désigner ces groupes;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les alinéas a) et b) du paragraphe 4.08 de manière à inclure tous les groupes et d'utiliser les termes courants servant à les désigner;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU de modifier le paragraphe 4.71 des statuts nationaux pour y inclure tous les groupes d'équité et d'utiliser les termes courants servant à les désigner.

RÉSOLUTION N° 46

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 46.

Paragraphe 4.11

ATTENDU QUE l'accès à l'information va permettre aux observatrices et observateurs d'être plus efficaces lors des réorganisations;

ATTENDU QUE l'accès à l'information va nécessiter la mise en place de mesures et d'outils pour permettre un accès redistribué au niveau local;

QU'IL SOIT RÉSOLU de faire un minimum de deux rencontres par année pour le comité national de la mesure du travail.

RÉSOLUTION N° 48

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 48.

Paragraphe 4.13

WHEREAS the language in section 4.08 of the National Constitution does not include all groups or current language used to identify these groups;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that section 4.08 (a) and (b) be amended to include all groups and use current language (terminology);

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that section 4.71 in the National Constitution be amended to include all equity groups and use the current language to identify these groups (terminology).

RESOLUTION NO 46

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 46.

Section 4.11

WHEREAS access to information will allow observers to be more effective during restructures;

WHEREAS access to information will require implementing measures and tools to allow for redistributed access at the local level;

BE IT RESOLVED to hold a minimum of two meetings of the National Work Measurement Committee per year.

RESOLUTION NO 48

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 48.

Section 4.13

ATTENDU QUE la composition du Conseil exécutif national pourrait changer;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 4.13 comme suit :

« Deux-tiers des membres du Conseil exécutif national constituent un quorum pour toute réunion du Conseil exécutif national. »

RÉSOLUTION N° 49

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 49.

Paragraphe 4.13 - Nouveau

ATTENDU QUE les membres du Conseil exécutif national et du Comité exécutif national sont élus par les membres qui assistent au congrès national et par les différentes délégations régionales au congrès;

ATTENDU QUE les membres élisent les dirigeantes et dirigeants de bonne foi;

ATTENDU QUE les procès-verbaux des réunions du Conseil exécutif national ou du Comité exécutif national produits par le bureau national n'indiquent pas le nombre de membres qui votent en faveur ou contre une motion;

ATTENDU QU'il est important de faire preuve de transparence à l'intention des membres de la base;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE tous les procès-verbaux des réunions du Conseil exécutif national et du Comité exécutif national indiquent clairement le nombre de votes en faveur et le nombre de votes contre une motion, ainsi que le nombre d'abstention, et ce, pour toutes les motions.

WHEREAS the composition of the National Executive Board may change;

THEREFORE BE IT RESOLVED section 4.13 is amended to read:

“Two-thirds of the National Executive Board members shall constitute a quorum for any meeting of the National Executive Board”.

RESOLUTION NO 49

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 49.

Section 4.13 - New

WHEREAS members of the NEB and NEC are elected by the members who attend the National Convention and Regional Caucuses at Convention;

WHEREAS the members vote for these members in good faith;

WHEREAS the minutes produced by the National Office do not show how many members of the committee voted for or against a motion at the NEB/NEC;

WHEREAS we need to have transparency to the rank and file members;

THEREFORE BE IT RESOLVED that all NEC/NEB meeting minutes clearly state the number of votes for, against and abstained in each motion.

RÉSOLUTION N° 50

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 50.

Paragraphe 4.13 - Nouveau

ATTENDU QUE le mandat du Conseil exécutif national est de représenter tous les membres du Syndicat;

ATTENDU QUE les membres devraient être au courant des positions prises par leurs représentantes et représentants élus au cours des réunions du Conseil exécutif national;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 4.13 soit modifié comme suit :

Les procès-verbaux des réunions du Conseil exécutif national sont suffisamment clairs et indiquent précisément comment a voté chaque membre du Conseil et le sujet de la motion. Cette mesure vise à assurer une bonne compréhension des décisions prises.

RÉSOLUTION N° 51

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 51.

Paragraphe 4.20

Le STTP veille à ce que le comité exécutif national :

- a) n'ait plus le pouvoir de créer de nouveaux postes au sein de comités ni de nommer du personnel sans l'approbation préalable du Conseil exécutif national;

RESOLUTION NO 50

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 50.

Section 4.13 - New

WHEREAS the National Executive Board is elected to represent the membership of the Union;

WHEREAS the membership should be aware of what positions their elected representatives have taken at the National Executive Board;

THEREFORE BE IT RESOLVED, that section 4.13 be amended to read:

The minutes of the National Executive Board meetings shall be sufficiently clear and shall specify how each member voted and the subject matter of the resolutions so as to ensure proper understanding of the decisions taken.

RESOLUTION NO 51

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 51.

Section 4.20

CUPW will:

- (a) The NEC will no longer have the authority to create new positions on committees and appoint staff without prior approval of the NEB;

- b) n'ait plus le pouvoir de créer de nouveaux postes pour le personnel au bureau national sans l'approbation préalable du Conseil exécutif national;
- c) n'ait plus le pouvoir de créer des projets spéciaux pour d'anciens représentants ou représentantes qui n'ont pas été réélus au congrès sans l'approbation préalable du Conseil exécutif national;

PARCE QUE :

- a) Il incombe à l'ensemble du Conseil exécutif national de prendre la décision de créer de nouveaux postes;
- b) Il incombe à l'ensemble du Conseil exécutif national de prendre la décision de créer de nouveaux projets et il n'est pas démocratique de nommer des membres à des projets sans en offrir la possibilité à l'ensemble des membres.

RÉSOLUTION N° 52

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 52.

Paragraphe 4.20

ATTENDU QUE le membre qui se présente à un poste électif sait où se trouve le bureau à partir duquel s'effectue la majeure partie du travail du poste brigué;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux travaillent à partir du bureau auquel est associé le poste pour lequel elles et ils ont été élus.

- (b) The NEC will no longer have the authority to create new positions for staff at National Office without prior approval of the NEB;
- (c) The NEC will no longer have the authority to create special projects for prior elected representatives that were not re-elected at convention to their former position without prior approval of the NEB;

BECAUSE:

- (a) It should be the full Board that makes the decision on new positions;
- (b) It should be the full Board that makes the decision, and it is also not a democratic process to appoint member to projects without offering it to the full membership.

RESOLUTION NO 52

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 52.

Section 4.20

WHEREAS when one stands for election they are aware of where their substantive work office is located;

THEREFORE BE IT RESOLVED that elected officers and Union representatives must work from their substantive office where their position is associated.

RÉSOLUTION N° 53

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 53.

Paragraphe 4.66

QU'IL SOIT RÉSOLU de combiner en un seul poste les postes de 2^e et de 3^e vice-présidence nationale;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le nouveau poste combiné devienne le poste de 2^e vice-présidence nationale;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE le poste de 4^e vice-présidence nationale soit désigné 3^e vice-présidence nationale;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE les tâches liées aux communications et au mouvement syndical rattachées au poste de 3^e vice-présidence nationale relèvent du poste de 1^{re} vice-présidence nationale.

RÉSOLUTION N° 55

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 55.

Paragraphe 4.67

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la 2^e vice-présidente ou vice-président national ait la responsabilité d'appliquer la politique D-32.

RÉSOLUTION N° 61

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 61.

RESOLUTION NO 53

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 53.

Section 4.66

THEREFORE BE IT RESOLVED to combine the duties of the 2nd and 3rd National Vice-President positions into one position;

BE IT FURTHER RESOLVED that this position be called the 2nd National Vice President;

BE IT FURTHER RESOLVED that the 4th National Vice-President position becomes the 3rd National Vice-President;

BE IT FINALLY RESOLVED that the communication portion and labour movement duties of the 3rd National Vice-President shall be moved to the 1st National Vice-President duties.

RESOLUTION NO 55

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 55.

Section 4.67

BE IT RESOLVED that the 2nd National Vice-President be responsible for implementing policy D-32.

RESOLUTION NO 61

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 61.

Paragraphe 4.82 – Nouveau

ÉTANT DONNÉ que la structure du Syndicat coûte très cher et qu'elle est très difficile à modifier à cause d'intérêts régionaux;

ÉTANT DONNÉ que l'examen de la structure effectué en 2010 a clairement démontré que des modifications à la structure permettraient des économies de coûts et seraient avantageuses pour les membres;

ÉTANT DONNÉ l'importance de disposer de fonds suffisants pour représenter les membres et mener des campagnes destinées à améliorer les conditions de travail et les services publics;

NOUS VOULONS établir un comité dont les recommandations seront soumises au vote des déléguées et délégués au congrès national de 2023. Ces recommandations ne sont pas soumises à l'examen du Conseil exécutif national ni à celui du Comité des statuts nationaux et elles forment un point prioritaire de l'ordre du jour du congrès.

Le comité est composé d'un membre de chacune des régions et ceux-ci sont élus au congrès national de 2019. Le comité élit une présidente ou un président ainsi qu'une secrétaire ou un secrétaire. Il bénéficie d'un budget fixe déterminé par le Conseil exécutif national nouvellement élu. Pour être adoptées, les décisions et les recommandations du comité doivent obtenir la majorité des voix exprimées.

Section 4.82 - New

SINCE the Union structure is extremely costly and very difficult to change due to regional interests;

SINCE it was clearly demonstrated in the 2010 structure review process that some changes to the structure would be cost effective and beneficial to our membership;

SINCE we need to have enough funds to represent our members and run campaigns to improve working conditions and public services;

WE WANT to establish a committee that will provide recommendations to the 2023 National Convention that will be voted on by the delegates at that convention. These recommendations shall not be subject to review by the National Executive Board or the Constitution Committee and shall be a priority item on the convention agenda.

The committee shall consist of one member from each region who shall be elected at the 2019 National Convention. The committee shall elect a chairperson and a secretary. The committee will have a fixed budget which will be determined by the new National Executive Board. The committee decisions and recommendations shall be based on majority votes.

Le mandat du comité est de formuler des recommandations à l'intention du congrès national de 2023. Ces recommandations visent à réduire les frais d'exploitation du Syndicat tout en maintenant les services aux membres. Le comité examine la structure des paliers national, régional et local, les postes de dirigeants et dirigeantes et de permanentes et permanents syndicaux, et les comités nationaux. Le comité se sert du rapport daté du 6 mars 2010 du Groupe de travail indépendant chargé de l'examen de la structure du STTP comme point de départ à ses discussions.

RÉSOLUTION N° 62

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 62.

Article 5 - nouveau

ATTENDU QUE le STTP compte beaucoup de membres du secteur privé;

ATTENDU QUE le STTP doit donner à ces membres une plus grande possibilité de s'exprimer;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'une conférence nationale des unités du secteur privé ait lieu deux fois par mandat et que chaque unité de négociation choisisse un membre pour la représenter à cette conférence.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le palier national du Syndicat rembourse le plein salaire des membres qui participent à cette conférence.

The committee shall be mandated to provide recommendations to the 2023 National Convention that shall reduce the Union's operating costs, while maintaining the services to our members. The committee shall review the National, Regional and Local structures, the officer and union representative positions and national committees. The committee shall use the March 6, 2010 report from the Independent Working Group on CUPW Structure as a starting point for its discussions.

RESOLUTION NO 62

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 62.

Article 5 - New

WHEREAS CUPW has many members from the Private Sector;

WHEREAS there members need to have more of a voice within CUPW;

THEREFORE BE IT RESOLVEED that there be a National Private Sector conference with one member selected from each bargaining unit twice per mandate.

BE IT FURTHER RESOLVED that members attending will be compensated for their full wages from their Employer by the National Union.

**RÉSOLUTION MIXTE N° 5, QUI
REJOINT L'INTENTION DES
RÉSOLUTIONS N°S 63, 80 ET 82**

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n° 5 qui rejoint l'intention des résolutions n°s 63, 80 et 82.

Le paragraphe 6.03 sera rédigé ainsi :

Les paragraphes 6.04 à 6.21 et 7.48 à 7.51 ne s'appliquent qu'à l'unité de négociation de l'exploitation postale urbaine et à l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains. Si les négociations collectives de ces deux unités ont lieu en même temps, un comité mixte est formé et le Conseil exécutif national élit un des deux membres de chaque région qui avaient été élus aux conférences régionales conformément à l'alinéa 6.10 c). Le Comité est formé de quatre membres de chaque unité. Dans le cas des autres unités de négociation, le Conseil exécutif national détermine des règles appropriées concernant la préparation des revendications syndicales, la composition des comités de négociation et les procédures internes conformément aux principes généraux qui découlent des paragraphes 6.04 à 6.21.

L'alinéa 6.10 a) sera rédigé ainsi :

- a) *un membre en règle élu par le Conseil exécutif national pour agir à titre de négociatrice ou négociateur en chef;*

L'alinéa 6.10 c) sera modifié et l'alinéa d) sera ajouté, comme suit :

- c) *un membre en règle de chaque région est élu à la conférence régionale qui précède le début des négociations, conformément au paragraphe 5.01. Ces membres seront automatiquement délégués à la réunion des présidentes et présidents à laquelle ils sont tenus de participer.*

**COMPOSITE NO. 5 TO COVER THE
INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 63, 80
AND 82**

The Committee recommends adoption of composite no. 5 to cover the intent of resolution nos. 63, 80 and 82.

Section 6.03 be amended to read:

Sections 6.04 to 6.21 and 7.48 to 7.51 apply only to the Urban Operations and Rural and Suburban Mail Carriers bargaining units. In the event that both units are bargaining simultaneously the committee will be joined and the NEB will elect one of the two members from each Region that were elected at Regional Conferences under section 6.10 (c). The committee shall be composed of four members of each unit. In cases of other bargaining units, the National Executive Board shall determine appropriate rules regarding the preparation of Union demands, composition of negotiating committees and internal procedure in keeping with the general principals that flow from sections 6.04 to 6.21.

Section 6.10 (a) be amended to read:

- (a) *a member in good standing elected by the National Executive Board to act as the Chief Negotiator.*

Section 6.10 (c) be amended to read and to add (d):

- (c) *one member in good standing from each region that will be elected at the Regional Conference prior to the commencement of negotiations as per section 5.01. These members will be automatic delegates at the presidents' meeting they are assigned to attend.*

d) le comité compte au moins un (1) anglophone, un (1) francophone et une (1) femme. Si les élections à l'alinéa 6.10 c) ne permettent pas de satisfaire à cette exigence, le Conseil exécutif national nomme des membres additionnels pour y satisfaire.

L'article 5 est modifié par l'ajout du paragraphe suivant après le paragraphe 5.13 :

Dans le cas de l'unité de l'exploitation postale urbaine et de l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains, des élections ont lieu aux conférences régionales pré-négociations pour élire une négociatrice et un négociateur et deux membres suppléants par région, en lien avec le paragraphe 6.10.

RÉSOLUTION N° 64

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 64.

Article 5 - nouveau

ATTENDU QUE les déléguées sociales et délégués sociaux sont de plus en plus importants sur les planchers de travail de chacune des sections locales;

ATTENDU qu'il est important d'améliorer le réseau afin de supporter les déléguées sociales et délégués sociaux;

ATTENDU qu'il est primordial d'améliorer le réseau;

(d) the committee shall have at least one (1) Anglophone, one (1) Francophone and one (1) woman; if those conditions are not accomplished by the elections in section 6.10 (c), the National Executive Board will appoint extra members to achieve this standard.

Article 5 be amended to add after section 5.13:

In the case of Urban Postal Operations and Rural and Suburban bargaining units, pre-negotiations Regional Conferences elections will be held for negotiator and two alternates for that Region in conjunction with section 6.10.

RESOLUTION NO 64

Quebec Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 64.

Article 5 - New

WHEREAS social stewards play an increasingly important role on the work floor in each local;

WHEREAS it is important to improve the network in order to support social stewards;

WHEREAS improving the network is crucial;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'une conférence des déléguées sociales et délégués sociaux soit organisée à tous les quatre (4) ans dans chacune des régions et que les sommes nécessaires à ces rencontres soient défrayées à même le fonds général du Syndicat.

RÉSOLUTION N° 66

Conférence régionale de l'Ontario

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 66.

Paragraphe 5.05

ATTENDU QUE le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes se dit un syndicat démocratique;

ATTENDU QUE les déléguées et délégués qui participent au congrès national et aux conférences régionales précongrès représentent les membres de leur section locale respective;

ATTENDU QUE la démocratie est essentielle à la tenue d'élections libres et équitables;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter au paragraphe 5.05 le nouvel alinéa suivant :

Les déléguées et délégués qui participent aux conférences régionales précongrès sont élus dans le cadre d'une assemblée générale des membres de leur section locale.

RÉSOLUTION N° 67

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 67.

Paragraphe 5.05

BE IT RESOLVED that a social stewards' conference be organized in each region every four (4) years and that the funds needed to hold these meetings be paid out of the Union's General Fund.

RESOLUTION NO 66

Ontario Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 66.

Section 5.05

WHEREAS the Canadian Union of Postal Workers professes to be a democratic Union;

WHEREAS the National Convention and the directly related Pre-Convention Regional Conferences are attended by delegates that represent the members of their individual Locals;

WHEREAS democracy is the ability to have free and fair elections;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 5.05 have added as a new paragraph:

Each Local's delegates to Pre-Convention Regional Conference must be elected at a General Membership Meeting of the Local.

RESOLUTION NO 67

Prairie Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 67.

Section 5.05

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le bureau national détermine le nombre de déléguées et délégués des sections locales aux conférences régionales en fonction du nombre de membres au dernier jour du **quatrième** (4^e) mois qui précède la conférence régionale.

RÉSOLUTION N° 68

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 68.

Paragaphes 5.07, 5.08, 5.10 et 5.12

ATTENDU QUE les personnes qui effectuent réellement le travail doivent participer aux discussions relatives à tout changement;

QU'IL SOIT RÉSOLU que tout membre qui remplace une permanente ou un permanent syndical régional ou une dirigeante ou un dirigeant régional fasse automatiquement partie du comité régional des résolutions et de la conférence régionale conformément aux paragraphes 5.07, 5.08, 5.10 et 5.12.

RÉSOLUTION N° 70

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 70.

Paragraphe 5.12

ATTENDU QUE les huit syndicats nationaux ont l'information financière nécessaire pour débattre des résolutions financières avec compétence;

ATTENDU QU'ils n'obtiennent pas automatiquement le statut de déléguée ou délégué à la conférence puisqu'ils doivent être élus à titre de déléguée ou délégué par leur section locale;

BE IT RESOLVED that National Office determine the number of delegates from Locals to Regional Conference based on the last day of the **fourth** (4th) month prior to the Regional Conference.

RESOLUTION NO 68

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 68.

Sections 5.07, 5.08, 5.10 and 5.12

WHEREAS the people actually doing the work need to be involved in the discussion of any changes;

THEREFORE BE IT RESOLVED that any member that is replacing a Regional Union Representative or Regional Officer shall automatically be part of the Regional Resolution Committee and Regional Conferences as per sections 5.07, 5.08, 5.10, and 5.12.

RESOLUTION NO 70

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 70.

Section 5.12

WHEREAS the eight National Trustees have the financial information necessary to competently debate financial resolutions;

WHEREAS they do not automatically get delegate status at conference, as they have to be elected delegates out of their locals;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les huit syndicats nationaux obtiennent automatiquement le statut de déléguée ou délégué à la conférence régionale.

RÉSOLUTION MIXTE N° 4, QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S 71 ET 74

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution mixte n° 4 qui rejoint l'intention des résolutions n°s 71 et 74.

L'alinéa 5.19 h) sera rédigé ainsi :

- h) elle ou il remplace, avec droit de parole et droit de vote, la directrice ou le directeur national aux réunions du Conseil exécutif national en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice ou du directeur national ou en cas de vacance à ce poste. Le remplacement comprend l'ensemble des réunions du Conseil exécutif national et des tâches qui y sont liées, dont le vote par courriel, entre autres.*

RÉSOLUTION N° 75

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 75.

Paragraphe 5.20 g)

ATTENDU QUE des régions se sont retrouvées sans vote et parfois sans droit de parole au sein du Conseil exécutif national;

ATTENDU QUE les dispositions des statuts nationaux sont trop restrictives;

BE IT RESOLVED that the eight National Trustees be automatically granted delegate status at Regional Conference.

COMPOSITE RESOLUTION NO. 4 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 71 AND 74

The Committee unanimously recommends adoption of composite no. 4 to cover the intent of resolution nos. 71 and 74.

Section 5.19 (h) will now read:

- (h) he/she will replace the National Director at National Executive Board meetings, with voice and vote, in the event the National Director is absent or unable to attend, or the position of National Director becomes vacant. This replacement includes all meetings and duties of the National Executive Board, including but not limited to email votes.*

RESOLUTION NO 75

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 75.

Section 5.20 (g)

WHEREAS Regions have been left without a vote and sometimes voice on the NEB;

WHEREAS the wording of the constitution is too restrictive;

QU'IL SOIT RÉSOLU que chaque région ait davantage la possibilité d'avoir droit de parole et droit de vote à toutes les réunions du Conseil exécutif national;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de modifier l'alinéa 5.20 g) comme suit :

« elle ou il remplace la directrice ou le directeur national aux réunions du Conseil exécutif national avec le droit de parole et le droit de vote, si la directrice ou le directeur national n'est pas en mesure d'y assister. »

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que cette mesure vise toutes les réunions et les tâches du conseil exécutif national, y compris, mais sans s'y restreindre, les votes tenus « par télécopieur ».

RÉSOLUTION N° 81

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 81.

Paragraphe 6.03

ÉTANT DONNÉ QU'il existe en ce moment deux grandes unités de négociation nationales;

ÉTANT DONNÉ QUE les négociations sont de toute première importance pour le Syndicat;

ÉTANT DONNÉ QUE le Comité de négociation devrait être formé de membres provenant des unités de négociation visées par les négociations;

NOUS VOULONS modifier le paragraphe 6.03 ainsi :

BE IT RESOLVED that each region should have more opportunity to have voice and vote at every National Executive Board meeting;

BE IT FURTHER RESOLVED that section 5.20 (g) be amended as follows:

“They will replace the National Director at all National Executive Board Meetings, with voice and vote in the event the National Director and Regional Education & Organization Officer are unable to attend.”

BE IT FURTHER RESOLVED this includes all meetings and duties of the NEB including but not limited to “fax votes”.

RESOLUTION NO 81

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 81.

Section 6.03

SINCE there are currently two large National bargaining units;

SINCE negotiations are of prime importance to the Union;

SINCE the Negotiating Committee should be comprised of members of their respective bargaining units in negotiations;

WE WANT section 6.03 to read:

Les paragraphes 6.04 à 6.21 et 7.48 à 7.51 ne s'appliquent qu'à l'unité de négociation de l'exploitation postale urbaine et à l'unité de négociation des factrices et facteurs ruraux et suburbains. Dans le cas des...

RÉSOLUTION N° 85

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 85.

Paragraphe 6.17

Le STTP permet au comité exécutif des sections locales de s'occuper de tous les aspects du vote de grève sans la présence d'une représentante ou d'un représentant régional, à moins que la section locale sollicite sa présence;

PARCE QUE le comité exécutif des sections locales est capable de lire à haute voix la recommandation du Conseil exécutif national avant la tenue du vote;

PARCE QUE le vote de grève est de toute façon organisé et mené par le comité exécutif des sections locales;

PARCE QUE les représentantes et représentants régionaux ont déjà un emploi du temps bien chargé et pourraient faire un usage plus efficace de leur temps.

RÉSOLUTION N° 88

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 88.

Article 7 – Nouveau paragraphe

Sections 6.04 to 6.21 and 7.48 to 7.51 apply only to the Urban Postal Operations and the Rural and Suburban Mail Carriers bargaining units. In cases of the...

RESOLUTION NO 85

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 85.

Section 6.17

The CUPW will allow the Local Executive Committees to conduct all aspects of Strike Votes without the inclusion of a Regional representative unless the Local requests their presence.

BECAUSE the Local Executives are able to read aloud the recommendation at the NEB to its members before the vote;

BECAUSE Strike Votes are currently organized and conducted by the Local Executive anyway;

BECAUSE Regional representatives already have a demanding schedule and could use the time more effectively.

RESOLUTION NO 88

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 88.

Article 7 – New section

ATTENDU QUE le paragraphe 7.45 porte sur les déléguées et délégués;

ATTENDU QUE le paragraphe 7.64 porte sur les séminaires d'éducation du Syndicat;

ATTENDU QUE le paragraphe 7.29 porte uniquement sur les dirigeantes et dirigeants syndicaux nationaux et régionaux;

ATTENDU QUE le Syndicat se dit contre l'existence d'un système à deux vitesses, où une distinction est faite entre les membres embauchés avant le 1^{er} février 2013 et ceux qui l'ont été après cette date;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter, à l'article 7, le paragraphe suivant :

Les membres de l'unité urbaine ayant obtenu un congé pour participer à une activité syndicale reçoivent une rémunération qui correspond à tout le moins à l'équivalent quotidien du taux de salaire le plus élevé des travailleurs et travailleuses à plein temps de leur classe d'emplois, peu importe leur date d'embauche. Quant aux membres FFRS du secteur privé, leur rémunération correspond à tout le moins au taux de salaire le plus élevé des PO-4 indiqué à l'annexe « A » de la convention collective de l'unité urbaine.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE ce montant quotidien soit équivalent au salaire des membres embauchés au sein de l'unité de négociation avant le 1^{er} février 2013;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU de modifier, dans la même optique, les paragraphes 7.45 et 7.64.

WHEREAS section 7.45 refers to delegates;

WHEREAS section 7.64 refers to Union Education Seminar;

WHEREAS section 7.29 refers to National and Regional officers only;

WHEREAS the Union does not support a two-tier system that distinguishes between those hired prior to and after February 1, 2013;

THEREBY BE IT RESOLVED THAT a new section be added to Article 7 to read:

All Urban Operations members of the Union booked off for union business shall be paid a minimum of the daily equivalent of the highest rate of pay received by full-time employees in their respective classification, regardless of date of hire. RSMCs and Private Sector Bargaining Unit members shall receive at minimum, the highest rate of pay for PO4s found in Appendix A of the Urban Operations Collective Agreement.

BE IF FURTHER RESOLVED that this daily equivalent be to the wages of those hired into the bargaining unit prior to February 1, 2013;

BE IT ALSO RESOLVED that sections 7.45 and section 7.64 be amended to such effect.

RÉSOLUTION N° 89

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 89.

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE le Syndicat doit continuer d'assurer des services aux membres;

ATTENDU QUE les coûts relatifs à la prestation de ces services ne cessent d'augmenter;

ATTENDU QUE l'augmentation des cotisations syndicales est une façon d'accroître les revenus;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.06 de manière à établir les cotisations syndicales à un pourcentage variant entre 310 % et 320 %, mais pas plus que ce qui est nécessaire pour atteindre l'équilibre budgétaire.

RÉSOLUTION N° 90

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 90.

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE nous sommes défendus de façon égale;

ATTENDU QUE les coûts des dépenses sont les mêmes pour les deux unités de négociation;

RESOLUTION NO 89

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 89.

Section 7.06

WHEREAS CUPW is in financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS the Union must continue to provide services to the membership;

WHEREAS costs to provide these services is always increasing;

WHEREAS increasing union dues is one way to increase revenues;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.06 be amended to reflect the dues somewhere between 310% and 320%, but no higher than is need for a balanced budget.

RESOLUTION NO 90

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 90.

Section 7.06

WHEREAS we all receive the same representation;

WHEREAS expenses are the same for both bargaining units;

ATTENDU qu'une ou un employé temporaire paie la même cotisation qu'une ou un employé à temps plein ou temps partiel;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la cotisation syndicale soit la même pour tous les membres FFRS et urbains.

RÉSOLUTION N° 104

Conférence régionale du Toronto métro

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 104.

Paragraphe 7.17

ATTENDU QUE, ces trois dernières années, les activités quotidiennes du Syndicat, auxquelles sont consacrées 64 % des cotisations syndicales, ont donné lieu à un déficit budgétaire annuel de plus de deux millions de dollars (2 000 000 \$);

ATTENDU QUE ce déficit ne tient pas compte du coût des négociations des trois dernières années, qui s'est élevé à plus de deux millions de dollars (2 000 000 \$) par exercice financier;

ATTENDU QUE ce déficit ne comprend aucun montant mis de côté pour payer le congrès national de 2019, dont le coût est évalué à quatre millions de dollars (4 000 000 \$);

QU'IL SOIT RÉSOLU de limiter le fonds de syndicalisation externe à deux millions de dollars (2 000 000 \$);

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE tout montant du fonds de syndicalisation externe excédant deux millions de dollars (2 000 000 \$) soit remis dans le fonds général.

WHEREAS a temporary employee pays the same dues as a full-time or part-time employee;

BE IT RESOLVED THAT union dues be the same for all RSMC and urban unit members.

RESOLUTION NO 104

Metro-Toronto Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 104.

Section 7.17

WHEREAS day to day Union operations resulted in a deficit budget of over (\$2,000,000.00) two million dollars per year over the last three years at 64% of the Union dues collected;

WHEREAS this deficit does not include the cost of negotiations over the last three years which was over (\$2,000,000.00) two million dollars per fiscal year;

WHEREAS this deficit did not include any monies set aside for the cost of National Convention, which is estimated at (\$4,000,000.00) four million dollars for the 2019 National Convention.

THEREFORE BE IT RESOLVED that the External Organizing Fund be capped at (\$2,000,000.00) two million dollars.

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that any monies over (\$2,000,000.00) two millions dollars in the External Organizing Fund be returned to the General Fund.

RÉSOLUTION N° 106

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 106.

Paragraphe 7.20 – 4^e alinéa

ATTENDU QUE la situation financière du Syndicat est précaire;

ATTENDU l'importance de prendre conscience de cette situation financière précaire;

ATTENDU QUE nous devons faire tous les efforts possibles pour assainir les finances du Syndicat;

ATTENDU l'importance d'avoir un fonds de défense suffisant pour soutenir les luttes à venir;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le 4^e paragraphe de 7.20 (marqué d'un *) comme suit :

« Malgré ce qui précède, jusqu'au congrès national de 2023, si à la fin d'un exercice financier, un déficit a lieu au fonds général, une somme équivalente à ce déficit est puisée à même le fonds de défense. Cette somme ne peut toutefois pas excéder la somme versée au fonds de défense pour l'exercice financier en question. Si, à la fin d'un exercice, il y a un excédent dans le fonds général, cet excédent est transféré au fonds de défense ».

RÉSOLUTION N° 108

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 108.

RESOLUTION NO 106

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 106.

Section 7.20 – 4th paragraph

WHEREAS the Union is in a tight financial situation;

WHEREAS awareness of our tight financial situation is crucial;

WHEREAS every possible effort must be made to put the Union's finances on a healthier footing;

WHEREAS it is important to have an adequate Defence Fund for waging future struggles;

BE IT RESOLVED that paragraph 4 of section 7.20 (marked with an asterisk) be amended to read as follows:

“Notwithstanding the above, until the 2023 National Convention, if, at the end of a fiscal year, there is a deficit in the General Fund, an amount equivalent to this deficit shall be transferred from the Defence Fund into the General Fund, such amount, however, not to exceed the amount transferred to the Defence Fund for the fiscal year in question. If, at the end of a fiscal year, there is a surplus in the General Fund, it will be transferred into the Defence Fund.”

RESOLUTION NO 108

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 108.

Paragraphe 7.24

ATTENDU QUE le coût de la vie augmente;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'augmenter l'allocation de secours à 250 \$ au paragraphe 7.24.

RÉSOLUTION N° 109

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 109.

Paragraphe 7.29

ATTENDU QUE le Syndicat a défendu durant de nombreuses années le principe « à travail égal, salaire égal »;

ATTENDU QUE le Syndicat est d'avis que causer du tort à l'un d'entre nous, c'est causer du tort à tous;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.29 en y ajoutant la phrase suivante :

« La personne qui est nommée à un poste ou qui effectue un remplacement touche le même salaire que celui de la dirigeante ou du dirigeant ou de la permanente ou du permanent syndical qu'elle remplace. »

RÉSOLUTION MIXTE N° 6 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S 110 ET 111

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n° 6 qui rejoint l'intention des résolutions n°s 110 et 111.

Le paragraphe 7.31 est modifié comme suit :

Section 7.24

WHEREAS the cost of living is rising;

BE IT RESOLVED to increase the strike pay under section 7.24 to \$250.

RESOLUTION NO 109

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 109.

Section 7.29

WHEREAS the Union has fought for many years on the issue of equal pay for equal work; and;

WHEREAS the Union believes an injury to one is an injury to all;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.29 be amended to add:

“Any person appointed or acting be paid an equal amount to that of the officer or union representative they are replacing”.

COMPOSITE RESOLUTION NO. 6 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 110 AND 111

The Committee unanimously recommends adoption of composite no. 6 to cover the intent of resolution nos. 110 and 111.

Section 7.31 be amended to read:

Les membres élus à un poste à plein temps sont appelés à travailler régulièrement un nombre d'heures et selon des horaires qui ne sont pas soumis aux dispositions des conventions collectives régissant les membres. En conséquence, aucune rémunération additionnelle n'est versée pour des heures supplémentaires effectuées un jour férié, un jour de congé annuel, un jour de congé spécial, un jour de congé de comparution, un samedi ou un dimanche et aucun congé ou remise en temps ne peut être accordé pour compenser les heures supplémentaires ainsi effectuées. ***Si une activité visée par les statuts nationaux, y compris un séminaire d'éducation, un vote de grève ou un vote de ratification, se tient un samedi ou un dimanche, et qu'un membre élu à un poste à plein temps est tenu d'y assister, elle ou il peut prendre une journée de congé un autre jour de la même semaine.***

RÉSOLUTION N° 112

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 112.

Paragraphe 7.33

ATTENDU QU'AU CUN membre ne devrait être obligé de perdre du temps ouvrant droit à pension parce qu'il a travaillé pour le Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'un membre élu qui travaille à plein temps pour le Syndicat, mais qui occupe un poste à temps partiel chez l'employeur puisse verser des cotisations au régime de retraite en fonction du taux d'une employée ou d'un employé à plein temps, si les règlements le permettent, et que, sinon, le Syndicat travaille à faire modifier les règlements pour obtenir ce droit.

Full-time elected individuals shall be required to work regular hours, days and schedules that are not subject to the provisions of the collective agreements covering the members. Accordingly, no additional pay shall be provided for overtime worked on a holiday, during annual leave, special leave, court leave, Saturday or Sunday, and no leave or time off shall be provided to compensate for such overtime. ***If constitutional events are scheduled for Saturday or Sunday, including educationals, strike votes, ratification votes, and the full-time elected individual is required to attend, she or he will have an alternate day of rest that week.***

RESOLUTION NO 112

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 112.

Section 7.33

WHEREAS no one should suffer loss of pensionable time for working for the Union;

THEREFORE BE IT RESOLVED that an elected member who's substantive position with the employer is part-time have their pension contributions submitted to the employer at a full-time rate, if within the regulations to do so. If not allowed under the regulations, the Union shall work to make a change to the regulations to gain this right.

RÉSOLUTION N° 113

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 113.

Paragraphe 7.33

ATTENDU QUE la cotisation que les dirigeants et dirigeantes à plein temps versent au régime de retraite ne correspond pas à leur taux de salaire;

ATTENDU QUE le rajustement à effectuer dans le cas des membres qui quittent un poste pour prendre leur retraite est trop important;

ATTENDU QUE les coûts pour redresser cette situation seraient minimales pour les membres et le Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Syndicat veille à ce que les cotisations des dirigeantes, dirigeants, permanentes ou permanents syndicaux à plein temps soient versées au régime de retraite selon le taux équivalent d'un poste EL-5. Le membre sera chargé de payer la portion de l'employé, et le Syndicat, celle de l'employeur. Si les règlements interdisent la modification du taux, le Syndicat exercera des pressions auprès de l'employeur ou négociera avec lui pour qu'il modifie les règlements afin de le permettre.

RÉSOLUTION N° 119

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 119.

Paragraphe 7.42

RESOLUTION NO 113

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 113.

Section 7.33

WHEREAS full-time officers do not pay into the pension plan at their rate;

WHEREAS there is too large of an adjustment to be made upon retirement for members leaving elected positions;

WHEREAS there would be minimal cost to the membership and Union;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Union ensure full-time officers and Union Representatives on leave from Canada Post pay into the Pension Plan at the equivalent rate of EL-5. The member will be responsible for the employee portion and the Union will be responsible for the Employer portion. If not permitted under the current regulations, the Union shall lobby and/or bargain this change.

RESOLUTION NO 119

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 119.

Section 7.42

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'indemnité de transport prévue au paragraphe 7.42 des statuts nationaux soit versée uniquement si des dépenses de transport sont engagées.

RÉSOLUTION N° 122

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 122.

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux élus doivent s'efforcer le plus possible de réduire les frais de déplacement;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE:

« Toutes les fois qu'il est possible ou nécessaire de le faire, au moins deux dirigeantes, dirigeants, permanentes ou permanents syndicaux nationaux ou régionaux se déplacent dans un même véhicule et une seule de ces personnes demande un remboursement des frais de déplacement. »

RÉSOLUTION N° 124

Conférence régionale du Toronto métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 124.

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE l'allocation quotidienne prévue au paragraphe 7.42 des statuts nationaux ne tient pas compte du prix des repas des membres qui représentent le Syndicat dans le cadre d'activités syndicales tenues à l'étranger;

BE IT RESOLVED that the travel allowance outlined in section 7.42 of the National Constitution only be paid if travel expenses are incurred.

RESOLUTION NO 122

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 122.

Section 7.42

WHEREAS Elected Officers and Union Representatives should endeavor as much as possible to curb travel cost;

THEREFORE BE IT RESOLVED:

“Where it is practicable, or required, that two or more National or Regional Officers/Union Representatives travel together by motor vehicle, then only one of the National or Regional Officers/Union Representatives shall claim those travel expenses.”

RESOLUTION NO 124

Metro-Toronto Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 124.

Section 7.42

WHEREAS the allowance provided under section 7.42 of the National Constitution does not consider costs of meals for those working on behalf of the Union who attend International events;

ATTENDU QUE, à certains endroits, le prix des repas augmente;

ATTENDU QUE l'allocation quotidienne n'est pas suffisante pour laisser un pourboire;

ATTENDU QUE l'allocation quotidienne versée aux membres d'une délégation qui participent à des activités syndicales à l'étranger n'est pas suffisante pour payer des repas raisonnables;

ATTENDU QUE, à certains endroits, les lieux de restauration se font rares;

ATTENDU QUE personne ne devrait tirer profit de l'allocation quotidienne, mais personne ne devrait non plus devoir déboursier son propre argent pour obtenir un repas raisonnable;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national et la directrice ou le directeur des finances revoient le montant de l'allocation quotidienne indiqué au paragraphe 7.42 des statuts nationaux avant le départ de la délégation. Les montants qui composent l'allocation quotidienne doivent être remboursés au taux de change du pays de destination et doivent tenir compte de la possibilité de prendre des repas où se déroulent les activités syndicales.

RÉSOLUTION N° 126

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 126.

Paragraphe 7.42

WHEREAS cost of meals are rising in certain location;

WHEREAS per diem does not include the ability to tip servers;

WHEREAS some international delegations the per diem is not sufficient to cover the cost of available and reasonable meals;

WHEREAS there are not a lot of options in some locations for meals;

WHEREAS no one should be profiting from per diem but no one should be out of pocket for a reasonable meal;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the per diems set out in section 7.42 shall be reviewed by the National Secretary-Treasurer and the Director of Finance prior to departure. These per diems shall be reimbursed at a rate equal to that country's currency, taking into consideration the location of the events and availability of meals.

RESOLUTION NO 126

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 126.

Section 7.42

Les représentantes et représentants syndicaux régionaux et nationaux ne font pas leurs frais lorsqu'ils se déplacent, par exemple, à des fins d'arbitrage, de ratification et de visite à des sections locales, car l'allocation quotidienne ne couvre pas le montant des repas. Il ne devrait rien leur en coûter pour effectuer, au nom des membres, du travail qui nécessite un déplacement, surtout si l'on considère que les membres nommés à un poste au palier national ont droit aux allocations quotidiennes chaque jour, y compris la fin de semaine, de la durée entière de leur nomination. Résultat : les membres nommés à un poste au palier national touchent un salaire supérieur à celui des membres élus à un poste au palier régional ou national.

ATTENDU QUE les repas au restaurant coûtent plus cher que les montants de l'allocation quotidienne indiqués au paragraphe 7.42 des statuts nationaux et versés aux dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux nationaux et régionaux et aux déléguées et délégués qui participent à des activités syndicales autorisées par le Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de hausser, à partir du 1^{er} juillet 2020, les montants de l'allocation quotidienne de la façon suivante :

- Petit déjeuner 18 \$
- Déjeuner 20 \$
- Dîner 34 \$

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU d'ajuster ces montants chaque année, conformément aux dispositions du paragraphe 7.62 des statuts nationaux.

Regional and National Union Reps are losing money when we travel because the per diem amounts do not adequately cover the amount of meals when we travel for arbitrations, ratification votes, visits to Locals, etc. We should not lose money for working on behalf of the membership when we travel, especially when members who are appointed to positions at the National Office are entitled to per diem payments every single day they are appointed including weekends, which leads to appoint representatives receiving a greater salary than the members who are elected to positions at the Regional and National offices.

WHEREAS the current per diem allowance as per section 7.42 of the constitution provides to national and regional officers, union representatives and delegates who attend union activities with the authorization of the Union, does not reflect actual costs of eating in restaurants;

BE IT RESOLVED that allowances for daily per diems will be increased July 1, 2020 as follows:

- Breakfast \$ 18.00
- Lunch \$ 20.00
- Dinner \$ 34.00

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that these amounts will be adjusted yearly as per the provision of section 7.62 of the Constitution.

RÉSOLUTION N° 127

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 127.

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE l'allocation quotidienne prévue au paragraphe 7.42 des statuts nationaux ne tient pas compte du prix des repas des membres qui représentent le Syndicat dans le cadre d'activités syndicales tenues à l'étranger;

ATTENDU QUE les montants qui forment l'allocation quotidienne versée aux membres d'une délégation qui participent à des activités syndicales à l'étranger ne sont pas suffisants pour payer le coût des repas;

ATTENDU QU'à certains endroits, les lieux de restauration se font rares;

ATTENDU QUE personne ne devrait tirer profit de l'allocation quotidienne, mais personne ne devrait non plus devoir dépenser son propre argent pour obtenir un repas raisonnable;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national et la directrice ou le directeur des finances revoient le montant de l'allocation quotidienne indiqué au paragraphe 7.42 des statuts nationaux avant le départ de la délégation. Les montants qui composent l'allocation quotidienne doivent être remboursés au taux de change du pays de destination et doivent aussi tenir compte du lieu où se déroulent les activités et de la possibilité d'y prendre des repas.

RESOLUTION NO 127

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 127.

Section 7.42

WHEREAS the allowance provided in section 7.42 of the National Constitution does not consider costs of meals for those working on behalf of the Union that attend International events;

WHEREAS some international delegations per diems are not enough to cover the cost of available and reasonable meals;

WHEREAS there are not a lot of options in some locations for meals;

WHEREAS no one should be profiting from per diem, but no one should be out of pocket for a reasonable meal;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the per diem set out in section 7.42 shall be reviewed by the National Secretary-Treasurer and the Director of Finance prior to the departure. These per diems shall be reimbursed at a rate equal to that country's currency, taking into consideration the location of the events and availability of meals.

RÉSOLUTION N° 128

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 128.

Paragraphe 7.43

ATTENDU QUE le STTP a demandé à Postes Canada d'électrifier son parc de véhicules;
ATTENDU QUE le STTP peut faire figure de chef de file en donnant l'exemple;

ATTENDU QUE les politiques du STTP soutiennent les mesures progressistes en matière d'ENVIRONNEMENT;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.43 des statuts nationaux de la façon suivante :

Le Syndicat, par l'intermédiaire du Conseil exécutif national, achète un véhicule pour le bureau national et un pour chaque bureau régional, car les véhicules actuels doivent être remplacés, et ils doivent l'être par des véhicules électriques ou hybrides.

RÉSOLUTION N° 130

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 130.

Paragraphe 7.44

ATTENDU QUE le coût de l'essence a augmenté;

ATTENDU QUE les membres ne devraient pas avoir à dépenser leur argent dans le cadre d'activités syndicales;

RESOLUTION NO 128

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 128.

Section 7.43

WHEREAS CUPW has asked Canada Post to replace its fleet with electric vehicles;
WHEREAS CUPW is in a position to lead by example;

WHEREAS CUPW policies support progressive ENVIRONMENTAL practices;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.43 of the National Constitution be amended to the following:

The Union, through the National Executive Board, shall purchase an automobile for the National Office and one for each Regional Office, as these automobile need replacing and they shall be either electric or hybrid powered.

RESOLUTION NO 130

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 130.

Section 7.44

WHEREAS the cost of fuel has increased;

WHEREAS the member should not be out of pocket when doing union business;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les membres qui utilisent leur véhicule pour effectuer du travail au nom du Syndicat reçoivent un remboursement de 49 cents le kilomètre.

RÉSOLUTION N° 133

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 133.

Paragraphe 7.48 et 7.49

ATTENDU QUE le Syndicat doit trouver des moyens de réaliser des économies;

ATTENDU QUE les montants des allocations prévues dans les statuts nationaux sont plus élevés que nécessaire;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.48 en y ajoutant les membres qui travaillent pour le Syndicat.

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que l'allocation prévue au paragraphe 7.49 corresponde à 50 % des allocations quotidiennes pour repas prévues au paragraphe 7.42.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que, si les membres sont autorisés à assister ou à participer à d'autres activités syndicales au cours de la même période, l'allocation quotidienne prévue au paragraphe 7.42 s'applique à ces cas.

RÉSOLUTION N° 135

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 135.

Paragraphe 7.50

BE IT RESOLVED that the rate of pay for union members using their vehicles for union work be paid .49 cents per kilometre travelled.

RESOLUTION NO 133

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 133.

Section 7.48 and 7.49

WHEREAS the National Union needs to find ways to save money;

WHEREAS the amounts in the constitution allow for an amount higher than is needed;

BE IT RESOLVED section 7.48 be amended to add member(s) that are working for the Union on a temporary basis.

BE IT FURTHER RESOLVED that the allowance in 7.49 will be fifty percent (50%) of the meal per diem rates found in section 7.42.

BE IT FINALLY RESOLVED if the members are authorized to attend or participate in other Union activities during the same period that the per diem in section 7.42 will apply to those times.

RESOLUTION NO 135

Central Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 135.

Section 7.50

ATTENDU QUE les systèmes de télécommunication ont changé;

ATTENDU QUE les dispositions actuelles sont dépassées;

QU'IL SOIT RÉSOLU de revoir le paragraphe 7.50 pour y supprimer le passage suivant : « pour une période de 30 minutes par semaine » :

« S'il y a lieu, les membres d'un Comité de négociation reçoivent un billet de transport aller-retour entre le bureau national et leur domicile toutes les trois semaines et peuvent utiliser le téléphone du bureau national pour communiquer avec leur famille. Tout temps consacré par les négociateurs et négociatrices pour retourner à leur domicile une fois par mois est considéré comme des heures de travail. »

RÉSOLUTION N° 137

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 137.

Paragraphe 7.60

QU'IL SOIT RÉSOLU d'inclure l'unité FFRS au paragraphe 7.60.

RÉSOLUTION N° 138

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 138.

Paragraphe 7.63

WHEREAS telecommunication systems have changed;

WHEREAS the current language is obsolete;

THEREFORE BE IT RESOLVED that 7.50 be revised to remove 'for a period of 30 minutes per week' from the paragraph:

"Where applicable, members of a negotiating committee shall receive a return transportation ticket to their place of residence once every three weeks and may use National Office telephones to contact their family. Any time spent travelling by negotiators to their home for the visit shall be deemed as work time."

RESOLUTION NO 137

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 137.

Section 7.60

BE IT RESOLVED to include the RSMC unit in section 7.60.

RESOLUTION NO 138

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 138.

Section 7.63

ATTENDU QU'il faut surveiller plus attentivement le remboursement des frais de garde d'enfants ou de soins à une personne âgée;

QU'IL SOIT RÉSOLU de remplacer « la directrice ou le directeur national » par « le Comité exécutif régional » au début des premier et deuxième alinéas du paragraphe 7.63. »

RÉSOLUTION N° 139

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 139.

Paragraphe 7.63

ATTENDU QUE le fait d'avoir un ou des enfants ne devrait pas empêcher les membres de participer aux activités et aux réunions du STTP;

ATTENDU QUE le coût des services de garde d'enfants a augmenté;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le palier national du syndicat mette à jour et augmente les montants versés aux membres à titre de remboursement des frais de garde d'enfants.

RÉSOLUTION N° 140

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 140.

Nouveau paragraphe 7.65

Le STTP :

WHEREAS there needs to be more scrutiny to childcare and eldercare allowances within the regions;

THEREFORE BE IT RESOLVED, that section 7.63 be amended to replace the words "National Director" at the start of the first and second paragraphs with the words "The Regional Executive Committee".

RESOLUTION NO 139

Prairie Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 139.

Section 7.63

WHEREAS our members who are parents should not be hindered from attending CUPW events/meetings;

WHEREAS childcare costs have increased;

BE IT RESOLVED that our National Union update and increase childcare reimbursement amounts for our members.

RESOLUTION NO 140

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 140.

New Section 7.65

CUPW will:

Permet aux membres FFRS de recevoir l'indemnité d'utilisation d'un véhicule lorsqu'ils sont en congé pour fonctions syndicales.

PARCE QUE :

Les membres du STTP ne devraient pas subir de pertes financières lorsqu'ils travaillent pour le Syndicat.

RÉSOLUTION N° 143

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 143.

Paragraphe 8.13 et 8.16

ATTENDU QUE les comités locaux de discipline ont été supprimés des statuts nationaux;

ATTENDU QUE le paragraphe 8.13 des statuts nationaux stipule qu'aucune plainte ne peut être déposée plus de 90 jours après que le membre déposant la plainte a pris connaissance de l'infraction;

ATTENDU QU'aux termes du paragraphe 8.16, la plainte DOIT être faite par écrit et indiquer les faits sur lesquels elle repose, et qu'elle DOIT être signée par la plaignante ou le plaignant lorsqu'il s'agit d'une personne ou être accompagnée d'une résolution autorisant la plainte lorsqu'il s'agit d'un conseil, d'un comité, d'une conférence ou d'une section locale;

ATTENDU QUE selon les dispositions actuelles du paragraphe 8.20, le comité régional de discipline doit convoquer une audition dès qu'il est saisi d'une plainte;

Allow RSMC Members to be paid the vehicle allowance while they are on Union Leave.

BECAUSE:

CUPW members should not have a financial loss while doing work on behalf of the Union.

RESOLUTION NO 143

Prairie Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 143.

Sections 8.13 and 8.16

WHEREAS Local Discipline committees were removed from the National Constitution;

WHEREAS 8.13 of the constitution states that a charge cannot be laid later than 90 days after the member who is filing the charge became aware of the offence;

WHEREAS 8.16 requires that the charge MUST be submitted in writing and SHALL contain the facts, and MUST be signed by the plaintiff when it's a person or accompanied by a resolution authorizing the charge when it is being laid by a board, a committee, a conference or a local;

WHEREAS currently section 8.20 states that RDC's SHALL convene a hearing upon receipt of a charge;

ATTENDU QUE la convocation d'auditions et l'établissement de dates d'audience entraînent des coûts pour le Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les dispositions de l'article 8 comme suit :

« Dès qu'il est saisi d'une plainte, le comité de discipline examine la plainte pour confirmer qu'elle répond aux exigences des paragraphes 8.13 et 8.16. Si la plainte ne répond pas aux exigences susmentionnées, le comité la rejette sans tenir une audience. Si la plainte répond aux exigences établies aux termes des paragraphes 8.13 et 8.16, le comité de discipline convoque une audition le plus tôt possible et avise par écrit au moins sept jours à l'avance la plaignante ou le plaignant et l'accusée ou l'accusé de la date et du lieu de l'audition. »

RÉSOLUTION N° 144

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 144.

Paragraphe 8.23

ÉTANT DONNÉ le caractère imprécis des dispositions de l'article 8 des statuts nationaux à propos de la possibilité, pour un comité de discipline, de rejeter une accusation pour des raisons d'ordre technique, par exemple la non-signature de l'accusation ou le non-respect du délai avant la tenue d'une audience;

ÉTANT DONNÉ QUE ce manque de précision oblige un comité de discipline à se présenter à l'endroit où se tient l'audience même si l'accusation n'est pas valide pour des raisons d'ordre technique;

WHEREAS the scheduling and convening of hearings is a cost to the union;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Article 8 language be changed to read:

“On receipt of the charge, a Discipline Committee shall review the charge to confirm that it has met the requirements of sections 8.13 and 8.16. If the charge has not met the requirements aforementioned, then the Committee shall dismiss the charge without holding a hearing. If the charge has met the requirements under 8.13 and 8.16 then the committee shall convene a hearing as soon as possible and the plaintiff and the accused shall be given not less than seven days written notice of the date and place of the hearing.

RESOLUTION NO 144

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 144.

Section 8.23

SINCE the provisions of Article 8 of the Constitution are unclear as to whether or not a Disciplinary Committee can dismiss a charge for technical reasons such as the charge not being signed or the charge being untimely prior to a hearing;

SINCE this lack of clarity means that a Disciplinary Committee must travel to a location and convene a hearing even if the charge is not valid for technical reasons;

ÉTANT DONNÉ QUE ce manque de précision entraîne, pour le Syndicat, des frais de déplacement et d'autres dépenses;

SINCE this lack of clarity incurs travel and other costs for the Union;

ÉTANT DONNÉ QU'il est possible de corriger la situation en permettant à un comité de discipline de tenir une discussion par appel téléphonique ou par un moyen électronique avant de se présenter à l'audience;

SINCE this issue could be addressed by authorizing a Disciplinary Committee to have a call or discussion through electronic means prior to travelling to the hearing;

NOUS VOULONS modifier le paragraphe 8.23 en y ajoutant l'alinéa suivant :

WE WANT to change section 8.23 to a new phrase which would read:

« 8.23 f) discuter par téléphone ou par un moyen électronique des problèmes d'ordre technique que présente un dossier, et peut-être aussi les régler, avant l'audition. »

“8.23 (f) To have a call or discussion through electronic means to discuss and possibly rule on preliminary technical issues prior to a hearing”.

Le paragraphe 8.23 serait formulé ainsi :

Section 8.23 would now read:

Le Comité de discipline décide des règles de procédure qui doivent s'appliquer au cours de l'audition et il peut notamment :

The Disciplinary Committee shall determine its own rules of procedure for the hearing and may in particular:

- a) décider du lieu où doit se tenir l'audition;
- b) refuser à toute personne qui n'est pas impliquée le droit d'assister à l'audition;
- c) accorder des remises et des ajournements;
- d) intervenir dans les débats et interroger les témoins;
- e) procéder en l'absence de la plaignante ou du plaignant ou de l'accusée ou l'accusé s'il a été dûment avisé de la tenue de l'audition;

- (a) Decide where the hearing will be held.
- (b) Refuse any person who is not implicated, the right to attend the hearing;
- (c) Grant postponements and adjournments;
- (d) Intervene in the proceedings and ask questions of the witnesses;
- (e) Proceed in the absence of the plaintiff or of the accused if they have been duly notified that the hearing was to be held;

- f) discuter par téléphone ou par un moyen électronique des problèmes d'ordre technique que présente un dossier, et peut-être aussi les régler, avant l'audition.

RÉSOLUTION N° 145

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 145.

Section 8.46

ATTENDU QUE lors d'un congrès national précédent, les comités locaux de discipline ont été supprimés des statuts nationaux;

ATTENDU QUE lorsqu'il y avait encore des comités locaux de discipline, les appels étaient entendus par seulement trois (3) membres du Comité d'appel national;

ATTENDU QUE les dispositions des statuts exigent maintenant que les appels soient entendus par un comité d'appel composé de cinq (5) membres, ce qui occasionne une hausse des coûts liés à la tenue des audiences du Comité d'appel;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 8.46 comme suit :

- a) *Les appels des décisions d'un comité régional de discipline concernant des plaintes émanant d'une section locale sont entendus par un comité composé de la présidente ou du président du Comité d'appel et par deux membres du Comité désignés par la présidente ou le président et provenant de deux régions autres que la région concernée.*

- (f) To have a call of discussion through electronic means to discuss and possibly rule on preliminary technical issues prior to a hearing.

RESOLUTION NO 145

Prairie Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 145.

Section 8.46

WHEREAS at a previous National Convention Local Discipline Committees were removed from the Constitution;

WHEREAS when there were Local Discipline Committees and appeals were submitted, they were heard by only 3 members of the National Appeal Board;

WHEREAS the requirement for appeals now be heard by a 5 member appeal board has increased the cost in convening these appeal hearings;

THEREFORE BE IT RESOLVED section 8.46 be amended as follows:

- (a) *The appeals of Regional Discipline Committee decisions involving charges at a Local level shall be heard by the Chairperson of the Appeal Board and by the two members of the Appeal Board coming from regions other than the region concerned selected by the Chairperson.*

- b) *Les appels des décisions d'un comité régional de discipline concernant les plaintes d'une dirigeante ou d'un dirigeant régional* sont entendus par un comité composé de la présidente ou du président, du membre de la région concernée et de trois membres additionnels du Comité d'appel désignés par la présidente ou le président.
- c) Les appels interjetés conformément au paragraphe 8.36 sont entendus par tous les membres du Comité d'appel.
- d) Malgré les dispositions susmentionnées, si la présidente ou le président ne peut exercer ses fonctions le jour de l'audition en raison de circonstances exceptionnelles, le comité peut élire une présidente ou un président intérimaire parmi ses membres et entendre l'appel.

RÉSOLUTION N° 146

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 146.

Paragraphe 8.46

ÉTANT DONNÉ QUE, selon le paragraphe 8.46, le Comité qui entend l'appel d'une décision rendue par un comité régional de discipline doit être composé de cinq (5) membres;

ÉTANT DONNÉ QUE cette exigence est coûteuse et souvent difficile à respecter en raison de l'horaire chargé des membres du Comité d'appel;

ÉTANT DONNÉ QUE, avant 2011, seuls trois (3) membres du Comité d'appel étaient tenus d'entendre les décisions portées en appel;

- (b) *The appeals of Regional Disciplinary Committee decisions involving charges of a Regional Officer* shall be heard by a panel consisting of the Chairperson, the member from the region concerned and three additional members of the Appeal Board who shall be selected by the Chairperson.
- (c) Appeals of the National Disciplinary Committee's decisions shall be heard by all members of the Appeal Board.
- (d) Notwithstanding the above, in the case where the Chairperson is unable to act due to exceptional circumstances on the day of the scheduled hearing, the panel may elect an acting Chairperson from their midst and proceed with the appeal hearing.

RESOLUTION NO 146

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 146.

Section 8.46

SINCE section 8.46 currently requires, five (5) Appeal Board members to hear appeals of the Regional Disciplinary Committee decisions;

SINCE this is both expensive and often difficult to organize due to the busy lives of the Appeal Board Members;

SINCE prior to 2011, only three (3) members of the Appeal Board were required to hear appeals;

NOUS VOULONS modifier le
paragraphe 8.46 de la façon suivante :

« Les appels des décisions d'un Comité régional de discipline sont entendus par un comité composé de la présidente ou du président, du membre de la région concernée et d'un membre additionnel du Comité d'appel désigné par la présidente ou le président. »

Le paragraphe 8.46 sera formulé de la façon suivante :

Audiences d'appel :

- a) Les appels des décisions d'un Comité régional de discipline sont entendus par un comité composé de la présidente ou du président, du membre de la région concernée et d'un (1) membre additionnel du Comité d'appel désigné par la présidente ou le président.
- b) Les appels interjetés conformément au paragraphe 8.36 sont entendus par tous les membres du Comité d'appel.
- c) Malgré les dispositions susmentionnées, si la présidente ou le président ne peut exercer ses fonctions le jour de l'audition en raison de circonstances exceptionnelles, le comité peut élire une présidente ou un président intérimaire parmi ses membres et entendre l'appel.

RÉSOLUTION N° 149

Conférence régionale du Centre

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 149.

Paragraphe 9.05

WE WANT to change section 8.46 to read:

“The appeals of Regional Disciplinary Committee decisions shall be heard by a panel consisting of the Chairperson, the member from the region concerned and one (1) additional member of the Appeal board who shall be selected by the Chairperson”.

Section 8.46 shall now read:

Hearing of Appeals

- (a) The appeals of Regional Disciplinary Committee decisions shall be heard by a panel consisting of the Chairperson, the member from the region concerned and one (1) additional member of the Appeal board who shall be selected by the Chairperson.
- (b) Appeals of the National Disciplinary Committee decisions shall be heard by all members of the Appeal Board.
- (c) Notwithstanding the above, in the case where the Chairperson is unable to act due to exceptional circumstances on the day of the scheduled hearing, the panel may elect and acting Chairperson from their midst and proceed with the appeal hearing.

RESOLUTION NO 149

Central Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 149.

Section 9.05

ATTENDU QUE le paragraphe 9.05 indique que : « Les règlements d'une section locale doivent prévoir le mode d'élection du Comité exécutif local, soit annuellement, soit tous les trois ans, ou de préférence tous les quatre ans. »;

ATTENDU QU'il est carrément irréaliste d'attendre d'un membre élu au comité exécutif de sa section locale qu'il puisse apprendre tous les aspects de son poste, s'y adapter et surtout y exceller au cours d'un mandat d'un an;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le texte du paragraphe 9.05 de la façon suivante :

« Les règlements d'une section locale doivent prévoir le mode d'élection du Comité exécutif local, soit tous les deux ans, tous les trois ans, ou de préférence tous les quatre ans. »

RÉSOLUTION N° 150

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 150.

Modifier le paragraphe 9.22

Raison : Faire en sorte que les comités locaux des droits de la personne présentent au moins deux rapports et animent au moins deux discussions dans le but de sensibiliser les membres et d'encourager leur participation.

Résolution : Modifier le paragraphe 9.22 afin d'y inclure ce qui suit :

Chaque section locale veille à ce que son comité local des droits de la personne présente au moins deux rapports et anime au moins deux discussions par année lors d'assemblées générales des membres.

WHEREAS it is stated in section 9.05, "Local by-laws shall provide the election procedure for the Local Executive Committee either annually, or every three years, or preferably, every four years."

WHEREAS a one year term is simply unrealistic for any member to learn and adapt and most importantly, succeed in their elected capacity on any local executive;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED the language in section 9.05 be amended to read:

"Local by-laws shall provide the election procedure for the Local Executive committee, either every two years, 3 years, or preferably, every four years."

RESOLUTION NO 150

Prairie Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 150.

Amend section 9.22

Resolution Rationale: Locals Human Rights Committee reports and discussions: To ensure there are at least 2 reports and discussions each year, promoting sensitivity/awareness, and to encourage all Locals members participation!

Resolution: Amend section 9.22, to include:

Each local ensure there are at least 2 annual Local Human Rights Committee reports and discussions at Locals General Meetings.

RÉSOLUTION N° 153

Conférence régionale de l'Ontario

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 153.

Paragraphe 9.29 – Finances des sections locales

ATTENDU QUE chaque section locale est tenue de soumettre des états financiers à la secrétaire-trésorière ou au secrétaire-trésorier national à la fin de chaque exercice;

ATTENDU QU'il est impossible de faire le rapprochement des états financiers d'une section locale avec exactitude sans obtenir le solde réel des comptes de la section locale;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le paragraphe 9.29 des statuts nationaux soit modifié afin d'y ajouter le paragraphe suivant :

En plus du rapport financier, chaque section locale soumet une copie du relevé bancaire indiquant le solde du compte à la fin de l'exercice financier (30 juin), et ce, pour tous les comptes qu'elle détient auprès d'une institution financière.

RÉSOLUTION N° 156

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 156.

Alinéa 9.37 f)

ATTENDU QUE les télégrammes n'existent plus;

ATTENDU QUE l'internet a remplacé les télégrammes;

RESOLUTION NO 153

Ontario Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 153.

Section 9.29 – Local Finances

WHEREAS each Local is responsible to report on its finances to the National Secretary-Treasurer at the end of each fiscal year;

WHEREAS it is impossible to truly reconcile a Local's financial statement(s) without seeing the actual balance of the Local's accounts;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 9.29 of the CUPW National Constitution be amended by adding the following paragraph:

Along with the financial report, each Local must also submit a copy of all bank statements from the financial institutions that the Local uses to show the balances of those accounts reported as of each year-end, that being June 30.

RESOLUTION NO 156

Quebec Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 156.

Section 9.37 (f)

WHEREAS telegrams no longer exist;

WHEREAS the Internet has replaced telegrams;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'enlever le mot
« télégrammes » pour le remplacer par
« internet ».

**RÉSOLUTION MIXTE N° 1 QUI
REJOINT L'INTENTION DES
RÉSOLUTIONS N°S 157 ET 158**

**Le Comité recommande l'adoption de la
résolution mixte n° 1 qui rejoint l'intention
des résolutions n°s 157 et 158.**

Paragraphe 9.37 :

*Dans le cadre des règlements des
sections locales, les comités exécutifs locaux
du STTP ont la possibilité de soustraire des
ristournes qui leur sont versées jusqu'à
dix (10) dollars par membre par année pour
financer des activités sociales et des articles
promotionnels destinés à favoriser la
solidarité syndicale et la participation des
membres à la vie syndicale, pourvu que cela
ne nuise en rien aux activités officielles de la
section locale.*

*Le fonds local d'activités sociales et de
solidarité est administré par le comité exécutif
de chaque section locale et sert uniquement
au financement d'activités sociales et de
solidarité ou à l'achat d'articles
promotionnels du Syndicat à l'intention des
membres de la section locale, l'argent ne
pouvant servir à l'achat d'alcool.*

*Les sommes ainsi déduites qui n'ont
pas été utilisées sont déposées dans le fonds
général de la section locale à la fin de chaque
année financière.*

*Ces dépenses doivent être
préalablement approuvées par une assemblée
générale mensuelle et par un Comité exécutif
local.*

BE IT RESOLVED to delete the word
“telegram” and replace it with “Internet.”

**COMPOSITE NO. 1 TO COVER THE
INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 157
AND 158**

**The Committee recommends adoption of
composite no. 1 to cover the intent of
resolutions nos. 157 and 158.**

Section 9.37:

*The CUPW Local Executive
Committees have the option to spend up to a
maximum of ten (10) dollars per member per
year out of their local rebate, within their
local bylaws, to fund social activities,
solidarity activities and Union items that
would promote Union solidarity and members
participation; provided these expenses do not
in any way affect the local's official union
activities.*

*This Local Social and Solidarity Fund
shall be administered by the Local Executive
Committee and shall be solely for the use of
social and solidarity activities and/or union
items accessible to all members of the Local
and these funds cannot be used to purchase
alcohol.*

*The unused rebate allowance monies
shall go back to the Locals General Fund at
the end of each fiscal year.*

*These expenses must be pre-
authorized at a monthly general membership
meeting and by the Local Executive
Committee.*

RÉSOLUTION N° 161

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 161.

Paragraphe 10.01

ATTENDU QUE le palier national du Syndicat doit trouver des façons d'épargner;

ATTENDU QU'il y a dédoublement de certaines tâches;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer une permanente ou un permanent syndical national au paragraphe 10.01 des statuts nationaux et de modifier le premier paragraphe comme suit :

« Trois permanentes ou permanents syndicaux nationaux travaillent dans la section des griefs et de l'arbitrage en collaboration avec la dirigeante ou le dirigeant national des griefs. Au moins une de ces personnes s'occupe des griefs de langue française et au moins une autre s'occupe des griefs de langue anglaise. »

RÉSOLUTION N° 162

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 162.

Paragraphe 10.01

ATTENDU QUE le palier national du Syndicat doit trouver des façons d'épargner;

ATTENDU QU'il y a dédoublement de certaines tâches;

RESOLUTION NO 161

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 161.

Section 10.01

WHEREAS the National Union needs to find ways to save money;

WHEREAS there is duplication of work;

BE IT RESOLVED SECTION 10.01 of the National Constitution be amended to remove one national Union representative from the first paragraph and the first paragraph to read:

“Three National Union Representatives work in the grievance-arbitration section in conjunction with the National Grievance Officer, with at least one dealing with French grievances and at least one dealing with English grievances.”

RESOLUTION NO 162

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 162.

Section 10.01

WHEREAS the National Union needs to find ways to save money;

WHEREAS there is duplication of work;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 10.01 des statuts nationaux afin d'éliminer un poste de permanente ou permanent syndical national et de combiner les tâches indiquées aux deuxième et troisième paragraphes comme suit :

« Une permanente ou un permanent syndical national travaille dans la section des griefs et de l'arbitrage en collaboration avec la dirigeante ou le dirigeant national des griefs pour s'occuper principalement des questions relatives à la santé et à la sécurité, à l'indemnisation des victimes d'accidents du travail, aux avantages sociaux, à l'assurance-emploi et aux régimes de retraite, ainsi qu'aux dossiers de consultation avec les employeurs. »

RÉSOLUTION N° 172

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 172.

Paragraphe 10.13

ATTENDU QUE les déléguées et délégués syndicaux aux congrès précédents ont donné comme mandat au palier national de réduire ses dépenses et ses coûts;

ATTENDU QUE la région des Prairies est celle qui dessert le plus vaste territoire géographique;

ATTENDU QUE la région des Prairies réduit ses coûts en ayant recours à des plaideuses et plaideurs, plutôt qu'à des avocats, pour aider au travail du Syndicat;

ATTENDU QUE la présente résolution permettrait de réduire les coûts de déplacement, d'hébergement et d'allocations quotidiennes, tout en permettant d'accroître le temps de travail productif;

BE IT RESOLVED section 10.01 of the National Constitution be amended to remove one National Union Representative and to combined the duties of the second and third paragraphs to read:

“One National Union Representative works in the grievance-arbitration section in conjunction with the National Grievance Officer to deal primarily with Health and Safety, Workers compensation, benefit plans, employment insurance, pension and consultation with employers”.

RESOLUTION NO 172

Prairie Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 172.

Section 10.13

WHEREAS the National Union has been tasked at the previous Conventions to curb its expenditures/costs;

WHEREAS the Prairie Region has the largest geographical area to service;

WHEREAS the Prairie Region elects to reduce cost by not utilizing a lawyer and elects to use Workers Advocates to assist in the work of the union;

WHEREAS the following resolution would reduce costs of travel, lodging, per diem and increase productive work time;

ATTENDU QUE nous devons continuer de poursuivre des façons de former une relève sans créer de barrières à cet égard;

ATTENDU QU'il est nécessaire de créer un nombre accru d'occasions de leadership, d'éducation et de formation à l'intention des grandes et des petites sections locales relativement au travail du Syndicat;

ATTENDU QUE l'apport des plaideuses et plaideurs est essentiel aux régions pour leur permettre d'accomplir le travail du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 10.13 des statuts nationaux pour indiquer que des plaideuses et plaideurs sont désignés par la directrice ou le directeur national parmi le bassin de dirigeantes et dirigeants locaux et de déléguées et délégués syndicaux de la région, en consultation avec les sections locales, et que le processus de sélection se fait annuellement au moyen d'un appel de candidatures.

RÉSOLUTION N° 173

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 173.

Paragraphe 10.14

ATTENDU QUE les coûts liés aux honoraires juridiques et aux frais d'arbitrage comptent parmi les plus importants du Syndicat;

ATTENDU QUE les statuts nationaux comportent déjà des dispositions sur le recours à des plaideuses et plaideurs syndicaux;

WHEREAS we need to continue ways to build secondary leadership without creating barriers;

WHEREAS there is a need for greater leadership, education and training opportunities for both large and small locals to do the work of the union;

WHEREAS Worker Advocates are essential to the Regions to ensure the work of the union is advancing

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 10.13 of the National Constitution be amended to state Worker Advocates are to be selected by the National Director from among the Local Officers and Shop Steward body in their respective regions, after consultation with Locals. The selection process shall by way of a call through an application process occurring once per year.

RESOLUTION NO 173

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 173.

Section 10.14

WHEREAS the cost of legal fees and arbitration fees are one of the largest expenditures of the Union;

WHEREAS our National Constitution already has provisions for the use of Worker Advocates;

ATTENDU QUE la charge de travail des dirigeantes et dirigeants régionaux a augmenté depuis l'entrée en vigueur du programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD), car ils doivent aider les membres relativement au processus d'appel;

ATTENDU QUE les statuts nationaux précisent que les plaideuses et plaideurs reçoivent une formation pour l'arbitrage régulier et les dossiers portés en appel devant une commission des accidents du travail;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil exécutif national examine la possibilité d'offrir une formation aux plaideuses et plaideurs relativement au processus d'appel du PAICD et que des plaideuses et plaideurs soient choisis par la directrice ou le directeur national pour aider les membres qui ont un dossier en appel aux termes du PAICD.

RÉSOLUTION N° 175

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 175.

Paragraphe 11.02

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le programme d'éducation n'ait pas lieu plus d'une fois aux deux ans;

Parce que les coûts du programme d'éducation sont élevés et que les finances sont au plus bas.

RÉSOLUTION N° 178

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 178.

Paragraphe 11.16

WHEREAS Regional Officers workloads have increased with the introduction of the short-term disability plan (STDP) with having to assist the membership with the appeal process;

WHEREAS our National Constitution speaks of Worker Advocates being trained for and used in regular arbitration and WCB/WSIB appeals;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that the National Executive Board explore the rationale in having Worker Advocates trained in STDP appeals process and to be selected by the National Director to assist members in their STDP appeals.

RESOLUTION NO 175

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 175.

Section 11.02

BE IT RESOLVED that the National Education Program not be held more than once every two years;

Because the cost of the education program is high and finances are at their lowest.

RESOLUTION NO 178

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 178.

Section 11.16

ATTENDU QU'aux termes du paragraphe 11.16 des statuts nationaux, les régions sont tenues de publier un journal régional;

ATTENDU QU'il n'est pas réaliste d'exiger qu'elles publient un tel journal **quatre** fois par année;

ATTENDU QUE le Syndicat est maintenant doté d'un site Web national et d'une présence sur les réseaux sociaux auxquels tous les membres peuvent avoir accès;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer le paragraphe 11.16 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le palier national du Syndicat crée sur son site Web des liens vers des pages régionales qui seront maintenues par le palier national à l'aide de l'information fournie par chaque bureau régional.

RÉSOLUTION N° 179

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 179.

Article 12

ATTENDU QU'UN certain nombre de membres travaillent pour le Syndicat depuis de nombreuses années sans avoir été élus à un poste;

ATTENDU QUE des membres ayant la formation et les aptitudes nécessaires ne sont jamais pris en considération;

QU'IL SOIT RÉSOLU que tous les postes nominatifs d'une durée de trois (3) mois ou plus soient affichés pour que tous les membres puissent postuler ces emplois en soumettant une demande au Conseil exécutif national.

WHEREAS Regions are responsible to do a Regional Journal as per 11.16 of the National constitution;

WHEREAS the requirement to do this **4** times a year is not realistic;

WHEREAS The Union now has a national website and social media presence for all members to access;

THEREFORE BE IT RESOLVED that 11.16 be removed from the constitution;

BE IT FURTHER RESOLVED that the National Union make the website have links to a regional page(s) that will be maintained by the National Union with the information being provided by each Regional office.

RESOLUTION NO 179

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 179.

Article 12

WHEREAS some members have been working for the Union for many years without being elected;

WHEREAS some members with training and aptitude are never considered;

THEREFORE BE IT RESOLVED all appointed positions of three (3) months or more must be posted for the membership to have an opportunity to apply and the NEB will consider all applicants.

**RÉSOLUTION MIXTE N° 3 QUI
REJOINT L'INTENTION DES
RÉSOLUTIONS N°S 181, 182 ET 184**

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution mixte n° 3 qui rejoint l'intention des résolutions n°s 181, 182 et 184.

Article 12

ATTENDU QUE les membres du STTP sont les mieux placés pour défendre les intérêts du Syndicat et bien comprendre les enjeux qui les concernent;

ATTENDU QUE le STTP offre d'excellentes formations permettant aux membres d'élargir leurs connaissances;

ATTENDU QUE l'article 12 des statuts nationaux prévoit l'embauche de spécialistes dans divers domaines afin de rendre des services au Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil exécutif national fasse d'abord appel aux membres en règle du STTP, en affichant les postes disponibles à leur intention, pour travailler sur tout projet ou campagne mis de l'avant par le Syndicat;

Et qu'aucune embauche de spécialistes ne puisse être faite si nos membres possèdent ou peuvent acquérir des compétences spécifiques reliées à ce projet ou campagne.

RÉSOLUTION N° 185

Conférence régionale du Toronto métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 185.

Article 12

**COMPOSITE RESOLUTION NO. 3 TO
COVER THE INTENT OF
RESOLUTIONS NOS. 181, 182 AND 184**

The Committee unanimously recommends adoption of composite resolution no. 3 to cover the intent of resolutions nos. 181, 182 and 184.

Article 12

WHEREAS CUPW members are in the best position to defend the Union's interests and to really understand the issues of concern to them;

WHEREAS CUPW provides members with excellent educational opportunities to develop their knowledge;

WHEREAS Article 12 of the National Constitution provides for the hiring of specialists from different fields to serve the Union;

BE IT RESOLVED that the National Executive Board first turn to CUPW members in good standing, by informing them of available positions through a posting, to work on any project or campaign of the Union;

And that no specialists be hired when our members have or can acquire the specific expertise for such projects or campaigns.

RESOLUTION NO 185

Metro-Toronto Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 185.

Article 12

ATTENDU QUE les nominations faites à certains postes nominatifs donnent l'impression d'être permanentes;

ATTENDU QUE les membres de la base ne savent pas qu'il leur est possible de présenter leur candidature à un poste nominatif;

ATTENDU QUE, s'ils veulent être réélus, les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux doivent se présenter au congrès national;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dès le début d'un mandat, les postes nominatifs soient annoncés aux membres pour qu'ils puissent poser leur candidature. Une marche à suivre est appliquée, et le Conseil exécutif national nouvellement formé passe en revue les candidatures. Tous les six mois, les dirigeantes et dirigeants de qui relèvent les membres nommés doivent présenter au Conseil exécutif national un rapport écrit sur le travail que ces membres ont accompli dans le cadre du mandat;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le travail accompli par les membres nommés soit examiné tous les six mois par le Conseil exécutif national pour qu'il décide du renouvellement ou non de leur nomination;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE les dirigeantes et dirigeants responsables des membres nommés doivent présenter, au congrès national, un rapport écrit sur le travail accompli par ces membres.

WHEREAS some appointed positions are perceived as permanent appointment;

WHEREAS members on the work floor are unaware of opportunities to apply for appointed positions; a

WHEREAS as elected Officers and Union Representatives have to stand for re-election at National Convention;

THEREFORE BE IT RESOLVED at the start of all new mandates, appointed positions need to be advertised to the entire membership so that all members have an opportunity to apply. There will be an application process and the newly elected National Executive Board will review all applications. The Officers responsible for the appointees must submit a semi-annual written report to the National Executive Board on the work the appointees have performed during the mandate;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that the work being done will be reviewed by the National Executive Board on a semi-annual basis to determine whether or not said appointments shall be renewed;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that the Officers responsible for the appointees must also submit a full written report at National Convention of the work they have accomplished.

RÉSOLUTION N° 193

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption du « QU'IL SOIT RÉSOLU » et du « QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU » de la résolution n° 193.

ATTENDU QUE la droite économique se coordonne pour diviser et mettre à genoux les groupes syndiqués et non syndiqués au Canada mais aussi partout dans le monde;

ATTENDU QUE les attaques portées contre le mouvement ouvrier sur, entre autres, nos fonds de pensions, l'implantation de clause orpheline ou grand-père, le dépôt d'injonctions et de lois spéciales sont générales et reviennent d'un lieu de travail à l'autre;

ATTENDU QUE les attaques subies par le STTP sont les mêmes que subissent les autres groupes de travail;

ATTENDU QUE les syndicats visés par des reculs ont tendance à mener leurs luttes de façon individuelle;

ATTENDU QU'en procédant ainsi, la droite économique a tout à gagner du manque d'unité du mouvement ouvrier et qu'un jour ou l'autre un syndicat pliera sur des reculs importants et créera un précédent qui sera utilisé pour faire pression sur d'autres travailleurs et travailleuses;

ATTENDU QU'il est impératif que le mouvement ouvrier réponde rapidement et de façon coordonnée face aux reculs pouvant avoir un impact général sur les travailleurs et travailleuses et ce, peu importe leurs affiliations syndicales ou le statut des travailleurs et travailleuses visés;

RESOLUTION NO 193

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of the “BE IT RESOLVED” and “BE IT ALSO RESOLVED” of resolution no. 193.

WHEREAS the economic right is coordinating action to divide and bring to their knees unionized and non-unionized groups in Canada and around the world;

WHEREAS attacks on the labour movement regarding, among others, our pension plans, implementing grandfather or orphan clauses, filing injunctions and special legislation, are common and being taken in workplaces everywhere;

WHEREAS CUPW is suffering the same kind of attacks as other labour groups;

WHEREAS unions faced with rollbacks tend to carry out their struggles individually;

WHEREAS in doing so, the economic right has everything to gain from disunity in the labour movement, and that, eventually, a union may concede to significant rollbacks and create a precedent that will be used to pressure other workers;

WHEREAS the labour movement must absolutely provide a quick and concerted response to rollbacks that could have widespread impact on workers, regardless of their labour affiliations or status;

ATTENDU QUE la solidarité envers les travailleurs et travailleuses à un effet d'entraînement qui favorise un geste de solidarité à un prochain groupe dans le besoin;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le syndicat national crée des comités régionaux d'actions solidaires directes;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE ce comité d'actions solidaires directes coordonne la mise sur pied d'une liste de travailleurs et travailleuses des postes prêts, disponibles et bénévoles pour faire des actions solidaires directes;

RÉSOLUTION N° 237

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 237.

ATTENDU QUE plusieurs membres ne peuvent assister aux formations syndicales;

ATTENDU QUE ces formations coûtent cher;

ATTENDU QUE la technologie nous le permet;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'instaurer un programme de formation en ligne et d'ajouter l'alinéa f) suivant au paragraphe 4.69 :

4.69 f) Formation et documentation en ligne.

RÉSOLUTION N° 241

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 241.

WHEREAS solidarity with workers has a ripple effect on other groups in need;

BE IT RESOLVED that the national union establish regional direct solidarity action committees;

BE IT ALSO RESOLVED that these direct solidarity action committees coordinate the development of a list of workers who would be ready, willing and able to take direct solidarity action;

RESOLUTION NO 237

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 237.

WHEREAS many members are unable to attend union education courses;

WHEREAS these education courses are expensive;

WHEREAS technology allows for online education;

BE IT RESOLVED to implement an online education program and add the following paragraph (f) to section 4.69:

4.69 (f) Online courses and information.

RESOLUTION NO 241

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 241.

ATTENDU QUE les membres, les déléguées et délégués des sections locales ont fréquemment des questions d'interprétation concernant la convention collective;

ATTENDU QUE ces questionnements imposent une surcharge de travail aux sections locales, ainsi qu'aux déléguées et délégués;

ATTENDU QUE le perfectionnement de la connaissance des membres permettrait une meilleure défense de leurs droits, tout en favorisant rapidement le règlement de certaines problématiques;

ATTENDU QUE l'interprétation de certaines clauses de la convention collective sont déjà disponibles au palier national et que d'autres pourraient être élaborées;

ATTENDU QUE le site du national est une plaque tournante où nos membres peuvent accéder à un bon nombre d'informations au sujet de l'organisation et de ses enjeux;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter un onglet « questions conventionnelles fréquentes (QCF) » au site internet du national;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que ce nouvel onglet soit divisé par articles et clauses de la convention collective, et ce, dans un langage clair;

WHEREAS local members and stewards often have questions regarding the interpretation of the collective agreement;

WHEREAS these questions entail an extra workload for locals and stewards;

WHEREAS improving members' knowledge would make it possible to better defend their rights and help quickly settle certain problems;

WHEREAS interpretations of certain collective agreement provisions are already available at the national level, and others could be developed;

WHEREAS CUPW's national website is a hub that provides members with access to a large amount of information on the organization and its issues;

BE IT RESOLVED that a tab on frequently-asked questions be added to the national website;

BE IT ALSO RESOLVED that this new tab be organized by collective agreement articles and clauses, and that it be drafted in clear language;

RÉSOLUTIONS MIXTES

COMPOSITE RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 21

Conférence régionale du Montréal métro

Article 4 – Nouveau : Comité des jeunes

ATTENDU QUE les jeunes sont sous-représentés dans nos instances syndicales;

ATTENDU QUE nous avons besoin de relève informée et mobilisée;

ATTENDU QUE les jeunes sont les mieux placés pour interpeller les autres jeunes;

ATTENDU QUE le Comité des jeunes n'est pas reconnu dans les statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Comité des jeunes soit reconnu à l'article 4 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU qu'un budget soit alloué au Comité des jeunes comparable à celui prévu aux paragraphes 7.58 et 7.59 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 72

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 5.19

PARCE QUE les jeunes travailleurs et travailleuses occupent une place de plus en plus importante au sein du mouvement syndical;

RESOLUTION NO 21

Metro-Montreal Regional Conference

Section 4 – New: Youth Committee

WHEREAS young workers are underrepresented in all our union bodies;

WHEREAS we need a future generation of informed and mobilized members;

WHEREAS young workers are the ones best positioned to reach out to their peers;

WHEREAS a Youth Committee is not recognized in the National Constitution;

BE IT RESOLVED that a Youth Committee be recognized under Section 4 of the National Constitution;

BE IT ALSO RESOLVED that a budget be allocated to the Youth Committee that is comparable to that provided under sections 7.58 and 7.59 of the National Constitution.

RESOLUTION NO 72

Pacific Regional Conference

Section 5.19

BECAUSE young workers are becoming an increasingly important voice within the labour movement;

PARCE QUE les jeunes travailleurs et travailleuses font l'objet d'une discrimination de plus en plus marquée sur le marché du travail en raison des régimes salariaux à paliers multiples;

PARCE QUE les emplois permanents à plein temps sont de moins en moins nombreux en raison de la suppression de postes et de l'augmentation du nombre d'emplois temporaires et à temps partiel;

PARCE QUE le chômage et le sous-emploi chez les jeunes n'ont jamais été aussi élevés;

PARCE QUE, au Canada, l'âge minimal légal pour travailler ne cesse de diminuer, au point où la Colombie-Britannique et l'Alberta l'ont réduit à douze (12) ans;

PARCE QUE les jeunes travailleurs et travailleuses risquent davantage d'être tués au travail;

PARCE QUE les difficultés qui se posent aux jeunes travailleurs et travailleuses diffèrent souvent de celles que rencontrent les travailleuses et travailleurs « plus âgés »;

NOUS VOULONS que chaque dirigeante et dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation (DRÉO) forme un comité régional des jeunes travailleurs et travailleuses composé de membres âgés de trente (30) ans ou moins. Les comités régionaux communiquent par conférence téléphonique au moins une fois par mois pour discuter des questions touchant les jeunes travailleurs et travailleuses et mettre sur pied des campagnes de sensibilisation et offrir leur soutien aux campagnes menées par les comités de jeunes travailleurs et travailleuses des fédérations du travail et du Congrès du travail du Canada.

BECAUSE young workers are increasingly discriminated against in the job market through split-level wage systems;

BECAUSE permanent full-time work is becoming less frequent due to jobs being eliminated and an increase in temporary and part-time work;

BECAUSE youth unemployment and under-employment is at an all-time high;

BECAUSE there has been a steady erosion of minimum age laws in Canada, to the point where the provinces of British Columbia and Alberta have lowered the minimum working age to twelve (12) years;

BECAUSE young workers are more likely to be killed on the job;

BECAUSE the issues facing young workers are often different than that of "more seasoned" workers;

WE WANT the REOO (Regional Education & Organizing Officer) of each region to create a Regional Young Worker Committee for members thirty (30) years of age and younger. These committees will communicate by conference call at least once a month to talk about Young Worker issues and create campaigns to get more people involved as well as offer support to the Federations of Labour/CLC Young Worker Committees and their young worker campaigns.

RÉSOLUTION N° 63

Conférence régionale de l'Atlantique

Article 5

ATTENDU QU'IL est préférable de procéder à des élections par les membres qu'à des nominations par le Conseil exécutif national;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article 5 :

« Dans le cas de l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains, des élections ont lieu aux conférences régionales pré-négociations pour élire une négociatrice et un négociateur et deux membres suppléants par région, en lien avec le paragraphe 6.10. »

RÉSOLUTION N° 80

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 6.03

ATTENDU QUE le Syndicat assure déjà une partie du suivi;

ATTENDU QUE chaque région doit être représentée;

ATTENDU QUE les membres constituent l'autorité suprême du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 6.03 comme suit :

RESOLUTION NO 63

Atlantic Regional Conference

Article 5

WHEREAS elections by the membership are better than appointment by the NEB;

THEREFORE BE IT RESOLVED Article 5 be amended to add:

“In the case of Urban and Rural and Suburban bargaining unit, pre-negotiations Regional Conferences elections will be held for negotiator and two alternates for that Region in conjunction with section 6.10.”

RESOLUTION NO 80

Atlantic Regional Conference

Section 6.03

WHEREAS the Union is already doing some of the following;

WHEREAS each Region needs representation;

WHEREAS the membership is the highest authority;

THEREFORE BE IT RESOLVED section 6.03 be amended to read:

Les paragraphes 6.04 à 6.21 et 7.48 à 7.51 ne s'appliquent qu'à l'unité de négociation de l'exploitation postale urbaine et à l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains. Si les négociations collectives de ces deux unités ont lieu en même temps, un comité mixte est formé et le Conseil exécutif national élit un des deux membres de chaque région qui avaient été élus aux conférences régionales conformément au paragraphe 6.10 c). Le Comité est formé de quatre membres de chaque unité. Dans le cas des autres unités de négociation, le Conseil exécutif national détermine des règles appropriées concernant la préparation des revendications syndicales, la composition des comités de négociation et les procédures internes conformément aux principes généraux qui découlent des paragraphes 6.04 à 6.21.

RÉSOLUTION N° 82

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 6.10 a), c) et d)

ATTENDU QUE les dispositions des statuts nationaux sont trop restrictives;

ATTENDU QUE bon nombre de membres du Conseil refusent de soumettre leur candidature pour le poste de négociatrice ou négociateur en chef;

ATTENDU QU'IL est préférable de procéder à des élections par les membres qu'à des nominations par le Conseil exécutif national;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 6.10 a) comme suit :

- a) « un membre en règle élu par le Conseil exécutif national pour agir à titre de négociatrice ou négociateur en chef; »

Section 6.04 to 6.21 and 7.48 to 7.51 apply only to the Urban Operations and Rural and Suburban Mail Carriers bargaining units. In the event that both units are bargaining simultaneously the committee will be joined and the NEB will elect one of the two members from each Region that were elected at Regional Conferences under section 6.10 (c). The committee shall be composed of four members of each unit. In cases of other bargaining units, the National Executive Board shall determine appropriate rules regarding the preparation of Union demands, composition of negotiating committees and internal procedure in keeping with the general principals that flow from sections 6.04 to 6.21.

RESOLUTION NO 82

Atlantic Regional Conference

Section 6.10 (a), (c) and (d)

WHEREAS the wording of the Constitution is too restrictive;

WHEREAS many people on the NEB refuse to be considered for the position of Chief Negotiator;

WHEREAS elections by the membership are being better than appointments by the NEB;

THEREFORE BE IT RESOLVED section 6.10 (a) be amended to read,

- (a) "A member in good standing elected by the National Executive Board to act as the Chief Negotiator."

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de modifier le paragraphe 6.10 c) et d'ajouter un paragraphe d), comme suit :

- c) « Un membre en règle de chaque région est élu à la conférence régionale qui précède le début des négociations, conformément au paragraphe 5.01. Ces membres seront automatiquement délégués à la réunion des présidentes et présidents à laquelle ils sont tenus de participer. »
- d) « Le comité compte au moins un (1) anglophone, un (1) francophone et une (1) femme. Si les élections prévues au paragraphe 6.10 c) ne permettent pas de satisfaire à cette exigence, le Conseil exécutif national nomme des membres additionnels pour y satisfaire. »

THEREFORE BE IT RESOLVED section 6.10 (c) be amended to read and to add (d):

- (c) “One member in good standing from each region that will be elected at the Regional Conference prior to the commencement of negotiations as per section 5.01. These members will be automatic delegates at the presidents’ meeting they are assigned to attend.”
- (d) “The committee shall have at least one (1) Anglophone, one (1) Francophone and one (1) woman; if those conditions are not accomplished by the elections in section 6.10 (c), the National Executive Board will appoint extra members to achieve this standard.”

RÉSOLUTION N° 71

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 5.19 h)

ATTENDU QUE des régions se sont retrouvées sans vote et parfois sans droit de parole au sein du Conseil exécutif national;

ATTENDU QUE les dispositions des statuts nationaux sont trop restrictives;

QU'IL SOIT RÉSOLU que chaque région ait droit de parole et de vote à toutes les réunions du Conseil exécutif national.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de modifier l'alinéa 5.19 h) comme suit :

« elle ou il remplace la directrice ou le directeur national aux réunions du Conseil exécutif national avec le droit de parole et le droit de vote, si la directrice ou le directeur national n'est pas en mesure d'y assister »;

RESOLUTION NO 71

Atlantic Regional Conference

Section 5.19 (h)

WHEREAS Regions have been left without a vote and sometimes voice on the NEB;

WHEREAS the wording of the constitution is too restrictive;

BE IT RESOLVED that each region should have voice and vote at every National Executive Board meeting.

BE IT FURTHER RESOLVED that section 5.19 (h) be amended as follows:

“They will replace the National Director at the National Executive Board Meetings, with voice and vote, in the event the National Director is unable to attend”;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que cette mesure vise toutes les réunions et les tâches du Conseil exécutif national, y compris, mais sans s'y restreindre, les votes tenus « par télécopieur ».

RÉSOLUTION N° 74

Conférence régionale du Pacifique

Alinéa 5.19 h)

ATTENDU QUE chaque région du STTP devrait pouvoir exercer son droit de parole et son droit de vote à chacune des réunions du Conseil exécutif national;

ATTENDU QUE le texte actuel du paragraphe 5.19 des statuts nationaux retranche le vote d'une région si le poste de directrice ou directeur national est vacant ou si la ou le titulaire du poste est absent;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le texte du paragraphe 5.19 comme suit :

Les responsabilités de la dirigeante ou du dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation sont les suivantes :

5.19 h) : elle ou il remplace, avec droit de parole et droit de vote, la directrice ou le directeur national aux réunions du Conseil exécutif national, y compris aux réunions prévues à l'article 6, en cas d'incapacité ou d'absence de la directrice ou du directeur national ou en cas de vacance à ce poste.

BE IT FURTHER RESOLVED this includes all meetings and duties of the NEB including but not limited to "fax votes".

RESOLUTION NO 74

Pacific Regional Conference

Section 5.19 (h)

WHEREAS each region of CUPW should have both a voice and a vote on the National Executive Board;

WHEREAS the current language of section 5.19 of the Constitution takes away a region's vote in the event of a vacancy or absence in the position of National Director;

BE IT RESOLVED that the language of section 5.19 is changed as follows:

The duties of the Regional Education and Organization Officer shall be as follows:

5.19 (h): he/she will replace the National Director at National Executive Board meetings, with voice and vote, in the event of the incapacity or absence of the National Director, or should the position of National Director become vacant, including all meetings provided for in Article 6.

RÉSOLUTION N° 110

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.31

ATTENDU QUE les dirigeantes et dirigeants syndicaux à plein temps ont eux aussi besoin d'une journée de congé;

ATTENDU QUE le Syndicat témoigne régulièrement de cas de surcharge et d'épuisement;

ATTENDU QUE « causer du tort à l'un d'entre nous, c'est causer du tort à tous »;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.31 de la façon suivante :

« Les dirigeantes et dirigeants nationaux et régionaux et les permanentes et permanents syndicaux sont appelés à travailler régulièrement un nombre d'heures et selon des horaires qui ne sont pas soumis aux dispositions des conventions collectives régissant les membres. En conséquence, aucune rémunération additionnelle n'est versée pour des heures supplémentaires effectuées un jour férié, un jour de congé annuel, un jour de congé spécial, un jour de congé de comparution, un samedi ou un dimanche et aucun congé ou remise en temps ne peut être accordé pour compenser les heures supplémentaires ainsi effectuées. **Si une activité visée par les statuts nationaux, y compris un séminaire d'éducation, un vote de grève ou un vote de ratification, se tient un samedi ou un dimanche, et qu'une dirigeante, un dirigeant, une permanente ou un permanent syndical est tenu d'y assister, il est permis à cette personne de prendre une journée de congé un autre jour de la même semaine. »**

RESOLUTION NO 110

Atlantic Regional Conference

Section 7.31

WHEREAS even full-time officers need a day off;

WHEREAS we witness overload and burnout on a regular basis;

WHEREAS an injury to one is an injury to all;

THEREFORE BE IT RESOLVED section 7.31 be amended to read:

"National and Regional officers and Union representatives shall be required to work regular hours, days and schedules that are not subject to the provisions of the collective agreements covering the members. Accordingly, no additional pay shall be provided for overtime worked on a holiday, during annual leave, special leave, court leave, Saturday or Sunday, and no leave or time off shall be provided to compensate for such overtime. **If constitutional events are scheduled for Saturday or Sunday, including educationals, strike votes, ratification votes, and the officer or union representative is required to attend the officer or union representative will have an alternate day of rest that week.**"

RÉSOLUTION N° 111

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.31 - Nouveau alinéa à ajouter

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE toute personne élue à plein temps travaillant pour le Syndicat ne soit jamais forcée de travailler plus de cinq (5) jours consécutifs.

RESOLUTION NO 111

Quebec Regional Conference

Section 7.31 - New paragraph to be added

BE IT RESOLVED that any elected individual working full-time for the Union never be required to work more than five (5) consecutive days.

RÉSOLUTION N° 157

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 9.37

ATTENDU QUE les travailleuses et les travailleurs de Postes Canada (comme tous les autres travailleuses et travailleurs) sont sociables et influencé(e)s par le biais des activités sociales auxquelles elles et ils participent;

ATTENDU QUE le STTP fait la promotion de l'égalité, la vie sociale, la famille et qu'il encourage l'engagement syndical;

ATTENDU QU'il est souhaitable que les sections locales soient autorisées à dépenser des fonds afin de payer des articles ou organiser des activités qui ne sont pas visés par les statuts nationaux, à même leurs ristournes locales;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter le paragraphe qui suit au paragraphe 9.37 de nos statuts nationaux :

« Les sections locales sont autorisées à dépenser annuellement un maximum de 10,00 \$ par membre, pourvu que cela ne nuise en rien aux activités officielles de la section locale »;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU d'ajouter le paragraphe qui suit au paragraphe 9.37 de nos statuts nationaux :

RESOLUTION NO 157

Metro-Montreal Regional Conference

Section 9.37

WHEREAS workers at Canada Post (like all other workers) are social beings by nature and are influenced through social activities;

WHEREAS CUPW promotes equality, social and family life, and encourages involvement in the union;

WHEREAS locals should be authorized to use their rebate to pay items or organize activities that are not covered under the National Constitution;

BE IT RESOLVED that the following be added to section 9.37 of the National Constitution:

“Locals shall be authorized to spend up to a maximum of \$10.00 per member each year, provided these expenses do not in any way affect the local's official union activities.”

BE IT ALSO RESOLVED that the following paragraph be added to section 9.37 of the National Constitution:

« Ces dépenses doivent être préalablement approuvées par une assemblée générale mensuelle et par un Comité exécutif local ».

RÉSOLUTION N° 158

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 9.37

ATTENDU QUE nous sommes aux prises avec des attaques sans précédent de la part de Postes Canada et du gouvernement fédéral;

ATTENDU QUE les membres se sentent déconnectés du Syndicat;

ATTENDU QUE la tenue d'activités sociales pour créer des liens de solidarité est essentielle aux efforts de mobilisation interne;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dans le cadre des règlements des sections locales, les comités exécutifs locaux du STTP aient la possibilité de soustraire des ristournes qui leur sont versées jusqu'à dix (10) dollars par membre par année pour financer des activités sociales et des articles promotionnels destinés à favoriser la solidarité syndicale et la participation des membres à la vie syndicale;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le fonds local d'activités sociales et de solidarité soit administré par le comité exécutif de chaque section locale et qu'il serve uniquement au financement d'activités sociales et de solidarité ou à l'achat d'articles promotionnels du Syndicat à l'intention des membres de la section locale, l'argent ne pouvant servir à l'achat d'alcool;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE les sommes ainsi déduites qui n'ont pas été utilisées soient déposées dans le fonds général de la section locale à la fin de chaque année financière.

“These expenses must be pre-authorized at a monthly general membership meeting and by the Local Executive Committee.”

RESOLUTION NO 158

Pacific Regional Conference

Section 9.37

WHEREAS we are facing unprecedented attacks from Canada Post and the Federal Government;

WHEREAS our members are feeling disconnected from our Union;

WHEREAS solidarity building social activities are crucial to our internal organizing efforts;

THEREFORE BE IT RESOLVED the CUPW Local Executive Committees have the option to spend up to a maximum of ten (10) dollars per member per year out of their local rebate, within their local bylaws, to fund social activities, solidarity activities and Union items that would promote Union solidarity and members participation;

BE IT FURTHER RESOLVED that this Local Social and Solidarity Fund shall be administered by the Local Executive Committee and shall be solely for the use of social and solidarity activities and/or union items accessible to all members of the Local and these funds cannot be used to purchase alcohol;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that the unused rebate allowance monies shall go back to the Locals General Fund at the end of each fiscal year.

RÉSOLUTION N° 181

Conférence régionale du Québec

Article 12

ATTENDU QUE les membres du STTP sont les mieux placés pour défendre les intérêts du Syndicat et bien comprendre les enjeux qui les concernent;

ATTENDU QUE le STTP offre d'excellentes formations permettant aux membres d'élargir leurs connaissances;

ATTENDU QUE l'article 12 des statuts nationaux prévoit l'embauche de spécialistes dans divers domaines afin de rendre des services au Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil exécutif national fasse d'abord appel aux membres du STTP pour travailler sur tout projet ou campagne mis de l'avant par le Syndicat;

Et qu'aucune embauche de spécialistes ne puisse être faite si nos membres possèdent ou peuvent acquérir des compétences spécifiques liées à ce projet ou campagne.

RÉSOLUTION N° 182

Conférence régionale du Montréal métro.

Article 12

ATTENDU QUE les membres du STTP sont les mieux placés pour défendre les intérêts du Syndicat et bien comprendre les enjeux qui les concernent;

ATTENDU QUE le STTP offre d'excellentes formations permettant aux membres d'élargir leurs connaissances;

RESOLUTION NO 181

Quebec Regional Conference

Article 12

WHEREAS CUPW members are in the best position to defend the Union's interests and to really understand the issues of concern to them;

WHEREAS CUPW provides members with excellent educational opportunities to develop their knowledge;

WHEREAS Article 12 of the National Constitution provides for the hiring of specialists from different fields to serve the Union;

BE IT RESOLVED that the National Executive Board first turn to CUPW members to work on any project or campaign of the Union;

And that no specialists be hired when our members have or can acquire the specific expertise for such projects or campaigns.

RESOLUTION NO 182

Montreal Regional Conference

Section 12

WHEREAS CUPW members are in the best position to defend the Union's interests and to really understand issues of concern to them;

WHEREAS CUPW provides members with excellent educational opportunities to develop their knowledge;

ATTENDU QUE l'article 12 des statuts nationaux prévoit l'embauche de spécialistes dans divers domaines afin de rendre des services au Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil exécutif national fasse d'abord appel aux membres du STTP pour travailler sur tout projet ou campagne mis de l'avant par le Syndicat;

QU'ILSOIT DE PLUS RÉSOLU qu'aucune embauche de spécialistes ne puisse être faite si nos membres possèdent ou peuvent acquérir des compétences spécifiques reliées à ce projet ou campagne.

RÉSOLUTION N° 184

Conférence régionale du Centre

Article 12 Nouveau

ATTENDU QUE le bureau national du STTP a embauché des personnes à l'externe, c'est-à-dire qui ne travaillaient ni pour le Syndicat ni pour Postes Canada;

ATTENDU QUE l'embauche à l'externe coûte cher au Syndicat et, en bout de piste, aux membres;

ATTENDU QUE de nombreux membres du STTP ont sans doute les compétences, les études et l'expérience nécessaires pour accomplir le travail;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP affiche d'abord les postes à l'intention des membres en règle pour leur permettre de poser leur candidature avant de procéder à une embauche externe.

WHEREAS Article 12 of the National Constitution provides for the hiring of specialists from different fields to serve the Union;

BE IT RESOLVED that the National Executive Board first turn to CUPW members to work on any project or campaign of the Union;

BE IT ALSO RESOLVED that no specialists be hired when our members have or can acquire the specific expertise for such projects or campaigns.

RESOLUTION NO 184

Central Regional Conference

Article 12 New

WHEREAS CUPW National Office has hired employees to work in the National Office from different employers outside of the Union or the Corporation;

WHEREAS hiring externally like this is costly for the Union and ultimately the membership;

WHEREAS many members of CUPW on the work floor may have the necessary skills, education and experience to do this type of work;

THEREFORE BE IT RESOLVED that before hiring employees externally to work for CUPW that, CUPW first post these positions to all current members in good standing to allow them to apply for such positions.

RÉSOLUTIONS VISÉES PAR LA PARTIE 1

RESOLUTIONS COVERED IN PART 1

RÉSOLUTION N° 29

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 4.02

ATTENDU QUE, dans le cas d'un vote de grève ou d'un vote de ratification, les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux régionaux et nationaux élus ne peuvent exercer leur droit de vote que s'ils participent à l'assemblée de leur propre section locale;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dans le cas d'un vote de grève ou d'un vote de ratification, les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux régionaux et nationaux élus puissent voter dans le cadre de l'assemblée organisée par la section locale de la ville où se trouve le bureau syndical auquel ils sont rattachés.

RÉSOLUTION N° 31

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 4.02

ATTENDU QUE, dans le cas d'un vote de grève ou d'un vote de ratification, les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux régionaux et nationaux élus ne peuvent exercer leur droit de vote que s'ils participent à l'assemblée de leur propre section locale;

RESOLUTION NO 29

Metro-Toronto Regional Conference

Section 4.02

WHEREAS elected Regional Officers, Union Representatives and National Officers do not get a voice for any strike or ratification votes if they do not attend their Local vote meeting;

THEREFORE BE IT RESOLVED that elected Regional/National Officers and Union Representatives have a voice and vote at the Local in the city where their work office is located for any strike or ratification vote.

RESOLUTION NO 31

Metro-Toronto Regional Conference

Section 4.02

WHEREAS elected Regional Officers, Union Representatives and National Officers do not get a voice for any strike or ratification votes if they do not attend their Local vote meeting;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dans le cas d'un vote de grève ou d'un vote de ratification, les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux régionaux et nationaux élus puissent voter dans le cadre de l'assemblée organisée par la section locale de la ville où se trouve le bureau syndical auquel ils sont rattachés.

THEREFORE BE IT RESOLVED that elected Regional/National Officers and Union Representatives have a voice and vote at the Local in the city where their work office is located for any strike or ratification vote.

RÉSOLUTION N° 32

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.02

ÉTANT DONNÉ QUE les raisons qui amènent le Conseil exécutif national à demander un mandat de grève aux fins des négociations sont souvent très claires;

ÉTANT DONNÉ QUE les échéanciers jouent un rôle important dans l'obtention d'un mandat de grève;

ÉTANT DONNÉ QUE le processus actuel pour l'obtention d'un mandat de grève peut prendre jusqu'à six (6) semaines;

ÉTANT DONNÉ QUE, traditionnellement, le Syndicat a toujours obtenu un pourcentage d'approbation très élevé en ce qui concerne le mandat de grève;

ÉTANT DONNÉ QU'il est possible de communiquer clairement, à l'aide de notes d'animation et d'un tabloïd, les raisons de voter en faveur d'un mandat de grève;

NOUS VOULONS faire modifier le paragraphe 4.02 pour que le Conseil exécutif national élimine l'exigence imposée aux membres du Comité exécutif national, aux permanentes et permanents syndicaux nationaux, aux dirigeantes et dirigeants régionaux et aux permanentes et permanents syndicaux régionaux d'assister aux réunions de vote sur le mandat de grève.

RESOLUTION NO 32

Pacific Regional Conference

Section 4.02

SINCE the reason for the National Executive Board asking for a strike mandate for negotiations are often quite clear;

SINCE timelines can be important in obtaining a strike mandate;

SINCE the current process can take up to six (6) weeks to complete;

SINCE, historically, we get a very high percentage yes vote;

SINCE the reasons for voting "yes" for a strike mandate can be clearly communicated via speakers notes and the tabloid;

WE WANT section 4.02 amended to direct the National Executive Board to eliminate the requirement for a member of the National Executive Committee, National Union Representatives, Regional Officers and Union Representatives to attend meetings to vote on a strike mandate.

RÉSOLUTION N° 34

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.05

ATTENDU QUE les nominations faites à certains postes nominatifs donnent l'impression d'être permanentes;

ATTENDU QUE, s'ils veulent être réélus, les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux doivent se présenter au congrès national;

ATTENDU QUE les membres qui sont délégués au congrès ne savent pas qu'il leur est possible de présenter leur candidature à un poste nominatif;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dès le début d'un mandat, les postes nominatifs soient annoncés aux membres pour qu'ils puissent poser leur candidature. Une marche à suivre est appliquée, et le Conseil exécutif national nouvellement formé passe en revue les candidatures. Tous les six mois, les dirigeantes et dirigeants de qui relèvent les membres nommés présentent au Conseil exécutif national un rapport écrit sur le travail que ces membres ont accompli depuis le début du mandat.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le travail accompli par les membres nommés soit examiné tous les six mois par le Conseil exécutif national pour qu'il décide du renouvellement ou non de leur nomination.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE les dirigeantes et dirigeants de qui relèvent les membres nommés présentent au congrès un rapport écrit sur le travail des membres nommés.

RESOLUTION NO 34

Pacific Regional Conference

Section 4.05

WHEREAS some appointed positions are perceived as permanent appointments;

WHEREAS as elected officers and URs have to stand every convention for re-election;

WHEREAS members from the floor are unaware of the opportunity to apply for an appointed position;

THEREFORE BE IT RESOLVED at the start of all new mandates, appointed positions need to be advertised to the entire membership so that all members have an opportunity to apply. There will be an application process and the newly elected NEB will review all applications. The officers responsible for the appointees must submit a semi-annual written report to the NEB on the work the appointees have performed during the mandate.

BE IT FURTHER RESOLVED that the work being done will be reviewed by the NEB on a semi-annual basis to determine whether or not said appointments shall be renewed.

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED the officers responsible for the appointees must also submit a full written report to the Convention of the work accomplished.

RÉSOLUTION N° 183

Conférence régionale du Centre

Article 12 Nouveau

ATTENDU QUE les nominations faites à certains postes nominatifs donnent l'impression d'être permanentes;

ATTENDU QUE, s'ils veulent être réélus, les dirigeants, dirigeantes, permanentes et permanents syndicaux doivent se présenter au congrès national;

ATTENDU QUE les membres qui sont délégués au congrès ne savent pas qu'il leur est possible de présenter leur candidature à un poste nominatif;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dès le début d'un mandat, les postes nominatifs soient annoncés aux membres pour qu'ils puissent poser leur candidature. Une marche à suivre est appliquée, et le Conseil exécutif national nouvellement formé passe en revue les candidatures. Tous les six mois, les dirigeantes et dirigeants de qui relèvent les membres nommés doivent présenter au Conseil exécutif national un rapport écrit sur le travail que ces membres ont accompli depuis le début du mandat. Ils doivent aussi présenter au congrès un rapport écrit sur le travail des membres nommés;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le travail accompli par les membres nommés soit examiné tous les six mois par le Conseil exécutif national pour qu'il décide du renouvellement ou non de leur nomination

RESOLUTION NO 183

Central Regional Conference

Article 12 New

WHEREAS some appointed positions are perceived as permanent appointments;

WHEREAS as elected officers and Union Representatives have to stand every convention for re-election;

WHEREAS members from the floor unaware of the opportunity to apply for an appointed position;

THEREFORE BE IT RESOLVED at the start of all new mandates, appointed positions need to be advertised to the entire membership so that all members have an opportunity to apply. There will be an application process and the newly elected NEB will review all applications. The officers responsible for the appointees must submit a semi-annual written report to the NEB on the work the appointees have performed during the mandate. The officers responsible for the appointees must also submit a full written report to the Convention of the work accomplished;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that the work being done will be reviewed by the NEB on a semi-annual basis to determine whether or not said appointments shall be renewed.

RÉSOLUTION N° 37

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.07

ATTENDU QUE le CNDP recommande que le nom du groupe de travail LGBT (lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres) devienne LGBTQ, en y ajoutant la lettre « Q » pour « *queer* »;

ATTENDU QUE les paragraphes 4.07, 7.59 et 9.22 des statuts nationaux ne désignent pas la communauté LGBTQ de manière uniforme;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les mots « un pour les lesbiennes, les gais et les personnes transgenres » du paragraphe 4.07 des statuts nationaux soient remplacés par « un pour les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres ou *queer* » ou LGBTQ;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que tous les renvois aux personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles ou transgenres dans les statuts nationaux, à l'exception des politiques D-17 et D-18, soient remplacés par les « personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et *queer* (LGBTQ) » en vue d'assurer l'uniformité.

RESOLUTION NO 37

Atlantic Regional Conference

Section 4.07

WHEREAS the NHRC recommends that the name of the lesbians and gays and transgender people working group be changed to Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Queer (LGBTQ);

WHEREAS sections 4.07, 7.59 and 9.22 are not consistent in the identification of the LGBTQ community;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the phrase “lesbians and gays and transgender people” in the section 4.07 of the National Constitution be changed to “Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Queer and/or LGBTQ.”

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that, with exception of Policies D-17 and D-18, all references to the Lesbians, Gays, Bisexual or Transgender people be changed to “Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Queer (LGBTQ)” to ensure concurrence.

RÉSOLUTION N° 39

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 4.08 et 4.71

ATTENDU QUE les dispositions du paragraphe 4.08 des statuts nationaux n'incluent pas tous les groupes ni les termes courants utilisés pour désigner ces groupes;

RESOLUTION NO 39

Central Regional Conference

Sections 4.08 and 4.71

WHEREAS the language in section 4.08 of the Constitution does not include all groups or current language used to identify these groups;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les alinéas a) et b) du paragraphe 4.08 de manière à inclure tous les groupes et d'utiliser les termes courants servant à les désigner;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU de modifier le paragraphe 4.71 des statuts nationaux pour y inclure tous les groupes d'équité et d'utiliser les termes courants servant à les désigner.

RÉSOLUTION N° 41

Conférence régionale du Toronto métro

Alinéas 4.08 a) et b)

ATTENDU QUE les dispositions de l'alinéa 4.08 b) des statuts nationaux ne comprennent pas tous les groupes ni les termes courants utilisés pour désigner ces groupes;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les alinéas 4.08 a) et b) des statuts nationaux pour qu'ils comprennent tous les groupes qui revendiquent l'équité et qu'ils utilisent les termes courants pour désigner ces groupes.

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 4.08 (a) and (b) be amended to include all groups and use current language (terminology);

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 4.71 in the constitution be amended to include all equity groups and use the current language to identify these groups (terminology).

RESOLUTION NO 41

Metro-Toronto Regional Conference

Section 4.08 (a) and (b)

WHEREAS the language in section 4.08 (b) of the National Constitution does not include all groups or current language used to identify these groups;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that section 4.08 (a) and (b) of the National Constitution be amended to include all equity groups and use the current language to identify these groups.

RÉSOLUTION N° 47

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.11

ATTENDU QUE les itinéraires des factrices et facteurs ne cessent de s'allonger chaque fois qu'il y a une réorganisation;

ATTENDU QUE des itinéraires de factrices et facteurs sont éliminés chaque fois qu'il y a une réorganisation;

RESOLUTION NO 47

Pacific Regional Conference

Section 4.11

WHEREAS letter carrier routes continue to get longer with each restructure;

WHEREAS letter carrier routes are lost with restructures;

ATTENDU QUE les observatrices et observateurs syndicaux n'ont souvent pas l'expérience ni les connaissances nécessaires du SMIFF pour contester avec succès les agents de mesure des itinéraires durant les différentes étapes d'une réorganisation;

ATTENDU QUE les agents de mesure des itinéraires possèdent des années d'expérience et ont l'habitude d'établir des itinéraires en omettant des valeurs, ce qui donne lieu à des itinéraires surévalués;

ATTENDU QUE chaque itinéraire perdu correspond à un emploi perdu et qu'il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application intégrale du SMIFF;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le mandat du Comité national de la mesure du travail comprenne les dispositions suivantes :

Aider à la formation de comités régionaux de la mesure du travail qui sont composés de membres du STTP qui maîtrisent le SMIFF. Ces membres agissent à titre de mentor auprès des observatrices et observateurs syndicaux et, au besoin, leur fournissent de l'aide sur le terrain. Le Conseil exécutif national alloue à chacune des régions une enveloppe budgétaire destinée aux mentors pour que ces derniers puissent prêter main-forte aux sections locales où les observatrices et observateurs syndicaux ont peu d'expérience.

WHEREAS union observers often lack experience and education in the LCRMS to adequately challenge the Route Measurement Officers during the different stages of a restructure;

WHEREAS Route Measurement Officers have years of experience and have been known to build routes with missing values which results in over assessed routes;

WHEREAS the loss of routes is the loss of jobs and all measures to ensure the integrity of the LCRMS must be taken;

BE IT RESOLVED THAT the mandate of the National Work Measurement Committee shall include the following:

Assist in the establishment of a Regional Work Measurement Committee of CUPW members who are proficient in the LCRMS. These members will mentor union observers and provide onsite assistance where necessary. The National Executive Board shall establish budgetary provisions for restructure mentors in each region to attend restructures in locals that have inexperienced union observers.

RÉSOLUTION N° 79

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 6.03

ATTENDU QU'il existe en ce moment deux grandes unités de négociation nationales;

RESOLUTION NO 79

Atlantic Regional Conference

Section 6.03

WHEREAS there are currently two large National bargaining units;

ATTENDU QUE les négociations sont de toute première importance pour le Syndicat;

ATTENDU QUE le comité de négociation devrait être formé de membres provenant de l'unité de négociation qui entame des négociations;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 6.03 comme suit :

« Les paragraphes 6.04 à 6.21 et 7.48 à 7.51 ne s'appliquent qu'à l'unité de négociation de l'exploitation postale urbaine et à l'unité des **factrices et facteurs ruraux et suburbains**. Dans le cas des autres... »

WHEREAS negotiations are of prime importance to the Union;

WHEREAS the Negotiation Committee should be comprised of members of their respective bargaining units in negotiations;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Article 6.03 to read:

“Sections 6.04 to 6.21 and 7.48 to 7.51 apply only to the Urban Postal Operations **and the Rural and Suburban Mail Carriers** bargaining units...”

RÉSOLUTION N° 96

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.07

Selon le paragraphe 7.07, les cotisations syndicales sont les mêmes pour tous les membres, qu'ils occupent un emploi à plein temps ou à temps partiel.

Cette mesure devrait viser tous les membres, y compris les FFRS à plein temps et à temps partiel.

En haussant les cotisations syndicales des FFRS au même niveau que celles des autres membres de la section locale, le revenu de la section locale augmenterait de 8 000 \$ par an, ce qui correspondrait à 32 000 \$ durant une convention collective de 4 ans. Ce montant pourrait servir à augmenter l'allocation de secours.

RESOLUTION NO 96

Atlantic Regional Conference

Section 7.07

7.07 – Union dues shall be the same for all members and/or employees, whether they are full-time or part-time employees.

This will include all members, including full-time and part-time RSMC's.

Bringing the RSMC's union dues up to par with our local would bring in an extra \$8000/yearly, which would be \$32,000 over a 4-year agreement. This could go to an increase in strike pay.

RÉSOLUTION N° 114

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 7.33

ATTENDU QUE les heures de travail normales des travailleuses et travailleurs à temps partiel sont reconnues comme ouvrant droit à pension depuis 2004;

ATTENDU QUE les heures de travail des membres à temps partiel qui travaillent à plein temps pour le Syndicat n'ouvrent pas droit à pension;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, aux fins des cotisations au régime de retraite, le salaire d'une travailleuse ou d'un travailleur à temps partiel élu à un poste syndical soit établi en fonction du salaire maximal moyen d'une travailleuse ou d'un travailleur à plein temps du même poste que celui qu'elle ou il occupait à Postes Canada, si les règlements du régime de retraite de la SCP le permettent.

RESOLUTION NO 114

Pacific Regional Conference

Section 7.33

WHEREAS a part-time member working on the floor has regular hours worked recognized for the purpose of pensionable time, as of 2004;

WHEREAS when that part-time member works for the Union in a full-time capacity, these hours are not recognized for pensionable purposes;

THEREFORE BE IT RESOLVED that any elected member whose substantive position with Canada Post is part-time, have their wages, for pensionable contributions, based on the HAE of a full-time postal worker in the position they held through the Canada Post pension if within the regulation of the Canada Post pension.

RÉSOLUTION N° 115

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 7.33

ATTENDU QUE les membres élus à un poste à plein temps au sein du Syndicat ne devraient pas subir de préjudices;

ATTENDU QUE leurs contributions au régime de retraite ne correspondent pas à leur salaire réel, ce qui est carrément injuste;

RESOLUTION NO 115

Pacific Regional Conference

Section 7.33

WHEREAS members elected to a full-time position within our union, should not be adversely affected;

WHEREAS their contributions to the pension plan are not adjusted based on their actual wage, which is blatantly unfair to our elected representatives;

ATTENDU QUE nous voulons que nos représentantes et représentants élus soient traités avec équité;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat intervienne auprès des responsables du régime de retraite de Postes Canada afin de faire reconnaître les salaires des dirigeantes et dirigeants et des permanentes et permanents syndicaux comme des gains ouvrant droit à pension.

WHEREAS we want our elected representatives to be treated with fairness;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Union make representations to the Canada Post Pension Plan to have our officers and union representatives' wages recognized as pensionable earnings.

RÉSOLUTION N° 117

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE l'allocation journalière actuelle de *per diem*, conformément au paragraphe 7.42 des statuts nationaux, accordée aux dirigeantes et dirigeants nationaux et régionaux, aux permanentes et permanents syndicaux et aux déléguées et délégués qui participent à des activités syndicales avec l'autorisation du syndicat, ne tient pas compte des coûts réels;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les indemnités journalières seront augmentées le 1^{er} juillet 2019 comme suit :

- petit-déjeuner : 16,50 \$
- déjeuner : 20,00 \$
- dîner : 34,00 \$

Et que ces montants soient ajustés chaque année conformément au paragraphe 7.62 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 121

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 7.42

RESOLUTION NO 117

Quebec Regional Conference

Section 7.42

WHEREAS the current per diem allowances under section 7.42 of the National Constitution that are paid to national and regional officers, union representatives and delegates who attend union activities with the authorization of the Union do not take into account actual costs;

BE IT RESOLVED that the per diem allowances be increased as of July 1st, 2019 as follows:

- Breakfast: \$16.50
- Lunch: \$20.00
- Dinner: \$34.00

And that these amounts be adjusted each year in accordance with section 7.62 of the National Constitution.

RESOLUTION NO 121

Central Regional Conference

Section 7.42

ATTENDU QUE les repas au restaurant coûtent plus cher que les montants de l'allocation quotidienne indiqués au paragraphe 7.42 des statuts nationaux et versés aux dirigeantes et dirigeants et aux permanentes et permanents syndicaux nationaux et régionaux et aux déléguées et délégués qui participent à des activités syndicales autorisées par le Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de hausser, à partir du 1^{er} juillet 2020, les montants de l'allocation quotidienne de la façon suivante :

Petit déjeuner	16,50 \$
Déjeuner	20,00 \$
Dîner	34,00 \$

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU d'ajuster ces montants chaque année, conformément aux dispositions du paragraphe 7.62 des statuts nationaux.

WHEREAS the current per diem allowance as per section 7.42 of the constitution provides to national and regional officers, union representatives and delegates who attend union activities with the authorization of the Union, does not reflect actual costs of eating in restaurants;

BE IT RESOLVED that allowances for daily per diems will be increased July 1, 2020 as follows:

Breakfast	\$ 16.50
Lunch	\$ 20.00
Dinner	\$ 34.00

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that these amounts will be adjusted yearly as per the provision of 7.62 of the Constitution.

RÉSOLUTION N° 120

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 7.42

Les allocations quotidiennes versées pour les déplacements à l'étranger sont augmentées ou réduites selon la destination. (Dans certains pays, l'allocation est plus que suffisante, dans d'autres, elle n'est pas assez élevée.)

RESOLUTION NO 120

Central Regional Conference

Section 7.42

Per diems for international travel to be adjusted up or down depending on the destination. (Some countries the per diem is high, others it is too low).

RÉSOLUTION N° 163

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 10.01

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de réduire le nombre de postes syndicaux;

RESOLUTION NO 163

Central Regional Conference

Section 10.01

WHEREAS it is important to make the necessary cuts to Union position;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le premier paragraphe du paragraphe 10.01 soit modifié ainsi :

« Trois permanentes ou permanents syndicaux nationaux ... et au moins une autre s'occupe des griefs de langue anglaise. »

BE IT FURTHER RESOLVED that the first paragraph of 10.01 read:

“Three National Union Representatives... and at least one dealing with English grievances.”

RÉSOLUTION N° 163

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 10.01

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de réduire le nombre de postes syndicaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le poste de permanente ou permanent syndical national responsable des consultations et celui responsable de la santé et de la sécurité soient combinés en un seul;

RESOLUTION NO 163

Central Regional Conference

Section 10.01

WHEREAS it is important to make the necessary cuts to Union position;

BE IT RESOLVED that the positions of National Union Representative for Consultation and National Union Representative for Health and Safety be combined into one position;

RÉSOLUTIONS REJETÉES

REJECTED RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 1

Section locale de Columbia River

Articles 1 et 8

ATTENDU que le Conseil exécutif national a pris la mesure sans précédent de révoquer le statut de membre à vie d'un ancien dirigeant du STTP;

ATTENDU QUE qu'il n'y a aucun moyen de porter en appel une telle décision entre les congrès nationaux;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national n'a pas l'autorité d'imposer des sanctions à des membres réguliers sans recourir à la procédure disciplinaire prévue à l'article 8, où les deux parties ont le droit de se défendre et d'interjeter appel des décisions subséquentes;

ATTENDU QUE tout membre ayant mérité l'honneur de se faire accorder le statut de membre à vie en reconnaissance du leadership dont il a fait preuve en tant que membre actif a le droit de se défendre si son statut est mis en cause;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les articles 1 et 8 des statuts nationaux pour y indiquer que tout membre à vie a le droit d'accéder à l'ensemble des processus réguliers et d'appel prévus aux statuts nationaux à l'intention des membres en règle, dans le cas où le Conseil exécutif national envisagerait la révocation de son statut de membre à vie;

RESOLUTION NO 1

Columbia River Local

Articles 1 and 8

WHEREAS the NEB has taken the unprecedented step of revoking a Lifetime Membership from a former leader of CUPW;

WHEREAS there is no process to adequately appeal such a decision in between convention;

WHEREAS the NEB does not have the authority to impose penalties on regular members without going through Article 8 disciplinary process, where both parties have the rights to make their case and appeal subsequent decisions;

WHEREAS any retiree given the honour of Lifetime Membership status in recognition of the leadership shown while an active member should have the right to defend themselves if that status is threatened;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Articles 1 and 8 of the constitution be amended to include the right of lifetime members to have access to all due process and appeals laid out in the constitution for members in good standing, in the event that the NEB seeks to remove previously conferred designation of Lifetime Membership from any individual.

Plus précisément, il s'agira de modifier l'article 1 (nouveau paragraphe 1.24) pour y indiquer que le statut honorifique de membre à vie ne peut être révoqué sans que des accusations soient d'abord portées par le Conseil exécutif national aux termes de l'article 8. Le Comité national de discipline sera saisi de telles accusations conformément à l'article 8. Le Comité national de discipline convoquera une audience à laquelle la personne intimée pourra exercer tous ses droits pour se défendre, ainsi qu'il est prévu aux statuts nationaux à l'égard des membres en règle;

Modifier toutes les dispositions pertinentes de l'article 8, y compris, mais sans s'y limiter, les clauses 8.02, 8.03, 8.04, 8.13, 8.17, 8.20-8.26, 8.30, 8.31, 8.32, 8.33, 8.34, 8.35, 8.36, pour y inclure les membres à vie.

RÉSOLUTION N° 2

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 1.08

ATTENDU QUE l'octroi du statut de membre à vie symbolise la reconnaissance du dévouement d'un membre envers le Syndicat;

ATTENDU QU'il semble y avoir une certaine confusion au sein du Syndicat relativement à l'octroi du statut de membre à vie;

ATTENDU QUE les membres à vie représentent une part importante du Syndicat;

ATTENDU QUE le statut de membre à vie est utilisé pour faire de la basse politique;

ATTENDU QUE les membres à vie ne doivent pas faire l'objet d'un traitement différent;

ATTENDU QUE les membres représentent l'autorité suprême du Syndicat;

Specifically amend Article 1 (new 1.24) that the honour of lifetime membership shall not be revoked from any individual without charges first being laid by the National Executive Board under Article 8. Said charges will be referred to the National Disciplinary Committee through Article 8. The National Disciplinary Committee shall convene a hearing and allow the respondent full rights to present their defense that are afforded to MIGS under the constitution.

Amend all relevant sections in Article 8, including but not limited to 8.02, 8.03, 8.04, 8.13, 8.17, 8.20 to 8.26, 8.30, 8.31, 8.32, 8.33, 8.34, 8.35, 8.36 to include Lifetime members.

RESOLUTION NO 2

Atlantic Regional Conference

Section 1.08

WHEREAS Lifetime Membership is an acknowledgement of dedication of the individual to the Union;

WHEREAS there seems to be confusion within the Union in respect to Lifetime Membership;

WHEREAS Lifetime Members are an important part of our Union;

WHEREAS Lifetime Membership is being used to play internal politics;

WHEREAS Lifetime Members should not be held to a different standard;

WHEREAS the highest authority resides and comes from the membership;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'octroi du statut de membre à vie soit ajouté au paragraphe 1.08 de la façon suivante :

« Un membre cesse d'être un membre en règle **ou un membre à vie** du Syndicat lorsque : [...] »

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE l'article 8 s'applique à l'octroi du statut de membre à vie et que le retrait de ce statut respecte intégralement la marche à suivre énoncée aux articles 1 et 8.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU d'interdire à un Conseil exécutif national la révocation ou la modification, de quelque manière que ce soit, du statut de membre à vie octroyé par un Conseil précédent.

RÉSOLUTION N° 3

Conférence régionale des Prairies

Alinéa 1.08 b)

ATTENDU QUE le Syndicat ne devrait pas pénaliser les nouvelles mères qui retournent au travail après un congé de maternité et que celles-ci ne méritent pas d'être exclues des occasions de formation et autres que le Syndicat offre à ses membres;

ATTENDU QUE les membres qui ont bénéficié d'un congé de maternité ou d'un congé parental accusent souvent un retard dans le paiement de leurs cotisations syndicales, et ce, durant une période pouvant aller jusqu'à deux ans après leur retour au travail;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'alinéa 1.08 b) soit modifié comme suit :

Ce membre accuse un retard de trois mois ou plus dans le paiement de ses cotisations ou de tout prélèvement (*à l'exception des membres qui retournent au travail après un congé de maternité ou un congé parental*).

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED Lifetime Member be added to Section 1.08 and it should read:

“A member shall no longer be a member in good standing **or a Lifetime Member** of the Union when...”

BE IT FURTHER BE RESOLVED Article 8 does apply to the status of Lifetime Member, and to be removed, all the processes of Articles 1 and 8 must be followed.

BE IT FINALLY RESOLVED a National Executive Board cannot revoke or change in any manner the status of Lifetime Member made by a previous Board.

RESOLUTION NO 3

Prairie Regional Conference

Section 1.08 (b)

WHEREAS new mothers don't deserve to be penalized by their union upon return to work from maternity leave and be excluded from participating in education or any other opportunities the union has to offer them.

WHEREAS often members on maternity/parental leave are in arrears situation with respect to their dues for up to two years after returning to work.

BE IT RESOLVED that section 1.08 (b) be changed to read:

Such member is in arrears of three months or more (*excluding members returning from maternity or parental leave*) in the payment of union dues and/or assessments.

RÉSOLUTION N° 4

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 1.11

ATTENDU QUE les dispositions actuelles du paragraphe 1.11 permettent au membre qui a perdu son statut de membre en règle à la suite d'une suspension à titre de membre du Syndicat d'être réadmis à titre de membre en règle avant la fin de sa suspension;

ATTENDU QUE ces dispositions vont à l'encontre de l'objectif visé par la suspension d'un membre;

ATTENDU QUE ces dispositions permettent aux sections locales de contrevenir aux suspensions qui ont été imposées;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 1.11.

RÉSOLUTION N° 6

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 1.23

ATTENDU QUE les membres à la retraite qui obtiennent le statut de membre à vie ont le droit de parole aux assemblées générales de leur section locale;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres à la retraite ayant obtenu le statut de membre à vie aient le droit de vote aux assemblées générales de leur section locale.

RÉSOLUTION N° 7

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 1.23

RESOLUTION NO 4

Prairie Regional Conference

Section 1.11

WHEREAS the current language of section 1.11 allows for a member that has been stripped of their MIGS status due suspension of membership to reinstate it before the end of the suspension;

WHEREAS this language defeats the purpose of membership suspension;

WHEREAS this language allows individual locals to contravene suspensions that have been levied;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the second paragraph of section 1.11 be deleted.

RESOLUTION NO 6

Ontario Regional Conference

Section 1.23

WHEREAS a retired member with lifetime member status who has a voice at Local membership meetings;

THEREFORE BE IT RESOLVED that a retired member with lifetime member status has the right to vote at his/her Local membership meetings.

RESOLUTION NO 7

Prairie Regional Conference

Section 1.23

Raison : Le statut de membre à vie ne devrait pas être réservé uniquement aux membres à la retraite. Il arrive parfois que des militantes et militants formidables quittent le STTP, pour une raison ou une autre, avant la retraite.

Modifier le paragraphe 1.23 pour y inclure ce qui suit :

Le Conseil exécutif national peut, sur recommandation d'une section locale, octroyer le statut de membre à vie à un membre qui prend sa retraite ou qui démissionne.

RÉSOLUTION N° 9

Conférence régionale du Québec

Article 3 – Nouveau

ATTENDU QUE le congrès coûte très cher;

QU'IL SOIT RÉSOLU de mettre des frais d'inscription de 250 \$ par déléguée ou délégué.

RÉSOLUTION N° 10

Conférence régionale du Pacifique

Article 3 - Nouveau

ATTENDU QUE le coût du congrès national quadriennal se chiffre à environ 4 millions de dollars;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national doit recourir au paragraphe 7.09 des statuts nationaux pour aider à payer le congrès national;

ATTENDU QUE bon nombre de sections locales ont des fonds excédentaires en banque;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'instaurer des frais d'inscription de 250 \$ par déléguée ou délégué participant au congrès national;

Resolution Rationale: Lifetime membership should not be exclusive to Retired members! Sometimes great activists of the CUPW, whom may, for whatever reason, leave the CUPW before retiring.

Amend section 1.23 to include:

The National Executive Board may on the recommendation of a local, bestow Lifetime Membership to a member who retires, or resigns.

RESOLUTION NO 9

Quebec Regional Conference

Article 3 - New

WHEREAS the Convention is very expensive;

BE IT RESOLVED to charge a \$250 registration fee per delegate.

RESOLUTION NO 10

Pacific Regional Conference

Section 3 - New

WHEREAS the cost of the Quadrennial Convention is approximately four (4) million dollars;

WHEREAS the National Executive Board has resorted to using section 7.09 of our National Constitution to help pay for National Convention;

WHEREAS many locals have excess funds in their accounts;

THEREFORE BE IT RESOLVED that a registration fee of \$250 will be charged for each delegate attending National Convention;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les sections locales paient les frais d'inscription des déléguées et délégués;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE les sections locales pouvant démontrer la précarité de leur situation financière obtiennent le remboursement en tout ou en partie des frais d'inscription sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national, qui utilisera un processus semblable à celui prévu aux paragraphes 7.58 et 7.59 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 12

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 3.05

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE chaque section locale reçoive un avis de six (6) mois avant la conférence précongrès et le congrès, les avisant des données de cette période afin de pouvoir vérifier ces données et rectifier si besoin est.

RÉSOLUTION N° 14

Section locale de Regina

Paragraphe 3.12

ATTENDU QUE le travail du Comité des statuts et du Comité des résolutions générales et des politiques nationales consiste à préparer les résolutions qui seront soumises au congrès national;

ATTENDU QUE les résolutions qui seront débattues ont été formulées et soumises par les membres de la base du Syndicat;

ATTENDU QU'il est important d'avoir une représentation au sein de ces comités qui permet d'établir un leadership secondaire;

BE IT FURTHER RESOLVED that locals will be responsible for paying delegates registration fees;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that locals that can demonstrate financial hardship may have part or the full costs of the registration fees reimbursed by the National Office with the approval of the National Executive Board, using a process similar to that of sections 7.58 and 7.59 of our National Constitution.

RESOLUTION NO 12

Quebec Regional Conference

Section 3.05

BE IT RESOLVED THAT each local receive notice six (6) months prior to the Pre-Convention Regional Conference and Convention with the data for this period to ensure the local can check the data and rectify it, if needed.

RESOLUTION NO 14

Regina Local

Section 3.12

WHEREAS the work of the Constitution Committee and of the General Resolutions and National Policies Committee is to prepare resolutions for National Convention;

WHEREAS the resolutions to be debated have been developed as submitted from the grassroots membership of the union;

WHEREAS it is important to have representation on these committees that allows for building secondary leadership;

ATTENDU QUE les membres faisant partie de ces comités sont élus par les délégués et déléguées présents aux conférences régionales;

ATTENDU QUE les membres sont l'autorité suprême du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les dirigeantes et dirigeants et les permanents et permanents élus des paliers national et régional ne puissent pas être élus à un poste de représentante ou représentant régional au sein du Comité des statuts ou du Comité des résolutions générales et des politiques nationales.

RÉSOLUTION N° 17

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 3.16

ATTENDU QUE le congrès national de 2015 a coûté en tout 3,7 millions \$, et que des efforts doivent être consentis pour réduire les frais du congrès national de 2023;

QU'IL SOIT RÉSOLU de limiter à huit (8) le nombre d'invitées et invités étrangers au congrès de 2023.

RÉSOLUTION N° 18

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 3.20

ÉTANT DONNÉ QUE le congrès national est la seule occasion qu'ont les membres de la base de débattre des modifications à apporter aux statuts nationaux;

NOUS VOULONS QUE le paragraphe 3.20 se lise ainsi :

WHEREAS currently elections to these committees occurs at regional conferences of the delegates in attendance;

WHEREAS the highest authority in the union is the membership;

THEREFORE BE IT RESOLVED that no elected officer or Union Representative at the regional level or national level shall be eligible to be elected as regional representative on the Constitution Committee or General Resolutions and National Policies Committee.

RESOLUTION NO 17

Metro-Toronto Regional Conference

Section 3.16

WHEREAS National Convention in 2015 had a total cost of 3.7 million dollars and that in effort to reduce the costs of National Convention 2023;

BE IT RESOLVED that the number of International guests to Convention 2023 be limited to eight guests.

RESOLUTION NO 18

Pacific Regional Conference

Section 3.20

SINCE the National Convention is the only opportunity for the rank and file members to debate changes to the National Constitution;

WE WANT section 3.20 to say:

« L'ordre du jour du congrès national *doit être* de manière à accorder un *maximum de temps* au débat et au vote des résolutions, et à réduire au minimum le temps accordé aux présentations spéciales, aux exposés verbaux et aux conférencières et conférenciers invités. »

RÉSOLUTION N° 24

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 4.02

ATTENDU QUE les demandes de revendication sont présentées et votées au palier local;

ATTENDU QUE les demandes présentées provenant du palier local sont ensuite débattues et adoptées lors d'une conférence régionale;

ATTENDU QUE les demandes sont transmises au CEN pour être regroupées et classées par ordre de priorité;

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU sous 4.02, 1^{er} paragraphe, de supprimer « approbation des revendications avant les négociations ».

RÉSOLUTION N° 25

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 4.02

ATTENDU QUE les membres ne peuvent exercer leur droit de vote que dans leur propre section locale, conformément au paragraphe 4.02;

ATTENDU QUE les dirigeantes et dirigeants nationaux et régionaux et les permanentes et permanents syndicaux ont le droit de vote au premier référendum ou à la première réunion d'information sur les négociations auxquels ils assistent;

“The agenda for the National Convention shall be designed to allow the maximum amount of time for debating and voting on resolutions and that special presentations, verbal reports and guest speakers be kept to a minimum.”

RESOLUTION NO 24

Quebec Regional Conference

Section 4.02

WHEREAS negotiations demands are submitted and voted on at the local level;

WHEREAS demands presented at the local level are later debated and adopted at a regional conference;

WHEREAS these demands are submitted to the National Executive Board, who groups them together and determines priorities;

BE IT RESOLVED to delete the words “the approval of demands prior to negotiations” from the first paragraph of section 4.02.

RESOLUTION NO 25

Metro-Montreal Regional Conference

Section 4.02

WHEREAS, under section 4.02, members are only permitted to vote in their own local;

WHEREAS national and regional officers and union representatives have the right to vote at the first referendum or negotiation information meeting they attend;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter le paragraphe suivant au paragraphe 4.02, de nos statuts nationaux :

« Un membre qui, de l'avis des directrices ou des directeurs nationaux des régions concernées, a une bonne raison de ne pas voter dans sa section locale, puisse exercer son droit de vote à l'assemblée d'information d'une autre section locale ».

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU de modifier le paragraphe suivant :

« La dirigeante ou le dirigeant ou la permanente ou le permanent syndical **ou le membre** qui exerce son droit prévu au sous-alinéa précédent doit, avant de voter, informer la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national, ainsi que la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier de sa section locale où il exerce son droit de vote. La secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national doit transmettre un rapport détaillé au Conseil exécutif national lorsqu'une telle situation se produit ».

RÉSOLUTION N° 26

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 4.02 – 1^{er} alinéa

ATTENDU QUE la situation financière du Syndicat est précaire;

ATTENDU QUE les coûts reliés à ce vote sont élevés;

ATTENDU QU'il est important que les membres puissent démocratiquement se prononcer sur leurs demandes en négociations;

BE IT RESOLVED to add the following paragraph to section 4.02 of the National Constitution:

“A member with good reason, as determined by the National Director, for not voting in his/her own local shall be permitted to exercise his/her vote at the information meeting of another local.”

BE IT ALSO RESOLVED to amend the following paragraph:

“The officer, union representative **or member** who exercises his/her right to vote provided under the previous paragraph shall, before voting, so inform the National Secretary-Treasurer, as well as the Secretary-Treasurer of his/her Local where he/she will exercise his/her right to vote. The National Secretary-Treasurer shall send a detailed report to the National Executive Board when such a situation occurs.”

RESOLUTION NO 26

Metro-Montreal Regional Conference

Section 4.02 – 1st paragraph

WHEREAS the Union is in a tight financial situation;

WHEREAS the costs of these votes are high;

WHEREAS it is important that members be able to express themselves democratically on the demands for negotiations;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le 1^{er} alinéa du paragraphe 4.02 en indiquant que le vote prévu sur l'approbation des revendications avant les négociations soit fait en assemblée générale des membres dans chaque section locale.

RÉSOLUTION N° 28

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 4.02

ATTENDU QUE la réunion de ratification des revendications est redondante;

ATTENDU QUE les membres se sont déjà prononcés par vote sur les revendications au palier local;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat abolisse le processus de ratification des revendications.

RÉSOLUTION N° 33

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.04

ÉTANT DONNÉ QUE des membres retraités du STTP ont mis sur pied l'Organisation nationale des travailleuses et travailleurs retraités des postes (ONTTRP);

ÉTANT DONNÉ QUE les membres du STTP, qu'ils soient à la retraite ou actifs, veulent protéger le Régime de retraite à prestations déterminées de Postes Canada et veulent améliorer les avantages sociaux à la retraite;

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP et l'ONTTRP sont l'un et l'autre plus forts s'ils travaillent ensemble;

NOUS VOULONS ajouter au paragraphe 4.04 des statuts nationaux les dispositions suivantes :

BE IT RESOLVED that the first paragraph of section 4.02 be amended to indicate that the voting to approve demands prior to negotiations take place at each local's general membership meeting.

RESOLUTION NO 28

Central Regional Conference

Section 4.02

WHEREAS the ratification of demands meeting is redundant;

WHEREAS the membership has already voted on the demands at the local level;

THEREFORE BE IT RESOLVED that we remove the ratification of demands process.

RESOLUTION NO 33

Pacific Regional Conference

Section 4.04

SINCE retired CUPW members have organized the National Organization of Retired Postal Workers (NORPW);

SINCE both retirees and current CUPW members want to protect the Canada Post Defined Benefit Pension Plan and want to expand and improve post-retirement benefits;

SINCE CUPW and the NORPW are both stronger by working together;

WE WANT to add to the provisions of section 4.04 of the National Constitution by adding the following:

« Le Conseil exécutif national nomme jusqu'à trois membres qui se réunissent avec l'ONTTRP au moins trois fois l'an. Le Conseil exécutif national n'assume aucuns frais engagés par les membres de l'ONTTRP pour la tenue de ces réunions. »

RÉSOLUTION N° 40

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 4.08

ATTENDU QUE les dispositions du paragraphe 4.08 des statuts nationaux n'incluent pas tous les groupes ni les termes courants utilisés pour désigner ces groupes;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter 2S (bispirituel) à la fin de l'acronyme LGBT;

RÉSOLUTION N° 43

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.09 et 4.10

ATTENDU QUE le Syndicat cherche des façons d'habiliter les quatre groupes de travail du Comité national des droits de la personne (CNDP) et d'accroître leur participation;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le CNDP se réunisse une fois par année durant quatre (4) jours.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le CNDP se réunisse une fois par mandat pour la tenue d'une conférence nationale et que les fonds régionaux et accumulés prévus au paragraphe 7.59 servent à payer les coûts de cette conférence;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU de modifier le quatrième alinéa du paragraphe 4.10 comme suit :

“The National Executive Board shall appoint up to three members who shall meet with the NORPW at least three times a year. The National Executive Board shall not be responsible for any expenses occurred by NORPW members in regards to these meetings”.

RESOLUTION NO 40

Central Regional Conference

Section 4.08

AS the language in section 4.08 of the Constitution does not include all groups or current language used to identify these groups;

THEREFORE BE IT RESOLVED to add 2S at the end of LGBT;

RESOLUTION NO 43

Atlantic Regional Conference

Section 4.09 and 4.10

WHEREAS the Union is searching for ways to better involve and empower the four working groups of the NHRC;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Human Rights Committee meets once per year for a period of four (4) days.

BE IT FURTHER RESOLVED the NHRC meet once a mandate for a National conference. Funds for the conference will come from the Regional and accumulated funds under section 7.59;

BE IT FINALLY RESOLVED to amend the fourth paragraph under section 4.10 to read:

« Après une réunion du Comité national des droits de la personne, une représentante ou un représentant élu de chacun des groupes de travail se réunit avec le Conseil exécutif national et lui fait rapport. »

et de supprimer le reste du paragraphe.

RÉSOLUTION N° 44

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 4.09

ATTENDU QU'il faut revoir notre façon de faire en ce qui a trait aux finances;

ATTENDU QU'il est important que nos comités se rencontrent;

QU'IL SOIT RÉSOLU de remplacer « deux fois par année » par « une fois par année » au paragraphe 4.09.

RÉSOLUTION N° 45

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 4.10

ATTENDU QUE les statuts nationaux indiquent ce qui suit au paragraphe 4.10 :

« En plus des coûts reliés à la tenue d'au moins deux réunions par année comme le prévoient actuellement les statuts nationaux, le Comité national des droits de la personne a droit à son propre budget pour payer les frais de production de macarons, d'affiches et d'autres dépenses nécessaires. »;

“A representative elected by each working group will meet with and report to the NEB following the meetings of the National Human Rights Committee.”

and delete the remainder of the paragraph.

RESOLUTION NO 44

Quebec Regional Conference

Section 4.09

WHEREAS the Union needs to review how it manages its finances;

WHEREAS it is important for our committees to meet;

BE IT RESOLVED to replace the words “twice per year” with “once per year” in section 4.09.

RESOLUTION NO 45

Central Regional Conference

Section 4.10

WHEREAS the National Constitution under section 4.10 of the National Constitution states the following:

“The NHRC will be provided with its own budget, in addition to the cost of at least two meeting per year as is currently provided under the National Constitution to cover the costs for the production of buttons, posters and other appropriate expenditures;

ATTENDU QUE, depuis 2015, le Comité national des droits de la personne (CNDP) n'a pas eu droit à un budget annuel pour payer ses dépenses et il n'a pas été informé du coût total annuel de ses recommandations;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, dans le but d'établir avec précision un budget, l'énoncé ci-dessous soit inclus dans le paragraphe 4.10 des statuts nationaux reproduit ci-dessus et qu'il devienne une ligne officielle du budget annuel du STTP;

« Que le CNDP obtienne un budget annuel de 25 000 \$ pour payer les frais liés à la production de matériel (p. ex., macarons et affiches), aux frais d'expédition et aux dons qui découlent de ses recommandations. »

RÉSOLUTION N° 54

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 4.66

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le poste de permanente ou permanent syndical national qui relève de la 3^e vice-présidence nationale soit supprimé et que les tâches du poste soient réparties entre les permanentes et permanents syndicaux nationaux affectés à l'éducation.

RÉSOLUTION N° 56

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.74

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

WHEREAS the since 2015 a yearly budget has not been provided to the NHRC for expenditures and the committee has not been advised of the total cost of their yearly recommendations;

THEREFORE BE IT RESOLVED that in an effort to accurately budget costs that the following statement be included in the statement outlined above in section 4.10 of the National Constitution and will become an official budget line in the CUPW yearly budget;

“That the NHRC will be provided with a yearly budget of \$25,000 budget each year to cover the cost of all materials such as buttons, posters, mailing costs and all donations that are linked to Human Rights Committee recommendations.”

RESOLUTION NO 54

Central Regional Conference

Section 4.66

BE IT FUTHER RESOLVED that the National Union Representative assigned to the 3rd National Vice-President be deleted and the duties split amongst the National Union Representatives assigned to education.

RESOLUTION NO 56

Atlantic Regional Conference

Section 4.74

WHEREAS CUPW is in financial difficulties due to declining membership;

ATTENDU QUE nous devons trouver des moyens de réduire les coûts tout en limitant le plus possible les conséquences sur les services aux membres;

ATTENDU QUE la réduction du nombre de postes de dirigeantes ou dirigeants au bureau national est une façon de diminuer les coûts;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le poste de 3^e vice-présidente ou 3^e vice-président national soit supprimé.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de répartir les tâches de la 3^e vice-présidente ou du 3^e vice-président national entre la permanente ou le permanent syndical national responsable de la syndicalisation externe et les dirigeantes ou dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation, et que ces personnes relèvent de la 1^{re} vice-présidente ou du 1^{er} vice-président national. Ces tâches se répartissent comme suit :

Toutes les tâches relatives à la syndicalisation externe sont confiées à la permanente ou au permanent syndical national responsable de la syndicalisation externe, sous la direction de la 1^{re} vice-présidente ou du 1^{er} vice-président national. Toutes les tâches relatives à l'organisation interne et à la formation des organisatrices et organisateurs syndicaux sont confiées aux dirigeantes et dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation, en collaboration avec la 2^e vice-présidente ou le 2^e vice-président national.

RÉSOLUTION N° 57

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 4.74

QU'IL SOIT RÉSOLU d'éliminer le poste de 3^e vice-présidente ou vice-président national et de répartir les tâches à la 2^e vice-présidente ou vice-président national.

WHEREAS we must look at ways to cut costs with the least amount of impact possible on services to the membership;

WHEREAS reducing the number of resident officers at the National level is one way to reduce costs;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the position of 3rd National Vice-President be eliminated.

BE IT FURTHER RESOLVED that the duties of the 3rd National Vice-President be split between the National Union Representative for External Organizing and the Regional Education and Organization Officers. The duties shall be divided as follows:

All duties related to external organizing campaigns will become the responsibility of the National Union Representative for External Organizing under the direction of the 1st National Vice-President; and all internal organizing duties and education or worker organizers shall be the work of the Regional Education and Organization officers in conjunction with the 2nd National Vice-President.

RESOLUTION NO 57

Quebec Regional Conference

Section 4.74

BE IT RESOLVED to eliminate the position of 3rd National Vice-President and to assign his or her duties to the 2nd National Vice-President.

RÉSOLUTION N° 58

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 4.82

ATTENDU QU'il est important de réaliser des économies pour assurer le bon fonctionnement du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les trois régions en Ontario soient regroupées en deux régions : région de l'Ontario et région du Centre;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE tous les postes de factrices et facteurs (PDFF) fassent partie de la région du Centre et que les établissements postaux et autres installations postales fassent partie de la région de l'Ontario;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QU'un poste additionnel de permanente ou permanent syndical soit créé dans la région de l'Ontario et dans la région du Centre;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE la section locale de Toronto soit répartie en deux sections locales, une représentant les membres qui feront partie de la région du Centre et une autre représentant les membres qui feront partie de la région de l'Ontario.

RÉSOLUTION N° 59

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 4.82

ATTENDU QUE la réduction des volumes de la poste-lettres, les nouvelles technologies et les programmes de la SCP, comme la transformation postale ou la poste moderne, ont donné lieu à une baisse dramatique du nombre de membres;

RESOLUTION NO 58

Central Regional Conference

Section 4.82

WHEREAS it is important to save cost for the Union to function;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the three Regions in Ontario become two: Ontario and Central Region;

BE IT FURTHER RESOLVED that all the letter carrier depots become part of Central Region and the remaining plants and buildings become part of Ontario Region;

BE IT FURTHER RESOLVED to add one Union Representative to Ontario Region and one to Central Region;

BE IT FINALLY RESOLVED that Toronto local be split into two locals, one representing the members moved to Central Region and one representing the members moved to Ontario Region.

RESOLUTION NO 59

Prairie Regional Conference

Section 4.82

WHEREAS CPC programs such as Postal Transformation / Modern Post in letter mail, as well as the modern technological changes has resulted in a the drastic reduction of the membership;

ATTENDU QUE la diminution du nombre de membres nuit déjà à la stabilité financière du Syndicat et qu'une réduction plus marquée est attendue, ce qui alourdira le fardeau financier du Syndicat;

ATTENDU QU'il est essentiel de modifier la structure du Syndicat;

ATTENDU QUE la réduction du nombre de régions de huit (8) à quatre (4) aurait un effet minime sur la capacité du Syndicat à représenter ses membres et lui permettrait à long terme de réaliser des économies;

ATTENDU QUE la structure et la représentation du Syndicat doivent, pour répondre à des exigences financières et démocratiques, être les mêmes pour toutes les régions;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier la structure régionale du Syndicat de manière à ce qu'elle comporte quatre (4) régions :

1. Région de l'Atlantique
2. Région du Québec (*comprenant les anciennes régions du Montréal métropolitain et du Québec*)
3. Région de l'Ontario (*comprenant les anciennes régions du Toronto métropolitain, de l'Ontario et du Centre*)
4. Région de l'Ouest (*comprenant les anciennes régions du Pacifique et des Prairies*)

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE chaque région compte une directrice ou un directeur national, une dirigeante ou un dirigeant régional de l'éducation et une dirigeante ou un dirigeant régional des griefs;

WHEREAS the current loss of members has already affected the financial stability of the Union, with an even greater reduction in the membership being projected for the future that will ultimately result in an even greater financial burden being placed upon the Union;

WHEREAS it is essential that the structure of the Union be modified;

WHEREAS reducing the regions from eight (8) to four (4) would have minimal effect on the Union representation of the membership and would in the long run save the Union money;

WHEREAS it is financially and democratically essential that structure, stability and representation of the membership be the same for all regions of the Union;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Regional structure of the Union be amended so that there are four (4) regions:

1. Atlantic Region
2. Quebec Region (*formerly Metro Montreal and the Quebec Regions*)
3. Ontario Region (*formerly Metro Toronto, Ontario and Central Regions*)
4. Western Region (*formerly Pacific and Prairie Regions*)

BE IT FURTHER RESOLVED that each region should have one National Director, one Regional Education Officer and one Regional Grievance Officer;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU de modifier le deuxième alinéa du paragraphe 10.06 comme suit :

Le nombre de permanentes ou permanents syndicaux régionaux est le suivant :

1. Région de l'Atlantique – 2
2. Région du Québec – 6
3. Région de l'Ontario – 10
4. Région de l'Ouest – 7

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU de modifier le deuxième alinéa du paragraphe 3.25 comme suit :

Dirigeantes ou dirigeants non résidants, permanentes ou permanents syndicaux régionaux et permanentes ou permanents syndicaux régionaux suppléants :

- a) directrice ou directeur national de la région de l'Atlantique
- b) directrice ou directeur national de la région du Québec
- c) directrice ou directeur national de la région de l'Ontario
- d) directrice ou directeur national de l'Ouest
- e) dirigeantes et dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation
- f) dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs
- g) permanentes et permanents syndicaux régionaux
- h) permanentes et permanents syndicaux régionaux suppléants

BE IT FURTHER RESOLVED that the second paragraph of section 10.06 be amended so that:

The number of Regional Union Representatives shall be as follows:

1. Atlantic Region – 2
2. Quebec Region – 6
3. Ontario Region – 10
4. Western Region – 7

BE IT FINALLY RESOLVED that the second paragraph of section 3.25 be amended so that:

Non-resident officers, Regional Union Representatives, and Alternate Regional Union Representatives:

- (a) National Director for Atlantic Region
- (b) National Director for Quebec Region
- (c) National Director for Ontario Region
- (d) National Director for Western Region
- (e) Regional Education and Organizing Officers
- (f) Regional Grievance Officers
- (g) Regional Union Representatives
- (h) Alternate Regional Union Representatives

RÉSOLUTION N° 60

Section locale de Regina

Paragraphe 4.82

ATTENDU QUE la majorité des membres de la région des Prairies se trouvent en Alberta;

ATTENDU QUE le déménagement du bureau régional réduirait les frais de déplacement;

ATTENDU QUE la majorité des formations organisées dans la région se tiennent en Alberta;

ATTENDU QUE le Syndicat DOIT s'attaquer aux questions de structure; ce sujet ayant été débattu au cours de plusieurs congrès;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le bureau régional des Prairies soit déménagé à Calgary.

RÉSOLUTION N° 65

Conférence régionale des Prairies

Article 5

ATTENDU QUE l'élimination des réunions des conseils régionaux a créé un vide en matière de communications entre les membres de la base et le leadership du Syndicat;

ATTENDU QUE les sections locales ont perdu des occasions de se réunir pour discuter des politiques, des salaires et des objectifs contractuels et qu'elles n'ont plus la possibilité d'établir des stratégies pour promouvoir les politiques, les campagnes et les programmes du Syndicat;

ATTENDU QUE l'élimination des conseils régionaux a donné lieu à une diminution du nombre d'occasions de former et de développer la relève au sein du Syndicat;

RESOLUTION NO 60

Regina Local

Section 4.82

WHEREAS the majority of the membership in the Prairie Region is in Alberta;

WHEREAS moving the regional office would reduce costs of travel;

WHEREAS the majority of educationals held in the region are held in Alberta;

WHEREAS the union MUST begin to address structure as has been debated over several conventions;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Prairie Regional Office be moved to Calgary.

RESOLUTION NO 65

Prairie Regional Conference

Article 5

WHEREAS the removal of area council meetings has created a void in communication between the grassroots level of the union and the leadership of the union;

WHEREAS Local(s) have lost opportunities to gather to discuss policies, wage and contract objectives and the ability to strategize to promote the policies, campaigns and programs of the Union;

WHEREAS the removal of area councils has resulted in diminishing opportunities to educate and develop secondary leadership within the union;

ATTENDU QUE les sections locales n'ont plus l'occasion de tenir des discussions collectives en compagnie de leur directrice ou directeur national sur l'état du Syndicat et qu'elles ne sont plus en mesure de discuter collectivement des problèmes qui surviennent au palier régional et qui doivent être réglés, notamment des tendances donnant lieu à des problèmes faisant l'objet de griefs;

ATTENDU QUE l'abolition des réunions des conseils régionaux a fait en sorte que les sections locales n'ont plus l'occasion de discuter collectivement des activités des dirigeantes et dirigeants régionaux et des permanentes et permanents syndicaux affectés à la région;

QU'IL SOIT RÉSOLU de rétablir les conseils régionaux au sein de la structure du syndicat national;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les conseils régionaux soient formés d'une section locale ou plus dans chaque région placée sous la direction de la 1^{re} vice-présidente ou du 1^{er} vice-président national et de la directrice ou du directeur national;

- Chaque conseil régional est un véritable atelier de travail qui examine le travail du Syndicat, discute les changements de politiques proposés et qui doivent être étudiés au congrès national, discute les objectifs contractuels et salariaux et promouvoit les politiques, les campagnes et la réalisation des programmes du Syndicat.
- Les conseils régionaux doivent siéger avant chacune des conférences régionales précongrès pour une durée minimale de deux jours.
- Chaque section locale est responsable des dépenses de ses déléguées et délégués à un conseil régional.

WHEREAS Locals have lost direct collective discussions with their National Director on the status of the Union, the ability to discuss collectively problems which occur in the region and require attention; trends leading to problems peculiar to grievances;

WHEREAS the removal of area council meetings has resulted in locals having lost the opportunity to discuss collectively the activities of the regional officers and those of union representatives assigned to the region;

THEREFORE BE IT RESOLVED Area Councils shall be reinstated in to the structure of the National Union.

BE IT FURTHER RESOLVED that Area Councils shall be composed of one or more Locals in each region coming under the direction of the 1st National Vice President and the National Director;

- Each Area Council shall be an actual workshop reviewing the work of the Union, discussing proposed amendments to policies which will be considered at the National Convention, discussing wage and contract objectives and promoting the policies campaigns and programs of the Union.
- Area Councils shall be required to meet prior to each pre-convention Regional Conference for a period of two days or more.
- The expenses of official delegates to Area Councils shall be the responsibility of each Local.

- La directrice ou le directeur national ou sa suppléante ou son suppléant désigné préside les réunions des conseils régionaux, et un membre de la délégation locale agit à titre de coprésident ou coprésidente. Les deux coprésidentes ou coprésidents préparent l'horaire et l'ordre du jour des discussions qui auront lieu durant la réunion, en prévoyant du temps à l'horaire pour discuter de questions d'actualité. L'ordre du jour et le rapport de la directrice ou du directeur national sont envoyés à toutes les sections locales au moins trois semaines avant la tenue de la réunion du conseil régional.
- La directrice ou le directeur national fait rapport sur les prévisions budgétaires adoptées par le Conseil exécutif national.

RÉSOLUTION N° 69

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 5.07

QU'IL SOIT RÉSOLU d'éliminer la phrase suivante du paragraphe 5.07 :

« Le mandat du Comité régional de résolutions est d'une durée égale à celui des dirigeantes et dirigeants nationaux. »

RÉSOLUTION N° 73

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 5.19

ATTENDU QUE nous avons convenu d'un processus d'appel pour le programme d'assurance-invalidité de courte durée;

ATTENDU QU'il importe de nommer dans les régions une ou un responsable de l'administration des cas d'appel;

- The National Director or his/her designated alternate shall chair Area Council meetings with a selected local delegate acting as co-chair. He/she, along with the co-chair shall prepare a schedule and program of discussion to be held and shall make room on the schedule in order to discuss current subjects. The agenda and Director's report shall be sent to all locals at least three weeks prior to the Area Council meeting.
- The National Director shall report on the budget provisions adopted by the National Executive Board.

RESOLUTION NO 69

Pacific Regional Conference

Section 5.07

BE IT FURTHER RESOLVED to delete the following statement:

"The mandate of the Regional Resolutions Committee is of the same duration as that of the national officers."

RESOLUTION NO 73

Pacific Regional Conference

Section 5.19

WHEREAS we agreed to a short-term disability appeal process;

WHEREAS someone in the regions needs to be responsible for the administration of these appeals;

ATTENDU QUE les cas d'appel sont attribués de manière aléatoire;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la dirigeante ou le dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation soit chargé de l'administration, du traitement et de l'exécution des cas d'appel relevant de l'assurance-invalidité de courte durée;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE, si la charge de travail devient trop lourde, les permanentes et permanents syndicaux aideront la dirigeante ou le dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation, sous la direction du comité exécutif régional.

RÉSOLUTION N° 76

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 5.20

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux peuvent ne pas avoir suivi la formation sur la procédure formelle d'arbitrage;

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux n'ont peut-être pas l'expérience ou les connaissances nécessaires pour plaider des causes dans le cadre de la procédure formelle d'arbitrage;

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux n'ont pas accès à des aides techniques pour effectuer des recherches et trouver la jurisprudence pertinente;

ATTENDU QUE la charge de travail actuelle des permanentes et permanents syndicaux nationaux est LOURDE;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter les mots « s'il y a lieu » à l'alinéa 5.20 i), comme suit :

WHEREAS there is no consistency as to whom this work is assigned to;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Regional Education and Organization Officers be responsible for the administration, processing and completion of the short-term disability appeals;

BE IT FURTHER RESOLVED that should the work become overwhelming, union representatives shall assist the REOO under the direction of the regional executive committee.

RESOLUTION NO 76

Ontario Regional Conference

Section 5.20

WHEREAS Regional Union Representatives may not be trained in formal arbitration;

WHEREAS Regional Union Representatives may not have experience or know how to argue formal arbitration;

WHEREAS Regional Union Representatives do not have technical assistants to do research and provide jurisprudence;

WHEREAS Regional Union Representatives have an existing HEAVY workload;

THEREFORE BE IT RESOLVED to add the words "where practicable" to section 5.20 (i) to read as follows:

« elle ou il aide, s'il y a lieu, les permanentes et permanents syndicaux régionaux à présenter des dossiers à la procédure formelle d'arbitrage dans le but de réduire au minimum le recours aux avocats. »

RÉSOLUTION N° 77

Conférence régionale du Pacifique

Alinéa 5.20 j) - nouveau

PARCE QUE, aux différents paliers du Syndicat, il y a beaucoup de travail lié aux griefs qui est effectué en double;

PARCE QUE les régions et, dans certains cas, les sections locales, sont celles qui déposent les griefs et qui les plaident;

PARCE QUE les régions connaissent mieux les arbitres et les problèmes qui surviennent dans les sections locales;

PARCE QUE les dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs sont responsables de la procédure de règlement des griefs et d'arbitrage dans leur région respective;

NOUS VOULONS QUE les dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs soient chargés de l'inscription et du renvoi à l'arbitrage des griefs relevant des procédures régulière et formelle (à l'exception des griefs d'interprétation);

NOUS VOULONS ajouter l'alinéa 5.20 j) :

Elle ou il s'occupe des recommandations, du renvoi et de l'inscription des griefs à l'arbitrage pour sa région.

“He/She shall assist the Regional Union Representatives, where practicable, to present formal arbitration cases to minimize the utilization of lawyers.”

RESOLUTION NO 77

Pacific Regional Conference

Section 5.20 (j) - New

BECAUSE there is a lot of duplicated work in the grievance department at the different levels of the Union;

BECAUSE the regions and in some cases the Locals are the ones filing and arguing the grievances;

BECAUSE the regions are more familiar with the arbitrators and the issues that are happening in the Locals;

BECAUSE the Regional Grievance Officers are responsible for the grievance-arbitration process within their respective regions;

WE WANT the Regional Grievance Officers to be responsible for the scheduling and referral of regular and formal grievances (with the exception of policy grievances);

WE WANT to add section 5.20 (j):

He/she shall be responsible for the recommendation/referral and scheduling of grievances for the region.

RÉSOLUTION N° 78

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 5.23 et 5.24

ATTENDU QUE le Syndicat doit réduire ses coûts;

ATTENDU QUE nous trouvons important de maintenir les réunions des présidentes et présidents de section locale;

ATTENDU QUE chaque section locale devrait être représentée aux réunions régionales ou nationales des présidentes et présidents pour que la personne qui y assiste puisse présenter un rapport aux autres membres du comité exécutif local;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 5.23 ainsi :

« La secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national convoque une réunion regroupant les dirigeantes et dirigeants nationaux et régionaux à plein temps, les permanentes et permanents syndicaux nationaux et régionaux et les présidentes et présidents des sections locales ou leur remplaçante ou remplaçant désigné après la signature de la convention collective dans le but d'uniformiser la procédure de griefs et l'interprétation de la nouvelle convention collective, ladite réunion étant financée conformément au paragraphe 7.42 des statuts. »

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de modifier le paragraphe 5.24 ainsi :

RESOLUTION NO 78

Pacific Regional Conference

Sections 5.23 and 5.24

WHEREAS there is a need to reduce costs in the Union;

WHEREAS we feel it is important to maintain the Presidents' meetings;

WHEREAS every local should be allowed to have one representative at the Regional or National Presidents Meeting that can report back to the rest of their Local Executive Committee;

BE IT RESOLVED that section 5.23 be changed to read:

The National Secretary-Treasurer shall call a meeting of full-time national and regional officers, National and Regional Union Representatives and Local Presidents, or their designate, following the signing of a collective agreement for the purpose of standardizing the grievance procedure and the interpretation of the new collective agreement, said meeting to be financed as provided under section 7.42 of the Constitution.

BE IT FURTHER RESOLVED that section 5.24 to be changed to read as:

« Deux réunions de ce genre ont lieu entre les congrès, sauf pendant les années où une réunion nationale a lieu conformément au paragraphe 5.23. Cette réunion regroupe les dirigeantes et dirigeants régionaux, les permanentes et permanents syndicaux régionaux et les présidentes et présidents de section locale ou leur remplaçante ou remplaçant désigné (dans le cas des sections locales de Toronto et de Montréal, tous les dirigeants et dirigeantes à plein temps sont autorisés à y participer). Une réunion a lieu de six à dix mois après le congrès et une autre à un moment déterminé par le Conseil exécutif national pour : »

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU d'ajouter le nouveau paragraphe 5.xx après le paragraphe 5.24 :

« Malgré les paragraphes 5.23 et 5.24, les dirigeantes et dirigeants à plein temps des sections locales de Toronto et de Montréal qui travaillent au moins quarante (40) heures par semaine sont autorisés à participer aux réunions régionales et nationales des présidentes et présidents à condition que chaque section locale compte plus de 5 000 membres et que les deux régions du Toronto métropolitain et du Montréal métropolitain ne comptent pas plus de quatre (4) sections locales. »

RÉSOLUTION N° 83

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 6.10

ÉTANT DONNÉ QU'il existe en ce moment deux grandes unités de négociation nationales;

ÉTANT DONNÉ QUE les négociations sont de toute première importance pour le Syndicat;

ÉTANT DONNÉ QUE le Comité de négociation devrait être formé de membres provenant des unités de négociation visées par les négociations;

There shall be two such meetings held between conventions, with the exception of those years requiring a national meeting under section 5.23. This meeting shall include the regional officers, regional union representatives and Local Presidents, or their designate, (with the exception of the Toronto and Montreal Locals from which all full-time officers will be allowed). One meeting shall be held six to ten months after convention and shall be held at a time determined by the National Executive Board in order:

BE IT FINALLY RESOLVED that we add the following new section 5.xx after section 5.24:

“Notwithstanding sections 5.23 and 5.24, all full-time officers that work at least forty (40) hours per week in the Toronto and Montreal Locals will be allowed at the Regional and National Presidents meetings as long as the membership in each Local exceeds 5,000 members and the Toronto and Metro Montreal Regions include no more than four (4) Locals.”

RESOLUTION NO 83

Pacific Regional Conference

Section 6.10

SINCE there are currently two large National bargaining units;

SINCE negotiations are of prime importance to the Union;

SINCE the Negotiating Committee should be comprised of members of their respective bargaining units in negotiations;

NOUS VOULONS modifier le paragraphe 6.10 ainsi :

Le Comité de négociation du Syndicat est formé des seules personnes suivantes :

- a) un membre du Conseil exécutif national élu par celui-ci et qui agit comme négociatrice ou négociateur en chef. Si le Conseil exécutif national ne compte aucun membre de l'unité de négociation visée par les négociations, le Conseil élit un membre en règle de cette unité de négociation;
- b) la dirigeante ou le dirigeant national des griefs en qualité de conseiller technique;
- c) quatre membres en règle de l'unité de négociation visée par les négociations, nommés par le Conseil exécutif national...

RÉSOLUTION N° 84

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 6.17

ATTENDU QUE l'organisation des votes de grève et la participation à ces votes occasionnent des frais et que les membres veulent d'autres options;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le palier national du Syndicat examine la possibilité de tenir un vote électronique après le visionnement d'une vidéo présentant les revendications nationales, et que cet examen tienne compte des finances et des questions de démocratie, de débat, de sécurité et de confidentialité;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de maintenir le système actuel de votes à une date et à une heure précise au palier local, avec la représentation appropriée.

WE WANT section 6.10 to read:

The Union Negotiating Committee shall only be composed of:

- (a) a member of the National Executive Board elected by the National Executive Board and who shall act as Chief Negotiator. If there is no member of the bargaining unit, going into negotiations, on the National Executive Board, the National Executive Board shall elect a member in good standing in that bargaining unit;
- (b) the National Grievance Officer as technical consultant;
- (c) four members in good standing, in their respective bargaining units going into negotiations, appointed by the National...

RESOLUTION NO 84

Ontario Regional Conference

Section 6.17

WHEREAS a cost is incurred to arrange, schedule and participate in strike votes, and the members desire additional options;

THEREFORE BE IT RESOLVED the National Union will study and review the possibility of electronic voting after watching a video presentation of the national demands, taking into account finances, democracy, debate, security and privacy;

BE IT FURTHER RESOLVED the current system of votes by a Local on a specific day and time would still be maintained, with the appropriate representation.

RÉSOLUTION N° 86

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 6.17

ATTENDU QUE les membres peuvent voter uniquement à une réunion extraordinaire;

ATTENDU QUE les membres ne peuvent pas toujours participer à la réunion extraordinaire;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le vote de grève se tienne de manière électronique.

RÉSOLUTION N° 87

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 6.17

ATTENDU QUE le STTP se soumet à un processus démocratique en permettant à tous ses membres d'exercer leur droit de parole et leur droit de vote durant les assemblées relatives au vote de grève ou au vote de ratification;

ATTENDU QUE de nombreuses sections locales doivent défendre les intérêts de membres qui travaillent dans des installations isolées situées très loin du lieu physique de la section locale;

ATTENDU QUE la distance à parcourir pour participer aux assemblées portant sur le vote de grève ou le vote de ratification peut dissuader les membres d'y participer, et ce, pour de nombreuses raisons, dont les conditions météorologiques, l'horaire de travail, etc.;

ATTENDU QUE la technologie permet de joindre tous les membres grâce à la téléconférence;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP utilise la téléconférence pour permettre aux membres d'exercer leur droit de parole et leur droit de vote;

RESOLUTION NO 86

Central Regional Conference

Section 6.17

WHEREAS members can only vote at a special meeting;

WHEREAS members cannot always attend the special meeting;

THEREFORE BE IT RESOLVED that we have electronic voting for strike votes.

RESOLUTION NO 87

Central Regional Conference

Section 6.17

WHEREAS our union follows a democratic process in allowing all members, voice and voting privileges during strike and ratification meetings;

WHEREAS many locals are entrusted to look after members who work in outlying offices that are a great distance away from their home local;

WHEREAS the distance to attend strike and ratification meetings for these members can be simply impossible for various reasons (ie: weather, work schedule);

WHEREAS technology exists to enable teleconferencing as a tool to reach all members;

THEREFORE BE IT RESOLVED that our union implements teleconferencing as an option for voice and voting privileges;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les membres qui votent à distance ne soient autorisés à le faire que s'ils ont assisté à une session d'information par téléconférence;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE les membres qui choisissent de participer au vote de cette manière reçoivent par la poste un bulletin de vote et une enveloppe de retour préaffranchie qu'ils retournent immédiatement après la tenue de la séance d'information.

RÉSOLUTION N° 91

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE les cotisations syndicales perçues constituent la principale source de revenus du syndicat;

ATTENDU QUE les membres du STTP gagnent des salaires différents;

ATTENDU QUE certains membres du STTP n'ont pas des heures garanties et que certains membres perdent la moitié de leur salaire en cotisations;

ATTENDU QUE maintenant les membres de l'unité de négociation FFRS ont droit à la pleine équité salariale de l'unité de négociation des opérations postales urbaines de la Société canadienne des postes;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 7.06 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that all members voting remotely, will only be eligible following a member information session via teleconference;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that members who choose to participate in this process, will be provided with an applicable ballot with a return postage paid envelope to be returned promptly following the information session.

RESOLUTION NO 91

Quebec Regional Conference

Section 7.06

WHEREAS union dues are the Union's main source of revenue;

WHEREAS CUPW members earn different wages;

WHEREAS some CUPW members have no guaranteed hours and some lose half their pay in union dues;

WHEREAS RSMC members now have full pay equity with the urban operations unit at Canada Post;

BE IT RESOLVED THAT section 7.06 of the National Constitution be amended as follows :

« Dans le cas les membres des unités de négociation **FFRS et de négociation des opérations postales urbaines de la Société canadienne des postes**, la cotisation syndicale mensuelle de tous les membres et de tous les employés et employées assujettis au précompte obligatoire s'établit à **2 % de tous leurs revenus de base ainsi que les revenus en temps supplémentaire, à partir du 1^{er} janvier 2020. Le montant maximum payé annuellement ne dépasse pas 1100 pour l'an 2020. Le maximum payé augmentera en fonction du pourcentage de la plus petite augmentation de salaire annuel en pourcentage.** »

RÉSOLUTION N° 92

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE les membres du STTP ont atteint le maximum de leur capacité de payer;

ATTENDU QU'avant de faire subir des hausses de cotisations syndicales, le STTP doit revoir ses structures;

ATTENDU QUE nous devons faire tous les efforts possibles pour assainir les finances du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de ne permettre aucune hausse de cotisations syndicales en maintenant le statu quo.

RÉSOLUTION N° 93

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE le paragraphe 7.06 permet au Conseil exécutif national d'établir la formule servant à déterminer les cotisations syndicales des autres unités de négociation;

“In the case of the bargaining units of **RSMC and Urban Postal Operations** employees of **the Canada Post Corporation**, the monthly union dues for all members and all employees subject to compulsory check-off of union dues shall be **2% of all basic income, as well as overtime pay, as of January 1st, 2020. The maximum amount paid annually shall not exceed \$1100.00 in 2020. The maximum amount shall increase based on the percentage of the smallest annual wage percentage increase.**”

RESOLUTION NO 92

Metro-Montreal Regional Conference

Section 7.06

WHEREAS CUPW members have reached their maximum ability to pay;

WHEREAS CUPW must review its structure before saddling members with an increase in union dues;

WHEREAS every possible effort must be made to put the Union's finances on a healthier footing;

BE IT RESOLVED not to allow any increase in union dues by maintaining the status quo.

RESOLUTION NO 93

Prairie Regional Conference

Section 7.06

WHEREAS section 7.06 allows the NEB to set the formula for union dues for other bargaining units;

ATTENDU QUE dans certains cas, le taux des cotisations syndicales est fixe, bien que les salaires puissent augmenter au fil du temps;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil exécutif national passe en revue, au moins une fois par mandat, la formule servant à déterminer les cotisations syndicales des autres unités de négociation.

RÉSOLUTION N° 94

Conférence régionale des Prairies

Paragrophes 7.06 et 7.07

Les employées et employés temporaires ne bénéficient d'aucune garantie quant au nombre d'heures qu'ils seront appelés à travailler au cours d'un même mois civil;

Les employées et employés temporaires sont rémunérés en fonction du deuxième échelon du régime salarial;

Le salaire des employées et employés temporaires ne dépasse pas les taux de salaire minimum de leur classe d'emplois;

Les employées et employés temporaires sont à la merci des manipulations de la Société en ce qui concerne l'établissement des horaires de travail;

Les employées et employés temporaires doivent travailler plus de quatre (4) heures simplement pour toucher une rémunération qui leur permettra de payer leurs cotisations syndicales;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les membres qui occupent un poste temporaire ou occasionnel versent des cotisations syndicales dont le montant est calculé au prorata lorsqu'ils travaillent moins de 20 heures au cours d'un mois civil.

WHEREAS some of the union dues are flat-rate union dues, while wages may increase over time:

THEREFORE BE IT RESOLVED that the NEB shall review the union dues formula for other bargaining units at least once a term.

RESOLUTION NO 94

Prairie Regional Conference

Sections 7.06 and 7.07

Temporary employees are not guaranteed any hours in a calendar month;

Temporary employees are paid according to the second tier pays scale;

Temporary employees do not rise above the minimum wages in a classification;

Temporary employees are at the mercy of the corporations' manipulation regarding scheduling;

Temporary employees must work over four (4) hours just to earn enough to pay their union dues;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that temporary / casual members get a pro rated rate for union dues if they work less than 20 hours in a calendar month.

RÉSOLUTION N° 95

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE les cotisations syndicales des membres de l'unité urbaine ne peuvent pas être inférieures à 300 % du taux horaire maximal d'une manieuse ou d'un manieur de dépêches;

ATTENDU QUE les cotisations syndicales sont les mêmes, et ce, que l'employée ou l'employé travaille à plein temps, à temps partiel ou de façon temporaire;

ATTENDU QUE les membres de l'unité des FFRS paient déjà des cotisations syndicales calculées selon un pourcentage;

ATTENDU QU'il est nécessaire d'établir un système juste pour tous les membres qui paient des cotisations syndicales;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les membres des unités urbaine et rurale (FFRS) paient des cotisations syndicales correspondant à 2 % de toutes les heures travaillées;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE, tant que les FFRS ne seront pas payés pour toutes les heures travaillées, le calcul de 2 % prenne appui sur leurs taux de salaire quotidien pour l'ensemble du travail visé.

RÉSOLUTION N° 98

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 7.08 – alinéas a) et c)

ATTENDU QUE les services devant être fournis aux membres par les sections locales ont augmenté d'une façon importante au fil des années;

RESOLUTION NO 95

Pacific Regional Conference

Section 7.06

WHEREAS union dues for the Urban bargaining unit members shall not be less than 300% of the maximum hourly rate of a mail handler;

WHEREAS union dues are the same for full-time, part-time and temporary employees;

WHEREAS RSMC bargaining unit members already pay union dues based on a percentage;

WHEREAS we need to make a fair system for all members paying union dues;

THEREFORE BE IT RESOLVED, Urban and RSMC members pay union dues based on 2% of all hours worked;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED, until RSMCs are paid for hours worked, the 2% shall be based on the RSMCs daily rates of all work covered.

RESOLUTION NO 98

Metro-Montreal Regional Conference

Section 7.08 – paragraphs (a) and (c)

WHEREAS, over the years, there has been a major increase in services to be provided by Locals to members;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.08 a) et c) de nos statuts nationaux :

- a) 63 % sont versées au fonds général du Syndicat;
- c) 27 % sont retournées à la section locale.

RÉSOLUTION N° 99

Conférence régionale du Centre

Alinéas 7.08 a) et c)

ATTENDU QUE le Syndicat, au palier national, doit prendre des décisions extrêmement difficiles pour assurer le maintien de sa viabilité financière;

ATTENDU QUE les frais d'exploitation du Syndicat, au palier national, continuent d'excéder ses revenus;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le pourcentage de 26 % indiqué à l'alinéa 7.08 c) soit réduit à 25 %;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le pourcentage de 64 % indiqué à l'alinéa 7.08 a) soit augmenté à 65 %.

RÉSOLUTION N° 100

Conférence régionale du Pacifique

Alinéa 7.08 b)

ATTENDU QUE 64 % des cotisations syndicales sont versées au fonds général pour payer les dépenses courantes du Syndicat, lesquelles ont donné lieu à un déficit budgétaire de plus de deux (2) millions de dollars par année au cours des trois (3) dernières années;

BE IT RESOLVED that sections 7.08 (a) and (c) of the National Constitution be amended as follows:

- (a) 63% is deposited in the General Fund of the Union;
- (c) 27% is returned to the Local.

RESOLUTION NO 99

Central Regional Conference

Sections 7.08 (a) and (c)

WHEREAS our National Union is being tasked with making extremely difficult decisions, in order to maintain fiscal viability;

WHEREAS the National Union operating costs continues to exceed generated income;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.08 (c) be reduced from 26% to 25%;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that section 7.08 (a) be increased from 64% to 65%.

RESOLUTION NO 100

Pacific Regional Conference

Section 7.08 (b)

WHEREAS day to day Union operations resulted in a deficit budget of over two (2) million dollars per year over the last three (3) years at 64% of the union dues collected;

ATTENDU QUE ce déficit ne comprend pas le coût des négociations des trois (3) dernières années, qui atteint plus de deux (2) millions de dollars par exercice financier;

ATTENDU QUE ce déficit ne comprend pas les sommes mises de côté pour payer le congrès national de 2019, dont le coût est estimé à quatre (4) millions de dollars;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le texte de l'alinéa 7.08 b) soit modifié ainsi :

Le fonds de défense ne peut dépasser quinze (15) millions de dollars. Une fois ce montant atteint, les sommes destinées au fonds de défense sont versées dans le fonds général.

RÉSOLUTION N° 101

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 7.09

ATTENDU QUE les coûts du Syndicat augmentent plus rapidement que les cotisations syndicales perçues;

ATTENDU QUE les coûts récents ont donné lieu à des budgets déficitaires;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le paragraphe 7.09 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

« Pour répondre à certains besoins, le Conseil exécutif national peut décider, à la majorité des deux tiers, d'imposer des prélèvements spéciaux à tous les membres. Ces prélèvements ne peuvent toutefois pas excéder **25 \$** en une même année. »

WHEREAS this deficit does not include the cost of negotiations over the last three (3) years which was over two (2) million dollars per fiscal year;

WHEREAS this deficit did not include any monies set aside for the cost of the 2019 National Convention, which is estimated at four (4) million dollars;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the provisions of section 7.08 (b) be changed to the following:

The Defence Fund will be capped at fifteen (15) million dollars. Once the fund reaches fifteen (15) million dollars, all monies allocated for the Defence Fund be deposited into the General Fund.

RESOLUTION NO 101

Ontario Regional Conference

Section 7.09

WHEREAS the costs of the Union are rising faster than the Union's dues receipts;

WHEREAS recent costs have caused for negative budgets;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.09 of the CUPW National Constitution be amended to read:

To cover certain requirements, the National Executive Board, by a two-thirds affirmative vote, may levy special assessments on all of the members which shall not, however, exceed **\$25** in any one year.

RÉSOLUTION N° 102

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.17

ATTENDU QUE la structure des activités quotidiennes du Syndicat entraîne des déficits budgétaires du fonds général année après année;

ATTENDU QUE le fonds de réserve a augmenté de plus de 6,5 M\$ entre les exercices financiers 2012-2013 et 2016-2017, et ce, tout en épongeant les déficits du fonds général;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la disposition du paragraphe 7.17 soit modifiée pour réduire le dépôt dans le fonds de réserve de 5 % à 3 %. Et ainsi augmenter le budget du fonds général.

RÉSOLUTION N° 103

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.17 – 2^e alinéa

ATTENDU QUE les budgets du Syndicat sont à la baisse;

ATTENDU QUE le fonds de syndicalisation externe est peu efficace et bien rempli;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'abolir le fonds de syndicalisation externe.

RÉSOLUTION N° 105

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 7.17

ATTENDU QUE la syndicalisation de petites unités de négociation a donné peu de résultats jusqu'à présent;

RESOLUTION NO 102

Quebec Regional Conference

Section 7.17

WHEREAS the way the Union's daily activities are structured results in budgetary deficits in the General Fund year after year;

WHEREAS the Reserve Fund has increased by more than \$6.5 million dollars between the fiscal years 2012-13 and 2016-17, all while absorbing General Fund deficits;

BE IT RESOLVED to amend section 7.17 to reduce deposits into the Reserve Fund from 5% to 3% and thereby increase the General Fund.

RESOLUTION NO 103

Quebec Regional Conference

Section 7.17 – 2nd paragraph

WHEREAS the Union's funds are dwindling;

WHEREAS the external organizing fund is not very effective and has lots of money;

BE IT RESOLVED to eliminate the external organizing fund.

RESOLUTION NO 105

Metro-Toronto Regional Conference

Section 7.17

WHEREAS there has been limited return on organizing small units;

QU'IL SOIT RÉSOLU de ne pas syndiquer de groupes externes comptant moins de 30 travailleurs et travailleuses;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de limiter le fonds de syndicalisation externe à deux millions de dollars (2 000 000 \$);

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE l'argent du fonds de syndicalisation externe qu'il restera à la fin du mandat actuel soit versé dans le fonds général.

RÉSOLUTION N° 107

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 7.20

ATTENDU QU'il a été décidé lors de plusieurs congrès précédents de déposer dans le fonds général l'argent qui était censé être déposé dans le fonds de défense;

ATTENDU QUE le palier national du Syndicat en est venu à dépendre de plus en plus des sommes qui auraient dû être déposées dans le fonds de défense;

ATTENDU QUE le Syndicat doit faire preuve de responsabilité financière et fonctionner dans les limites des budgets établis et selon ses moyens;

ATTENDU QUE l'argent destiné au fonds de défense, en conformité avec le paragraphe 7.08, devrait être déposé dans le fonds de défense;

QU'IL SOIT RÉSOLU de mettre fin à la pratique antérieure qui consiste à renouveler le quatrième alinéa du paragraphe 7.20 et de supprimer le quatrième alinéa du paragraphe 7.20 des statuts nationaux.

THEREFORE BE IT RESOLVED that we do not externally organize a group of workers with less than 30 workers;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Organizing Fund be capped at (\$2,000,000) two million dollars;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that monies not used after the mandate be returned to the General Fund.

RESOLUTION NO 107

Prairie Regional Conference

Section 7.20

WHEREAS for several conventions now the money that was to be deposited into the Defense Fund has been borrowed from or diverted into the General fund;

WHEREAS the National Office has become dependent upon the money that should have been deposited into the Defense Fund,

WHEREAS it is essential that the Union become financially responsible and work within its established budgets and means,

WHEREAS the money destined for the Defense Fund as outlined in section 7.08 should be deposited into the Defense Fund.

THEREFORE BE IT RESOLVED that the past practice of renewing paragraph 4 of section 7.20 cease and that paragraph 4 of section 7.20 of the National Constitution be deleted.

RÉSOLUTION N° 116

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 7.33

ATTENDU QUE nous avons négocié à la baisse le salaire de départ des nouveaux travailleurs et travailleuses;

ATTENDU QUE la contribution au régime de retraite des employées et employés à temps partiel est calculée en fonction du nombre d'heures inscrit à leur horaire;

ATTENDU QUE les gains ouvrant droit à pension de la plupart des FFRS ne reposent pas sur une journée de travail de huit heures;

ATTENDU QUE les membres de la plupart des unités du secteur privé ont un régime de retraite très restreint, s'ils en ont un;

ATTENDU QUE le paragraphe 7.33 prévoit déjà le versement d'un montant forfaitaire aux dirigeantes et dirigeants et aux permanentes et permanents syndicaux qui ne participent pas à un régime de retraite. Ce montant correspond à la contribution de l'employeur pour une employée ou un employé qui touche le salaire maximal de la classe d'emplois recevant le salaire le moins élevé;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE tous les membres élus qui travaillent à plein temps pour le Syndicat reçoivent un supplément lié à leur régime de retraite établi en fonction du salaire maximal d'un PO-5;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le supplément en question soit versé une fois l'an dans un REER ou un régime équivalent.

RESOLUTION NO 116

Pacific Regional Conference

Section 7.33

WHEREAS we have negotiated a lower starting wage for new hires;

WHEREAS part-time employees pension is based on their scheduled hours;

WHEREAS most RSMCs pensionable earnings are not based on an 8-hour day;

WHEREAS most private sector bargaining units have a very limited if any pension plan;

WHEREAS section 7.33 already provides for a lump sum payment for officers or union representatives who are not covered by a pension plan an amount equal to the contribution of the employer for an employee earning the maximum salary of the lowest classification;

THEREFORE BE IT RESOLVED that all elected members working full-time for the Union be provided with a top up to their pension plan based on the maximum salary of the PO5 rate;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that this top up be made once a year to an RRSP or its equivalent.

RÉSOLUTION N° 118

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE l'allocation journalière maximum actuelle de l'hébergement, conformément au paragraphe 7.42, deuxième paragraphe, des statuts nationaux, ne tient pas compte des coûts réels dans certaines villes;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le montant maximum soit modifié à 250,00 \$ plus taxes au 1^{er} juillet 2019;

Et que ces montants sont ajustés chaque année conformément au paragraphe 7.62 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 123

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE les statuts nationaux ne prévoient pas le paiement d'une allocation quotidienne aux membres nommés à un comité ni aux permanentes et permanents syndicaux suppléants qui sont sollicités pour travailler au palier régional ou national;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national a adopté, en 2015, une politique prévoyant le versement d'une allocation quotidienne à ces membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.42 des statuts nationaux afin de préciser que les membres travaillant de façon temporaire pour le Syndicat sont logés pendant les trois premiers mois de leur affectation dans un condominium du Syndicat ou un appartement loué par celui-ci et reçoivent l'allocation prévue au paragraphe 7.49 pour l'achat d'éléments nécessaires à la cuisine, entre autres, des épices et des sauces;

RESOLUTION NO 118

Quebec Regional Conference

Section 7.42

WHEREAS the current maximum per diem allowance for accommodation, as per the second paragraph of section 7.42, does not take into account actual costs in some cities;

BE IT RESOLVED that the maximum amount be increased to \$250.00, plus taxes, as of July 1st, 2019;

And that this amount be adjusted each year in accordance with section 7.62 of the National Constitution.

RESOLUTION NO 123

Metro-Toronto Regional Conference

Section 7.42

WHEREAS the Constitution currently does not address a daily allowance for members who are appointed to committees or Alternate Union Representatives who are asked to come to work for the Union at Regional or National level;

WHEREAS the National Executive Board adopted a policy regarding a daily per diem allowance for individuals in this situation back in 2015;

BE IT RESOLVED that section 7.42 of the National Constitution be amended to state that for members working on a temporary basis for the Union for the first 3 months will be accommodated in a Union owned condo or rented apartment and will receive the allowance as provided for in 7.49, in order to purchase housing items such as but not limited to spices, sauces, etc.;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les membres travaillant pour le Syndicat de façon temporaire reçoivent, après les trois premiers mois de leur affectation, une allocation mensuelle de 500 \$, qui est rajustée chaque année conformément au paragraphe 7.62;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE, si ces membres sont autorisés à participer à d'autres activités syndicales, les dispositions du paragraphe 7.42 s'appliquent.

RÉSOLUTION N° 125

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 7.42

ATTENDU QUE les statuts nationaux ne prévoient pas le paiement d'une allocation quotidienne aux membres nommés à un comité ni aux permanentes et permanents syndicaux suppléants qui sont sollicités pour travailler au palier régional ou national;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national a adopté, en 2015, une politique prévoyant le versement d'une allocation quotidienne à ces membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 7.42 des statuts nationaux soit modifié pour indiquer que les membres qui travaillent pour le Syndicat de manière temporaire sont logés pendant les trois premiers mois de leur affectation dans un condominium du Syndicat ou un appartement loué par celui-ci et reçoivent l'indemnité prévue au paragraphe 7.49 pour l'achat d'éléments nécessaires à la cuisine, dont des épices, des sauces, etc.;

BE IT FURTHER RESOLVED that after 3 months, individuals working for the Union on a temporary basis will be provided a monthly allowance of \$500.00 and this monthly allowance will be adjusted yearly pursuant to section 7.62;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that if these individuals are authorized to attend or participate in other Union activities the provision under section 7.42 will be applied.

RESOLUTION NO 125

Pacific Regional Conference

Section 7.42

WHEREAS the Constitution currently does not address a daily allowance for members that are appointed to committees or alternate union representatives that are asked to come work for the Union Regionally or Nationally;

WHEREAS the NEB adopted a policy regarding a daily per diem allowance for individuals in this situation back in 2015;

BE IT RESOLVED that section 7.42 of the Constitution is amended to state that for members working on a temporary basis for the union for the first 3 months will be accommodated in a Union owned condo or a rented apartment and will receive the allowance as provided for in section 7.49, in order to purchase housing items such as but not limited to spices, sauces, etc.;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les membres qui travaillent pour le Syndicat de manière temporaire reçoivent, après les trois premiers mois de leur affectation, une allocation mensuelle de 500 \$, qui est rajustée chaque année conformément au paragraphe 7.62;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE, si ces membres sont autorisés à assister ou à participer à d'autres activités du Syndicat, les dispositions du paragraphe 7.42 s'appliquent.

RÉSOLUTION N° 129

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.44

ATTENDU QUE l'allocation pour chaque kilomètre parcouru lors de l'utilisation d'un véhicule personnel, conformément au paragraphe 7.44, ne reflète pas le coût actuel réel;

ATTENDU QUE selon le gouvernement du Canada l'allocation qui devrait être payée pour l'utilisation d'un véhicule personnel en 2018 devrait être de 0,55 \$ le kilomètre;

ATTENDU QUE le prix de l'essence ne cesse d'augmenter;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le montant d'allocation par kilomètre soit modifié à 0,40 \$ au 1^{er} juillet 2019;

Et que ces montants soient ajustés chaque année conformément au paragraphe 7.62 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 131

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.47

BE IT FINALLY RESOLVED that after 3 months, individuals working for the Union on a temporary basis will be provided a monthly allowance of \$500.00 and this monthly allowance will be adjusted yearly pursuant to section 7.62;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that if these individuals are authorized to attend or participate in other Union activities the provision under section 7.42 will be applied.

RESOLUTION NO 129

Quebec Regional Conference

Section 7.44

WHEREAS the allowance for each kilometre travelled using a personal vehicle, in accordance with section 7.44, does not reflect the actual cost;

WHEREAS, according to the Government of Canada, the allowance to be paid in 2018 when using a personal vehicle, is \$0.55 per kilometre;

WHEREAS the price of gas keeps going up;

BE IT RESOLVED THAT the allowance for each kilometre be increased to \$0.40 as of July 1st, 2019;

And that this amount be adjusted each year in accordance with section 7.62 of the National Constitution.

RESOLUTION NO 131

Atlantic Regional Conference

Section 7.47

ATTENDU QUE toutes les sections locales devraient pouvoir être représentées au congrès national si elles le veulent;

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE nous devons trouver des moyens de réduire les coûts tout en limitant le plus possible les conséquences sur la solidarité et l'inclusion;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les sections locales qui comptent moins de 100 membres paient le salaire de la déléguée ou du délégué officiel qui participe au congrès.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les sections locales qui n'ont pas suffisamment de fonds pour participer au congrès présentent une demande de financement, qui sera soumise à l'approbation du Conseil exécutif national.

RÉSOLUTION N° 132

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 7.47

ATTENDU QUE le coût estimé du congrès national de 2019 dépasse quatre millions de dollars;

ATTENDU QUE le Syndicat, au palier national, doit examiner attentivement toutes les mesures d'économie de coûts afin de réduire ses dépenses;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les dépenses liées aux déléguées et délégués qui assisteront aux congrès nationaux après celui de 2019 soient payées à parts égales (moitié-moitié) par la section locale et le bureau national;

WHEREAS all Locals should have a voice at the National Convention if they choose to;

WHEREAS CUPW has financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS we must look at ways to cut costs with the least amount of impact possible on solidarity and inclusion;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Locals of less than 100 shall pay all wages of official delegates attending convention.

BE IT FURTHER RESOLVED that, if Locals have insufficient funds to attend Convention, they shall apply for funding with approval by National Executive Board.

RESOLUTION NO 132

Central Regional Conference

Section 7.47

WHEREAS the National Convention in 2019 is estimated to exceed four million dollars;

WHEREAS the national union must seriously look at alternative cost saving measures as a way to minimize expenditures;

THEREFORE BE IT RESOLVED that following the 2019 National Convention, all delegate costs associated with attending subsequent conventions shall be shared on an equal basis (50/50) between the local and National office;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QU'il revienne au bureau national de payer les dépenses liées aux déléguées et délégués dans le cas des sections locales qui parviennent à démontrer leur situation financière précaire.

RÉSOLUTION N° 134

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 7.49

ATTENDU QUE, aux termes du paragraphe 7.49, le total d'un mois d'allocation pour une personne est de 1 465,50 \$;

ATTENDU QUE le Syndicat s'efforce de fournir aux personnes qui occupent une affectation temporaire un logement doté d'une cuisine entièrement équipée;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les personnes qui occupent une affectation temporaire du STTP et qui ont accès à une cuisine reçoivent l'allocation prévue au paragraphe 7.42 pendant les trois premiers mois, et qu'après cette période, elles reçoivent une allocation mensuelle de 500 \$;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que ces personnes reçoivent l'allocation prévue au paragraphe 7.42 si elles doivent participer à des activités syndicales. Les personnes visées par cette mesure sont, entre autres, les membres de comités, les permanentes et permanents syndicaux suppléants et les aides techniques.

RÉSOLUTION N° 136

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 7.50

THEREFORE BE IT RESOLVED that locals who can demonstrate financial hardship, will have the delegate costs absorbed by the National office.

RESOLUTION NO 134

Central Regional Conference

Section 7.49

WHEREAS the cost of one full month for per diem under 7.49 for one person is \$1,465.50;

WHEREAS the Union strives to accommodate those holding temporary assignments with full kitchen facilities;

BE IT RESOLVED that those working temporarily for the Union and provided with full kitchen facilities, shall receive an allowance under 7.42 for the first three months, after three months they will be provided a monthly allowance of \$500 a month;

BE IT FINALLY RESOLVED that if these individuals are asked to attend union activities, they shall receive the per diem of 7.42. This shall include, but not limited to any committees, alternate Union Representatives, technical assistants.

RESOLUTION NO 136

Metro-Toronto Regional Conference

Section 7.50

ATTENDU QUE, en matière d'allocation versée aux négociateurs et négociatrices et aux autres membres non élus travaillant au nom du Syndicat, le paragraphe 7.50 n'a pas été revu depuis de nombreuses années;

ATTENDU QUE le Syndicat doit réduire ses coûts d'opération;

ATTENDU QUE les frais de déplacement augmentent chaque année;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 7.50 des statuts nationaux soit modifié pour indiquer qu'un membre reçoit un billet de transport aller-retour entre le bureau national et son domicile toutes les quatre semaines et aussi pour supprimer les dispositions indiquant qu'il a droit à 30 minutes par semaine d'utilisation du téléphone du bureau national pour communiquer avec sa famille.

RÉSOLUTION N° 141

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 8.01 et 8.02

ATTENDU QUE le Syndicat se préoccupe du problème d'intimidation qui existe en milieu de travail et au sein du Syndicat et qu'il reconnaît le droit des travailleuses et travailleurs et des membres à évoluer au sein d'un milieu exempt d'intimidation;

ATTENDU QUE le Syndicat s'oppose vivement et en tout temps à l'intimidation et qu'il définit celle-ci comme dégradante, en plus d'être un abus de pouvoir, et ce, sur toutes les plateformes où le Syndicat est présent;

ATTENDU QUE le Syndicat veille activement à ce que toutes les activités syndicales et les milieux de travail soient exempts d'intimidation et qu'il informe, via ses programmes de formation et publications, sur l'intimidation;

WHEREAS the allowances provided to negotiators or other members working on behalf of the Union who have not been elected at Convention the provision under section 7.50 has not been reviewed in many years;

WHEREAS the Union needs to reduce its operating cost;

WHEREAS the cost for travel has continued to increase each year.

BE IT RESOLVED that section 7.50 of the National Constitution be amended to state that a member shall receive a return transportation ticket to their place of residence once every four weeks and remove the 30 minutes for contacting his/her family under section 7.50.

RESOLUTION NO 141

Metro-Montreal Regional Conference

Sections 8.01 and 8.02

WHEREAS the Union is concerned about the problem of bullying in the workplace and within the Union, and that it recognizes the right of workers and members to a bully-free environment;

WHEREAS the Union strongly opposes bullying at all times and considers it to be degrading and an abuse of power, in any forum where the Union is present;

WHEREAS the Union actively works to ensure that all workplaces and union activities are free from bullying, and to raise awareness of bullying in its publications and education programs;

ATTENDU QU'au congrès de 2015, une résolution a été adoptée afin de mettre en place un comité régional de résolution de conflits afin d'aider les sections locales à régler les conflits entre ses membres et que ce comité n'a pas ou très peu été requis malgré près d'une centaine de plaintes déposées sous l'égide de l'article 8, et que la médiation n'a pas été retenue;

QU'IL SOIT RÉSOLU de remplacer le 1^{er} paragraphe de 8.01 par :

« Lorsque deux membres ou plus ont un conflit entre eux, ils doivent participer à des mesures de rechange en matière de résolution de conflits »;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU d'ajouter au paragraphe 8.02 :

« [...] de l'intimidation et du harcèlement tant en milieu de travail que sur les réseaux sociaux ».

RÉSOLUTION N° 142

Conférence régionale des Prairies

Alinéa 8.12 a) – Nouveau

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP ajoute l'alinéa suivant à l'article 8 des statuts nationaux :

Nouvel alinéa 8.12 a) :

Les membres, les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux nationaux dont le statut de membre a été suspendu conformément à l'alinéa 8.03 e) ne sont pas protégés contre d'autres accusations ou mesures disciplinaires progressives aux termes de l'article 8.

WHEREAS, at the 2015 convention, a resolution was adopted with a view to setting up a Regional Conflict Resolution Committee to help locals resolve member-to-member conflicts, and this committee was hardly used, or not at all, despite the hundred or so complaints filed under Article 8, and there was no recourse to mediation;

BE IT RESOLVED that the first paragraph of section 8.01 be replaced as follows:

“When a conflict occurs between two or more members, they must take part in an alternative conflict resolution process.”

BE IT ALSO RESOLVED that the following be added to section 8.02:

“[...] having engaged in bullying or harassment either in the workplace or on social media.”

RESOLUTION NO 142

Prairie Regional Conference

Section 8.12 (a) – New

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW add the following section to Article 8 of the National Constitution:

New Section 8.12 (a):

Members, officers, or union representatives whose membership in the Union is under suspension under section 8.03 (e) shall not be immune to further charges or progressive discipline under Article 8.

RÉSOLUTION N° 147

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 9.02

ATTENDU QUE des problèmes se posent en ce qui concerne l'adoption en temps opportun des règlements des sections locales;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 9.02 en ajoutant les phrases suivantes à la fin du premier alinéa :

« Le Conseil exécutif national doit fournir sa réponse dans les deux (2) mois suivant la réception des règlements de la section locale. Si le Conseil exécutif national ne lui fournit pas de réponse dans le délai précité, les règlements soumis sont considérés comme étant les règlements officiels de la section locale. »

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU de modifier ainsi le troisième alinéa du paragraphe 9.02,

« Les règlements de la section locale deviennent officiels dès que la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national l'avise que les règlements sont approuvés. »

RÉSOLUTION N° 148

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 9.02

La secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national :

1. Accuse réception des changements proposés aux règlements de toute section locale;

RESOLUTION NO 147

Atlantic Regional Conference

Section 9.02

WHEREAS there have been issues with the timeliness of local by-laws being adopted;

THEREFORE BE IT RESOLVED section 9.02 be amended to add to the end of the first paragraph that :

“The response from the NEB will be given within 2 months of submission by the Local. If the Board fails to respond, the Bylaws are considered the by-laws of the local”.

BE IT FUTHER RESOLVED that the third paragraph of section 9.02 be amended to state,

“On notification to the Local from the National Secretary- Treasurer that the By-Laws have been approved, they are the by-laws of the local immediately”.

RESOLUTION NO 148

Prairie Regional Conference

Section 9.02

The National Secretary-Treasurer shall:

1. Acknowledge receipt of proposed changes to the by-laws of any Local;

2. Est responsable de l'examen des changements proposés, dans les 60 jours suivant leur réception, pour s'assurer qu'ils respectent les statuts nationaux;
3. Communique les résultats de l'examen à la section locale;
4. À la suite de l'examen, exige ou recommande à la section locale, s'il y a lieu, de supprimer ou de modifier des dispositions des règlements de la section locale, conformément au paragraphe 9.02 des statuts nationaux;
5. Une fois les changements approuvés, communique cette approbation à la section locale;
6. La section locale ne peut adopter les changements à ses règlements qu'après avoir reçu l'approbation de la secrétaire-trésorière ou du secrétaire-trésorier national;

PARCE QUE les sections locales doivent être en mesure de modifier leurs règlements au besoin et qu'elles ont besoin de recevoir une confirmation des changements proposés afin de pouvoir les adopter en temps opportun.

RÉSOLUTION N° 151

Conférence régionale de l'Ontario

Article 9 – ONTTTPR

ATTENDU QUE nous croyons qu'il est important d'inclure l'ONTTPR dans les statuts nationaux;

2. Be responsible to have these proposals reviewed for any conflict with the National Constitution, such review to be completed within 60 days of receipt;
3. Communicate back to the Local the results of this review;
4. The review may require or recommend deletions or amendments as in-line with 9.02 of the National Constitution;
5. Once approved, communicate this approval to the Local;
6. A Local may only adopt changes to their by-laws once they have received the approval from the National Secretary-Treasurer.

BECAUSE a local must have the ability to amend its by-laws as needed and receive confirmation of these changes so that they can adopt the changes in a timely fashion.

RESOLUTION NO 151

Ontario Regional Conference

Article 9 – NORPW

WHEREAS we think it is important to put NORPW into the National Constitution;

ATTENDU QUE le STTP a contribué à la mise sur pied de l'Organisation nationale des travailleuses et travailleurs des postes à la retraite (ONTTPR) en lui offrant du soutien administratif, de l'espace de travail, des services d'envois et l'accès à ses services en ligne au cours des dernières années;

ATTENDU QUE l'ONTTPR pourrait encore nécessiter un tel soutien, et peut-être même une aide financière;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter (p. ex. au paragraphe 9.23) un nouvel alinéa sur l'ONTTPR afin d'inclure, en tout ou en partie, dans les statuts nationaux, l'information suivante, là où le Conseil exécutif national le jugera approprié, comme suit :

L'ONTTPR est un organisme sans but lucratif représentant des membres à la retraite du STTP de toutes les régions du Canada ayant choisi d'adhérer à l'organisation dans le but de lutter pour protéger le régime de retraite et les avantages connexes.

Les membres qui prennent leur retraite sont encouragés à adhérer à l'ONTTPR et reçoivent un formulaire de demande d'adhésion avec la lettre décrite au paragraphe 1.22, qui leur est expédiée par le STTP.

Les demandes d'adhésion dûment remplies sont reçues au bureau national du STTP, et le STTP ajoute les noms à la liste des membres de l'ONTTPR. Les cotisations reçues avec les demandes d'adhésion sont envoyées à la secrétaire-trésorière ou au secrétaire-trésorier de l'ONTTPR.

WHEREAS CUPW has helped to create a National Organization of Retired Postal Workers (NORPW), in the form of offering office support and space, mailings and use of their online services for the past several years;

WHEREAS NORPW may still need support as above, and perhaps some monetary support in the future;

THEREFORE BE IT RESOLVED that a new section (e.g. as part of 9.23), is created for NORPW, with the following information in all, or part thereof, inserted into which part of the Constitution the NEB decides is appropriate as follows:

NORPW is an official Non-Profit Organization, representing a volunteer membership of retired CUPW members across Canada, to fight to protect our pension and benefits for all.

New retirees are encouraged to join, and are supplied a membership application, included with the letter described in section 1.22, which shall be mailed by CUPW.

Completed applications will be received at CUPW National office, and names will be added to NORPW membership list by CUPW. Enclosed dues will be forwarded to the NORPW Treasurer.

Les membres du comité exécutif et les représentantes et représentants régionaux de l'ONTTRP ou les déléguées et délégués élus sont invités à participer aux conférences régionales et congrès du STTP. L'ONTTRP paie leurs frais de participation. Ces personnes sont considérées comme des observatrices ou observateurs jusqu'à ce que les statuts nationaux du STTP soient modifiés, s'il y a lieu, pour leur accorder le statut de déléguées ou délégués.

Les membres du comité exécutif de l'ONTTRP et la dirigeante ou le dirigeant du Comité exécutif national du STTP responsable d'assurer la liaison avec l'organisation se réunissent au moins deux fois par année pour discuter des questions relatives aux membres à la retraite et passer en revue les modifications à apporter aux services de soutien. Pour ne pas occasionner de dépenses importantes, ces réunions se tiennent électroniquement, par vidéoconférence, ou en personne, si les parties sont à Ottawa.

RÉSOLUTION N° 152

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 9.26

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 9.26 et de diminuer le nombre minimal d'assemblées par année à cinq (5).

RÉSOLUTION N° 154

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 9.37

ATTENDU QUE le STTP est un chef de file en matière de changement social et d'éducation à l'intention de ses propres membres et des collectivités qu'il dessert;

NORPW National Executive and Regional Representatives, and/or elected delegates, will be invited to attend Regional Conferences and Conventions. The cost will be paid by NORPW. They will be considered as observers until such time the CUPW National Constitution may be amended in the future, to allow them to have full delegate status.

NORPW National Executive and the responsible liaison NEC officer, shall meet at least bi-annually to discuss retiree issues, and to review what support changes may be needed. These meetings should take place electronically by teleconferencing, to not incur a huge cost, or in person if the parties are in Ottawa.

RESOLUTION NO 152

Quebec Regional Conference

Section 9.26

BE IT RESOLVED to amend section 9.26 and reduce the minimum number of membership meetings to five (5) per year.

RESOLUTION NO 154

Central Regional Conference

Section 9.37

WHEREAS CUPW is a leader in social change and education for its own members and every community it serves;

ATTENDU QUE faciliter l'accès à une éducation de qualité est une priorité majeure du Syndicat et un principe essentiel de son action;

ATTENDU QUE le coût des études postsecondaires représente un obstacle pour un grand nombre de familles de la classe ouvrière;

ATTENDU QUE de nombreuses organisations syndicales proposent des bourses d'études aux élèves qui entreprennent des études postsecondaires;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 9.37 pour permettre aux sections locales d'utiliser de leurs fonds pour offrir des bourses d'études;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les montants des bourses d'études, de même que les critères d'obtention, soient approuvés par les membres de la section locale et la directrice ou le directeur national de la région;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU, afin d'éviter tout favoritisme, de confier le choix des récipiendaires à la direction des écoles secondaires.

RÉSOLUTION N° 155

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 9.37

ATTENDU QUE les membres constituent notre force et que la communication et la formation représentent nos meilleurs outils pour maintenir cette force;

ATTENDU QUE les assemblées générales des membres constituent le moyen naturel de consolider la force du Syndicat;

WHEREAS expending access to quality education is a top priority and core principle;

WHEREAS the costs associated with post secondary education is a challenge for many working-class families;

WHEREAS many labour organizations offer bursaries and scholarships to students commencing post-secondary education;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 9.37 be amended to include the ability to utilize local funds to offer bursaries;

BE IT FURTHER RESOLVED the sum of the bursaries, as well as the terms and conditions associated with it, be approved by the local membership and the National Director assigned to the region;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED to avoid favoritism, the selection of the bursary recipient be entrusted through high school officials.

RESOLUTION NO 155

Central Regional Conference

Section 9.37

WHEREAS the membership is our strength and communication/education is the best tool at our disposal to keep it strong;

WHEREAS the natural forum to continue building the strength of our union, is through general membership meetings;

ATTENDU QUE les sections locales doivent faire preuve de transparence dans chacune de leurs transactions financières;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 9.37 afin de permettre l'utilisation des ristournes pour l'achat de boissons non alcoolisées et de collations;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU d'offrir des boissons non alcoolisées et des collations dans le cadre d'une seule assemblée par trimestre.

RÉSOLUTION N° 159

Conférence régionale des Prairies

Article 10

ATTENDU QUE les déléguées et délégués syndicaux aux congrès précédents ont donné comme mandat au palier national de réduire ses dépenses et ses coûts;

ATTENDU QUE la région des Prairies est celle qui dessert le plus vaste territoire géographique;

ATTENDU QUE la présente résolution permettrait de réduire les coûts de déplacement;

ATTENDU QUE nous devons continuer de poursuivre des façons de former une relève sans créer de barrières à cet égard;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les statuts nationaux afin que les permanentes et permanents syndicaux régionaux soient affectés par la directrice ou le directeur national à un secteur de service en particulier et qu'ils ne soient pas tenus de déménager.

WHEREAS locals must be transparent in all financial transactions;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 9.37 be expended to include the allowance of rebate funds for the purpose of non-alcoholic refreshments and snack food;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that non-alcoholic refreshments and snack food be limited to one per meeting per quarter.

RESOLUTION NO 159

Prairie Regional Conference

Article 10

WHEREAS the National Union has been tasked at the previous Conventions to curb its expenditures / costs;

WHEREAS the Prairie Region has the largest geographical area to service;

WHEREAS the following resolution would reduce travel cost;

WHEREAS we need to continue ways to build secondary leadership without creating barriers;

BE IT RESOLVED that the Constitution be amended to provide that Regional Union Representatives be elected to perform work in servicing areas as determined by the National Director and that they not be obligated to relocate.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux partagent un espace de bureau avec une section locale du STTP ou louent un espace de bureau auprès d'un autre syndicat, si un tel espace est disponible.

RÉSOLUTION N° 160

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 10.01

ATTENDU QUE le programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD) coûte de l'argent, du temps et des ressources au STTP;

ATTENDU QUE le travail lié au PAICD a été refilé aux régions;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les permanentes et permanents syndicaux nationaux mentionnés au paragraphe 10.01 des statuts nationaux soient responsables des dossiers relatifs aux réclamations aux termes du PAICD et au dépôt d'appels au nom des membres.

RÉSOLUTION N° 164

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 10.01

ATTENDU QUE le STTP continue d'éprouver des difficultés à modifier sa structure;

ATTENDU QUE nous devons envisager de nouvelles façons d'accomplir le travail du Syndicat;

ATTENDU QUE, selon le document de discussion préparatoire au congrès, le processus de règlement extrajudiciaire des différends a permis de réduire le nombre de griefs et qu'un nouveau processus rationalisé de traitement des griefs sera bientôt en place;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Regional Union Representatives share office space with the CUPW-STTP Local or rent office space from another union if available.

RESOLUTION NO 160

Atlantic Regional Conference

Section 10.01

WHEREAS the STDP is costing the Union in money, time and resources;

WHEREAS this work has been downloaded on the Regions;

THEREFORE BE IT RESOLVED the National Union Representatives found in section 10.01 of the National Constitution be responsible for handling STDP claims and filing appeals for members.

RESOLUTION NO 164

Prairie Regional Conference

Section 10.01

WHEREAS CUPW continues to struggle with amending the structure of the union;

WHEREAS we must consider new and different ways to complete the work of the union;

WHEREAS the pre-convention discussion paper has acknowledged with the ADR process initiated there are fewer grievances and a new streamlined grievance administration process is soon to be in place;

ATTENDU QUE le rapport de 2010 sur l'examen de la structure du Syndicat comporte des recommandations pour améliorer le système de règlement des griefs aux paliers local, régional et national;

ATTENDU QUE les recommandations du rapport de 2010 sur l'examen de la structure sont logiques et que des mesures ont été prises en vue de la mise en œuvre de bon nombre de ces recommandations;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 10.01 afin de réduire à trois le nombre de permanentes et permanents syndicaux affectés à la section des griefs.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de supprimer le deuxième et le troisième paragraphe du paragraphe 10.01.

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU d'insérer, sous le premier paragraphe du paragraphe 10.01, le paragraphe suivant : « *Sous la direction de la dirigeante ou du dirigeant national des griefs, les trois permanentes ou permanents syndicaux s'occupent des dossiers de consultation avec les employeurs et des questions relatives à la santé et à la sécurité, à l'indemnisation des accidents du travail, aux avantages sociaux, à l'assurance-emploi et aux régimes de retraite.* »

RÉSOLUTION N° 165

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 10.02

ATTENDU QUE, pour mener des campagnes essentielles et assurer ses activités de tous les jours, le Syndicat doit faire des compressions en vue de réaliser des économies;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer le poste de permanente ou permanent syndical national relevant du Comité exécutif national.

WHEREAS the 2010 Structure Review document made recommendations on how to improve the grievance system locally, regionally and nationally;

WHEREAS the 2010 Structure Review recommendations make sense, and work has been done to move towards implementing many of these recommendations;

THEREFORE BE IT RESOLVED that under section 10.01 the number of Union representatives working in the grievance department shall be reduced to 3 Union representatives.

BE IT FURTHER RESOLVED to delete paragraph 2 and paragraph 3 under 10.01

BE IT FURTHER RESOLVED that a new paragraph be inserted under 10.01 "*Under the direction of the National Grievance officer the files dealing with consultation with the employer, health and safety matters, workers compensation, benefit plans, employment insurance and pensions shall be coordinated amongst the 3 Union representatives.*

RESOLUTION NO 165

Central Regional Conference

Section 10.02

WHEREAS cuts must be made to save money for the Union to run critical campaigns and daily operations;

THEREFORE BE IT RESOLVED to delete the Union Representative assigned to the NEC.

RÉSOLUTION N° 166

Conférence régionale du Toronto métro

Paragraphe 10.02

ATTENDU QUE le Syndicat a reçu, en 2010, un rapport du Comité d'examen de la structure pour l'aider à revoir sa structure afin de réduire ses coûts d'opération;

ATTENDU QUE les dossiers de la permanente ou du permanent syndical relevant du Conseil (*sic*) exécutif national, décrits au paragraphe 10.02 des statuts nationaux, peuvent être confiés à d'autres dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux, comme le dossier de la solidarité internationale, qui peut être confié aux permanentes et permanents syndicaux relevant de la vice-présidente ou du vice-président chargé de la syndicalisation, etc.;

ATTENDU QUE le permanent syndical qui occupe ce poste en ce moment a déclaré ne pas se représenter au prochain congrès;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer ce poste des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 167

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 10.08 i) – AJOUTER

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux peuvent ne pas avoir suivi la formation sur la procédure formelle d'arbitrage;

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux peuvent ne pas avoir l'expérience ou les connaissances nécessaires pour plaider des causes dans le cadre de la procédure formelle d'arbitrage;

RESOLUTION NO 166

Metro-Toronto Regional Conference

Section 10.02

WHEREAS the Union received a report from the "Structural Review Committee" in 2010 to deal with the Union's structure in an effort to reduce the Union's overall operation costs;

WHEREAS the duties of the Union Representative assigned to the National Executive Board as described in section 10.02 of the National Constitution can be delegated to other Officers and Union Representatives, such as International Solidarity to the Union Representatives under the direction of the Vice-President responsible for Organizing etc.;

WHEREAS the current Union Representative position in this position has stated they will not re-offer for position.

THEREFORE BE IT RESOLVED that this position be eliminated from the National Constitution.

RESOLUTION NO 167

Ontario Regional Conference

Section 10.08 (i) - ADD

WHEREAS Regional Union Representatives may not be trained in formal arbitration;

WHEREAS Regional Union Representatives may not have the experience or knowledge to argue formal arbitration;

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux n'ont pas accès à des aides techniques pour effectuer des recherches et trouver la jurisprudence pertinente;

ATTENDU QUE la charge de travail des permanentes et permanents syndicaux régionaux est lourde;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter les mots « s'il y a lieu » à l'alinéa 10.08 i), comme suit :

« de préparer et de présenter des dossiers à la procédure formelle d'arbitrage, **s'il y a lieu**, dans le but de réduire au minimum le recours aux avocats. »

RÉSOLUTION N° 168

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 10.10

Le STTP offre une formation complète à la permanente ou au permanent syndical suppléant appelé à remplacer la ou le titulaire d'un poste régulier, et l'autorise à remplacer cette personne aux comités dont elle fait partie. Ainsi, la personne suppléante est en mesure d'exécuter la totalité des tâches prévues à la description de tâches d'une permanente ou permanent syndical;

PARCE QUE le remplacement effectué par la permanente ou le permanent syndical suppléant est censé s'appliquer à la totalité des tâches du poste régulier;

PARCE QUE les permanentes et permanents syndicaux suppléants ne sont PAS affectés à la totalité des tâches exercées par les permanentes et permanents syndicaux réguliers;

WHEREAS Regional Union Representatives do not have technical assistants to do research and provide jurisprudence;

WHEREAS Regional Union Representatives have an existing heavy workload;

THEREFORE BE IT RESOLVED to add the words "where practicable" to 10.08(i) to read as follows:

"Where practicable, to prepare and present formal arbitration cases to minimize the utilization of lawyers".

RESOLUTION NO 168

Central Regional Conference

Section 10.10

The CUPW will fully train all Alternate Union Representatives that are replacing any regular Union Representative. The Alternate Union Representative will replace the previous Union Representative on all Committees that they sat on so that they perform the full job description of a Union Representative;

BECAUSE the Alternate Union Representative is supposed to fully replace a Union Representative;

BECAUSE Alternate Union Representatives are NOT being fully exposed to the full duties of Union Representative;

PARCE QUE les autres permanentes et permanents syndicaux se font imposer davantage de tâches puisque la permanente ou le permanent syndical suppléant n'accomplit pas la totalité des tâches;

PARCE QUE les permanentes et permanents syndicaux suppléants ne sont pas utilisés à leur pleine mesure.

RÉSOLUTION N° 169

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 10.10

ATTENDU QUE le travail du Syndicat doit se poursuivre même si une permanente ou un permanent syndical régional est en congé;

ATTENDU QU'une permanente ou un permanent syndical régional est parfois appelé à travailler au sein d'un comité ou à participer à une délégation;

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux ont droit à des vacances et qu'ils tombent parfois malades;

ATTENDU QU'il arrive parfois que la politique joue un rôle dans le choix de la permanente ou du permanent syndical suppléant appelé à travailler dans un bureau régional;

ATTENDU QUE parfois les permanentes et permanents syndicaux suppléants ne sont pas sollicités pendant toute la durée d'un mandat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux suppléants soient sollicités pour remplacer toute absence prévue d'au moins cinq (5) jours d'une permanente ou d'un permanent syndical régional;

BECAUSE other Union Representatives are having more demands placed on them because the Alternate is not doing the full job description;

BECAUSE Alternate Union Representatives are not being fully utilized.

RESOLUTION NO 169

Pacific Regional Conference

Section 10.10

WHEREAS the work of the Union must continue regardless if a Regional Union Representative is on leave;

WHEREAS a Regional Union Representative is sometimes called away to work on committees or to attend delegations;

WHEREAS Regional Union Representatives are entitled to vacation and sometimes become ill;

WHEREAS sometimes politics come into play when selecting an alternate union representative to work in the regional office;

WHEREAS Alternate Union Representatives sometimes are not used for the entire term;

THEREFORE BE IT RESOLVED that alternate union representative of the regions shall be used to cover all known union representative absences of 5 days or more;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les trois permanentes et permanents syndicaux régionaux suppléants bénéficient de la même possibilité de suppléer les absences.

RÉSOLUTION N° 170

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 10.10

ATTENDU QUE le travail du Syndicat doit se poursuivre même quand une permanente ou un permanent syndical régional est en congé;

ATTENDU QU'une permanente ou un permanent syndical régional est parfois appelé à travailler au sein d'un comité ou à participer à une délégation;

ATTENDU QUE les permanentes et permanents syndicaux régionaux ont droit à des vacances et qu'ils tombent parfois malades;

ATTENDU QU'il arrive parfois que la politique joue un rôle dans le choix de la permanente ou du permanent syndical suppléant appelé à travailler dans un bureau régional;

ATTENDU QUE parfois les permanentes et permanents syndicaux suppléants ne sont pas sollicités pendant toute la durée d'un mandat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, pour les raisons qui précèdent, il ne soit pas nécessaire d'obtenir l'approbation du Conseil exécutif national pour recourir aux services des permanentes et permanents syndicaux régionaux suppléants.

RÉSOLUTION N° 171

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 10.13

ATTENDU QU'il est nécessaire de réduire les coûts à court et à long termes;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the three alternate union representatives shall be used on an equal opportunity basis.

RESOLUTION NO 170

Pacific Regional Conference

Section 10.10

WHEREAS the work of the Union must continue regardless if a Regional Union Representative is on leave;

WHEREAS a Regional Union Representative is sometimes called away to work on committees or to attend delegations;

WHEREAS Regional Union Representatives are entitled to vacation and sometimes become ill;

WHEREAS sometimes politics come into play when selecting an alternate union representative to work in the regional office;

WHEREAS Alternate Union Representatives sometimes are not used for the entire term;

BE IT FURTHER RESOLVED that approval not be required from the NEB to use the regional alternate union representatives for these reasons.

RESOLUTION NO 171

Central Regional Conference

Section 10.13

WHEREAS there is a need to reduce costs both short term and long term;

ATTENDU QUE cette mesure permettrait de réduire les frais de déplacement aux paliers régional et national du Syndicat;

ATTENDU QU'il est nécessaire de mieux comprendre les enjeux des sections locales et de favoriser les solutions prises au palier local;

ATTENDU QU'il est nécessaire d'entretenir de meilleures relations non seulement avec l'employeur, mais aussi avec les membres;

ATTENDU QUE cette initiative serait financée par les sections locales;

ATTENDU QU'une plaideuse ou un plaideur à temps partiel animerait les séances d'éducation au palier local;

QU'IL SOIT RÉSOLU de tenir une conférence régionale pour regrouper les sections locales et créer un poste de plaideuse ou plaideur à temps partiel.

RÉSOLUTION N° 174

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 10.24

ATTENDU QUE les déplacements coûtent cher et que le Syndicat tente de réduire ses coûts;

ATTENDU QUE les militantes et militants au palier local ne sont pas assez sollicités;

ATTENDU QUE la formation est essentielle à la croissance et à la stabilité d'un syndicat;

ATTENDU QUE les membres d'une même section locale se connaissent;

WHEREAS this resolution would cut down on travel costs incurred by Regional or National C.U.P.W.;

WHEREAS there needs to be a better understanding of local issues and have local solutions;

WHEREAS there needs to be better relationship building between not only union and management but the union and its members;

WHEREAS this initiative would be funded by the locals themselves;

WHEREAS any part-time workers advocate would function as a local facilitator for local educationals;

THEREFORE BE IT RESOLVED have a Regional Conference to group locals together and create a part time local worker advocate.

RESOLUTION NO 174

Central Regional Conference

Section 10.24

WHEREAS travel is expensive and our union is trying to cut costs;

WHEREAS local activists are under utilized;

WHEREAS education is paramount to a growing and stable union;

WHEREAS local members know local members;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat fasse tout en son pouvoir pour former des animateurs et animatrices au sein de chaque comité exécutif local.

RÉSOLUTION N° 176

Conférence régionale du Centre

Paragraphe 11.05

ATTENDU QUE les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux élus ne sont pas tenus de suivre les séances d'éducation;

QU'IL SOIT RÉSOLU de réserver une place par classe à un membre élu, en sus du nombre de places prévu, lors d'une formation syndicale régionale. Le membre élu ne reçoit aucun remboursement des frais de déplacement et d'hébergement, aucune allocation quotidienne. Seul le matériel de formation lui est remboursé. L'octroi d'une place se fait sous réserve de l'approbation du comité exécutif de la région concernée.

RÉSOLUTION N° 177

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 11.06

ATTENDU l'importance du rôle des déléguées et délégués syndicaux au sein du STTP;

ATTENDU QUE des déléguées et délégués, ainsi que des membres bien informés, favorisent la mobilisation et la défense des membres;

ATTENDU QUE les régions ont des besoins spécifiques afin de susciter la participation des membres à la vie syndicale, soit pour leurs membres, soit pour leurs déléguées et délégués syndicaux;

THEREFORE BE IT RESOLVED strive to have facilitators on every local executive.

RESOLUTION NO 176

Central Regional Conference

Section 11.05

WHEREAS elected officers and Union Representatives do not have the attend current educations;

BE IT RESOLVED that elected members be afforded a spot over and above in a regional union education, one person per class maximum. The elected member shall not receive reimbursement for travel, per diem or hotel except for the education material. This is subject to the approval of the REC of that region affected.

RESOLUTION NO 177

Metro-Montreal Regional Conference

Section 11.06

WHEREAS shop stewards play an important role within CUPW;

WHEREAS well-informed stewards and members help mobilize and defend members;

WHEREAS the regions have specific needs for their members or shop stewards with respect to encouraging participation in union activities;

ATTENDU QUE beaucoup de nos déléguées et délégués syndicaux ainsi que de nos membres sont jeunes, nouveaux et que l'on doit bâtir une relève pour faire face aux nombreux départs à la retraite;

ATTENDU QUE les réalités et les besoins d'éducation peuvent différer d'une région à une autre;

ATTENDU QUE les fonds de l'annexe « U » et par conséquent du paragraphe 11.06 connaissent une diminution malgré l'augmentation des dépenses;

QU'IL SOIT RÉSOLU que 25 % des sommes prévues au paragraphe 11.06 soient préautorisées au niveau régional, afin de répondre aux besoins particuliers et spécifiques des différentes régions.

RÉSOLUTION N° 180

Conférence régionale de l'Atlantique

Article 12

ATTENDU QUE certains postes nominatifs sont perçus comme étant des postes permanents;

ATTENDU QUE les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux doivent se faire réélire à chaque congrès national;

ATTENDU QUE les membres de la base ne sont pas mis au courant des postes nominatifs;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'au début de chaque nouveau mandat, tous les postes nominatifs soient annoncés à l'ensemble des membres pour qu'ils puissent postuler les postes en question. Le nouveau Conseil exécutif national étudie toutes les demandes en fonction des critères de sélection établis. Les dirigeantes et dirigeants responsables des postes nominatifs soumettent un rapport semestriel au Conseil exécutif national sur le travail accompli au cours du mandat par les personnes qui occupent les postes nominatifs.

WHEREAS many of our members and shop stewards are young or new, and we need to build secondary leadership given that many members are retiring;

WHEREAS education needs and realities can differ from one region to another;

WHEREAS Appendix "U" funding, and consequently section 11.06 funds, are decreasing, despite increasing expenses;

BE IT RESOLVED that 25% of the amounts set out in section 11.06 be pre-authorized at the regional level to meet the specific needs of each region.

RESOLUTION NO 180

Atlantic Regional Conference

Article 12

WHEREAS some appointed positions are perceived as permanent appointments;

WHEREAS elected officers and URs have to stand every convention for re-election;

WHEREAS members from the floor are unaware of the opportunity to apply for an appointed position;

THEREFORE BE RESOLVED at the start of all new mandates, appointed positions need to be advertised to the entire membership so that all members have an opportunity to apply. There will be an application process and the newly elected NEB will review all applications. The officers responsible for the appointees must submit a semi-annual written report to the NEB on the work the appointees have performed during the mandate.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le travail accompli soit revu par le Conseil exécutif national tous les six mois pour déterminer si les nominations seront renouvelées ou non.

RÉSOLUTION N° 236

Conférence régionale du Québec

Résolution générale

ATTENDU QUE, lors des conférences, le temps est précieux et que toutes les revendications ou les sujets de discussion ont leur importance et doivent être entendus;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE lors du congrès il y ait un micro « en faveur » des résolutions et un micro « contre ».

RÉSOLUTION N° 238

Conférence régionale du Québec

Résolution générale

ATTENDU QUE l'équité salariale a été obtenue pour les FFRS;

ATTENDU QUE le Syndicat veut obtenir l'égalité pour les FFRS;

ATTENDU QUE l'unité urbaine et l'unité FFRS font toutes deux partie du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, advenant l'intégration de la convention FFRS à la convention collective de l'unité urbaine, un référendum sur l'ancienneté universelle soit tenu par le Syndicat.

BE IT FURTHER RESOLVED that the work being done will be reviewed by the NEB on a semi-annual basis to determine whether or not said appointments shall be renewed.

RESOLUTION NO 236

Quebec Regional Conference

General Resolution

WHEREAS time is valuable at conferences and all resolutions and issues are important and must be heard;

BE IT RESOLVED THAT there be "pro" and "con" microphones at Convention.

RESOLUTION NO 238

Quebec Regional Conference

General Resolution

WHEREAS pay equity has been achieved for RSMCs;

WHEREAS the Union wants to achieve equality for RSMCs;

WHEREAS the urban unit and the RSMC unit are both part of the Union;

BE IT RESOLVED that, in the event the RSMC agreement is incorporated into the urban unit agreement, the Union hold a referendum on universal seniority.

RÉSOLUTION N° 245

Conférence régionale des Prairies

Résolution générale

ATTENDU QUE le système de classement des dossiers de grief est très laborieux et coûte cher;

ATTENDU QUE les systèmes d'enregistrement sur support informatique sont fiables et efficaces;

QU'IL SOIT RÉSOLU de recourir à un système informatique pour l'administration régionale et nationale des griefs au lieu des dossiers papier;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le dossier papier original soit conservé et entreposé dans son intégralité au bureau de la section locale pour étayer les dossiers régionaux et nationaux, et ce, jusqu'à ce que le grief soit réglé.

RÉSOLUTION N° 248

Conférence régionale du Pacifique

Résolution générale

ÉTANT DONNÉ QUE le financement du STTP provient presque exclusivement des cotisations syndicales;

ÉTANT DONNÉ QUE le nombre de membres du STTP diminue, ce qui a des répercussions sur les ressources financières dont dispose le STTP pour demeurer un syndicat fort et viable;

ÉTANT DONNÉ QUE le Syndicat a reçu le mandat d'assainir ses finances, ce qui a mené à la réduction de ses coûts et à l'élimination de programmes et services destinés aux membres;

RESOLUTION NO 245

Prairie Regional Conference

General Resolution

WHEREAS the grievance filing system is very laborious and costly;

WHEREAS electronic storage mediums are dependable and are proven to be effective;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Regional and National administration of grievance files be changed to an electronic format instead of a paper file;

BE IT FURTHER RESOLVED that the original paper file will be maintained and stored in its entirety at the Local offices until resolved to support the Regional and National files.

RESOLUTION NO 248

Pacific Regional Conference

General Resolution

SINCE CUPW's funding comes almost exclusively from union dues;

SINCE CUPW's membership has been declining and this has a direct impact on the financial resources needed to keep CUPW as a strong and viable Union;

SINCE CUPW has been mandated to be fiscally responsible and this has taken the form of cost cutting and the axing of programs and services to the membership;

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP a déjà reconnu les avantages financiers associés aux placements immobiliers, notamment l'achat de bureaux du Syndicat;

ATTENDU QU'il faut envisager d'autres sources de revenus correspondant aux principes du mouvement syndical et aux politiques et pratiques du STTP;

NOUS VOULONS QUE la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national envisage d'autres sources de revenus aux paliers local, régional et national du Syndicat pour relever les défis croissants que posent le maintien des services aux membres ainsi que le fonctionnement du Syndicat à tous les paliers;

NOUS VOULONS AUSSI QUE ce rapport soit terminé et envoyé au Conseil exécutif national, à tous les bureaux régionaux et à toutes les sections locales dans un délai de deux ans.

RÉSOLUTION N° 249

Conférence régionale du Québec

Alinéa 9.10 r)

ATTENDU QUE, pour certaines sections locales, l'étendue du territoire se compte en plusieurs centaines de kilomètres;

ATTENDU QUE, souvent, à cause de la distance et de la courte période où les membres sont au bureau, il n'est possible de visiter qu'une seule installation par jour;

ATTENDU QUE certaines sections locales ont de très nombreuses installations à visiter;

SINCE CUPW has already recognized the financial benefits in real estate including but not limited to owning Union offices;

WHEREAS it is necessary to investigate alternative sources of revenue that are in keeping with the principles of organized labour and the policies and practices of CUPW;

WE WANT the National Secretary-Treasurer to investigate alternative sources of revenue at the National, Regional and Local levels of the Union to meet the rising challenges of maintaining services, the functioning of the Union at all levels and services to the membership;

WE WANT this report to be completed and sent to the National Executive Board, all Regions and all Locals within 2 years.

RESOLUTION NO 249

Quebec Regional Conference

Section 9.10 (r)

WHEREAS some locals cover an area that extends over hundreds of kilometres;

WHEREAS, often, locals can only visit one facility per day because of the distance involved and the short period of time when members are at work;

WHEREAS some locals include many facilities;

ATTENDU QUE l'obligation de visiter annuellement chaque installation nécessite des frais de libération, de kilométrage et d'allocations quotidiennes imposants;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier l'alinéa 9.10 r) pour que les visites se fassent au moins deux fois entre chaque congrès.

WHEREAS the requirement to visit each facility at least once a year results in significant book-off, mileage and per diem costs;

BE IT RESOLVED to amend section 9.10 (r) to reduce the number of required visits to at least two visits to each facility between conventions.

cope 225
scfp 1979